

correspondance de presse internationale

inprecor

Octobre 2000 - n° 451

INPRECOR

Prix : 35 FF / 375 BEF / 8,6 CHF / 5,35 €



DÉBAT

UNE NOUVELLE "ONDE LONGUE" DU CAPITALISME MONDIAL ?

- FEMMES : Marche mondiale
- TUNISIE : Lutte pour la démocratie
- COLOMBIE : Opération sans anesthésie
- MEXIQUE : Défaite du PRI
- De SEATTLE à PRAGUE : Résistance à la mondialisation

Résistance à la mondialisation

La Marche mondiale des femmes
Le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC... et nous ? Et nous ?
Du Nord au Sud : Crise de la dette et plans d'ajustement

Penelope Duggan 3
Nicolas Benies 4
Eric Toussaint 8

Débat

Une cinquième "onde longue" du capitalisme mondial
Le système capitaliste n'a pas surmonté l'onde longue de stagnation
Un nouvel ordre productif ?

Jan Malewski 11
Gianni Rigacci 12
Henri Wilno 15

Colombie

Plan Colombie : opération sans anesthésie

Ernesto Herrera 22

Pays Bas

Une brèche dans la culture homophobe mondiale

Peter Drucker 26

Mexique

Dix thèses sur la défaite du PRI

Sergio Rodriguez Lascano 27

Tunisie

« Le défi pour nous est de construire un nouveau collectif militant, unitaire et évolutif »

entretien avec Sadri Khiari 31

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

États-Unis : Pour une politique indépendante

Document de Solidarity 35

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter Inprecor sur le site de nos camarades québécois :

www.lagauche.com

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECL Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECL, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88



La collection reliée d'Inprecor 1999 est parue !

Vous y trouverez les Inprecors du n° 432 au n° 442 et l'index thématique de l'année 1999. Vous pouvez la commander en nous faisant parvenir un chèque de 100 francs à l'ordre de la PECL. Mais ne tardez pas trop : les exemplaires disponibles sont en nombre limité et il n'y aura pas de second tirage...

Enfin, pour les retardataires, il existe encore **quelques** exemplaires de la collection reliée 1998 (n° 420 à 431) au prix de 120 francs.

Abonnement

(11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord 190 FF (6 mois) ☐ 360 FF (1 an) ☐
- Autres destinations 240 FF (6 mois) ☐ 460 FF (1 an) ☐
- PLI FERMÉ (toutes destinations) 270 FF (6 mois) ☐ 520 FF (1 an) ☐
- Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) ☐
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 600 FF, 1 an) ☐
- Abonnement de soutien (à partir de 400 FF, 1 an) ☐
- Découvrir Inprecor (réservé aux nouveaux abonné(e)s; 75 FF, 3 mois) ☐
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; 150 FF) ☐

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Tél./Fax/E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECL", à adresser à PECL, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECL", à adresser au Crédit au Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECL", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

En couverture de ce numéro nous avons employé le montage paru dans la revue mexicaine Desde los Cuatro Puntos.

La Marche mondiale des Femmes au cœur du renouveau du mouvement social

Par
Penelope Duggan*

Le 17 octobre, à l'occasion de la Journée mondiale de la pauvreté, 200 femmes représentant la Marche mondiale des femmes seront reçues par l'ONU à New York, mettant ainsi en lumière l'importance particulière de la lutte contre la pauvreté pour les femmes de par le monde. Partout les femmes représentent la majorité des pauvres et le nombre croissant de celles qui sont chargées de familles - victimes des guerres, des migrations et des séparations - entraîne de plus en plus d'enfants dans la spirale de la pauvreté.

Mais cette initiative représente plus que les femmes qui seront présentes à New York et plus que la seule lutte contre la pauvreté. Depuis qu'en 1995 la Fédération des Femmes du Québec a lancé son appel, la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence a donné lieu à une série d'initiatives internationales, fondées sur une plate-forme revendicative qui englobe toutes les questions de la discrimination et de l'oppression dont souffrent les femmes aujourd'hui.

Lors de la rencontre internationale d'octobre 1998, 140 femmes de 60 pays ont adopté une plate-forme autour de trois axes :

- promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- développement d'un large mouvement de groupes de femmes dans le monde entier ;
- dénonciation du patriarcat et du capitalisme dans sa forme néolibérale actuelle, en lui opposant des solutions alternatives fondées sur l'égalité et la justice.

Cette même réunion a également défini les formes d'organisation du mouvement : dirigée par les femmes, sa direction est également répartie entre toutes les régions du monde de manière à respecter et à valoriser

les différences culturelles et à garantir le caractère pacifique de la Marche.

De tous les continents les organisations de femmes les plus diverses se sont alliées pour soutenir la Marche. La collaboration entre ces organisations, les groupes féministes, les ONG et même des représentants des gouvernements ne fut pas chose aisée. Concernant des questions de première

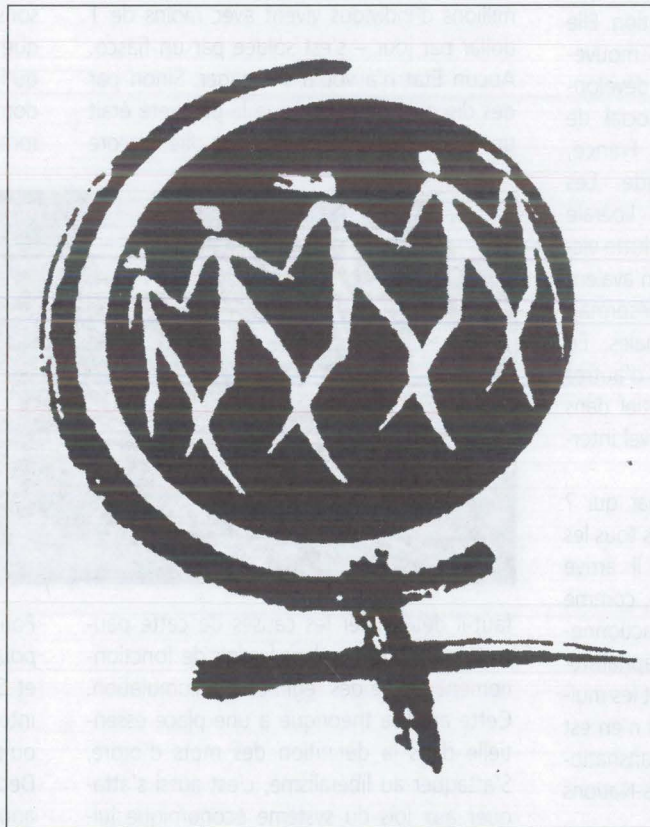
lité entre les jeunes et les vieux, entre les salariés disposant d'un travail stable et les précaires, entre les immigrés et les indigènes s'accroissent et à toutes ces inégalités se combine l'inégalité entre hommes et femmes.

L'importance de la Marche mondiale tient au fait qu'elle fait des femmes et des revendications féminines un facteur spécifique de la résistance à la mondialisation capitaliste et, en retour, renforce le mouvement des initiatives internationales contre le néolibéralisme. Les manifestations à Seattle en décembre dernier, les mobilisations de Genève, de Melbourne, de Prague... et le rendez-vous pris à Porto Alegre en janvier prochain, sont autant de signes d'une réactivation du mouvement social, largement absent de la scène au cours de la décennie passée.

Les mobilisations initiées par la Marche mondiale des Femmes dans 157 pays, depuis la Journée internationale des Femmes du 8 mars jusqu'à la mobilisation prévue le 17 octobre à New York et dans de nombreuses autres villes du monde, s'inscrivent dans ce renouveau du mouvement social. Des coordinations de femmes ont été créées dans 101 pays, de l'Australie au Pakistan,

du Canada à la Bolivie, du Mozambique au Sénégal, de la France jusqu'aux États-Unis. Le succès de leurs initiatives — dont la Marche européenne le 14 octobre à Bruxelles et celle du 15 octobre à Washington — seront la garantie de la présence féministe dans le nouveau mouvement social contre la mondialisation capitaliste. ■

* Penelope Duggan est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.



importance, par exemple la sexualité et le contrôle des naissances, les divergences n'ont pu être dépassées. Malgré cela la Marche mondiale est devenue un symbole de la résistance mondiale contre le néolibéralisme et ses effets spécifiques concernant les femmes.

La mondialisation capitaliste accroît les inégalités entre les pays développés et ceux en voie de développement, comme elle accroît les différences entre les divers secteurs de la force de travail et de la population à l'intérieur de chaque pays. Les inéga-

Le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC... et nous ? Et nous ?

Par
Nicolas Benies*

La grande manifestation de Seattle, l'an dernier fin novembre/début décembre a marqué un tournant dans la situation sociale. La mondialisation capitaliste et libérale apparaissait inéluctable jusqu'à cette manifestation qui jetait les bases d'un nouvel internationalisme. Le contexte économique de crise avait favorisé cette mobilisation. Elle avait été préparée par de grands mouvements à l'intérieur même des pays développés, à l'image du mouvement social de novembre/décembre 1995 en France, comme des pays du tiers-monde. Les révoltes contre la mondialisation libérale existaient, comme l'avait montré la lutte victorieuse contre l'AMI (1), mais elles n'avaient pas de caractère international. Désormais ces mobilisations sont internationales. En France, comme dans beaucoup d'autres pays, ATTAC a joué un rôle essentiel dans cette prise de conscience d'un nouvel internationalisme.

Le monde est-il dirigé ? Et par qui ? Cette interrogation se retrouve dans tous les pays, dans toutes les mobilisations. Il arrive que la théorie du complot domine, comme explication simpliste des lois de fonctionnement de ce mode de production capitaliste. Les Etats-Nations auraient disparu et les multinationales imposeraient leur loi. Il n'en est rien. Non pas que le pouvoir des transnationales soit inexistant mais les Etats-Nations

possèdent encore des armes. Les gouvernements sont responsables des formes de cette mondialisation. Ils ont décidé de déréglementer, de privatiser... Ils ne peuvent s'abriter derrière la mondialisation elle-même pour la justifier. La réunion du millénaire à New York, sous l'égide de l'ONU et voulue par le secrétaire général Kofi Annan, qui a réuni 150 nations pour envisager les moyens de lutter contre la pauvreté – 1 milliard 300 millions d'individus vivent avec moins de 1 dollar par jour – s'est soldée par un fiasco. Aucun Etat n'a voulu s'engager. Sinon par des discours pour dire que la pauvreté était un fléau... Il ne suffit pas de le dire, encore

d'un système qui incite à la mise en place de formes d'Etat autoritaire.

D'autres solutions sont possibles. Qui passent par les revendications citoyennes. L'exigence de transparence en fait partie. Elle oblige les gouvernants à rendre des comptes, à expliquer et rend quelque fois impossible une compromission, devenue inexplicable pour le plus grand nombre. La victoire de Seattle trouve là une de ses raisons. Dans le même mouvement, il apparaît que les Etats ne sont pas aussi démunis qu'ils le prétendent. Qu'ils restent des domaines d'intervention. A condition de rompre avec le libéralisme.

Cette rupture est d'autant plus nécessaire que les politiques d'inspiration libérale – que ce soit la politique d'austérité ou l'ajustement structurel – conduisent à un renforcement des inégalités et à une dépossession du (faible) pouvoir des citoyennes/citoyens.



faut-il déterminer les causes de cette pauvreté qui se trouve dans les lois de fonctionnement même des régimes d'accumulation. Cette analyse théorique a une place essentielle dans la définition des mots d'ordre. S'attaquer au libéralisme, c'est aussi s'attaquer aux lois du système économique lui-même.

Un monde absurde.

Susan George, dans *Le rapport Lugano* (2), décrit cet enchaînement de décisions conduisant à ce monde absurde. Elle fait parler un groupe d'experts. Sur la base des rapports existants – du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC, de l'OCDE... –, elle pousse la logique jusqu'à ce terme libéral qui fait froid dans le dos. Justement, elle insiste sur le secret nécessaire pour imposer des décisions impopulaires et sur la pente

Pour que *Business Week* (3) titre « *Trop de pouvoir aux grandes entreprises ?* », il a fallu et Seattle et la poursuite des mobilisations internationales, à chaque réunion de l'OMC ou du FMI – pour arriver à poser la question. Deux tiers des Américains interrogés (le 31 août 2000) reconnaissent que la prospérité doit beaucoup aux entreprises et que les grandes entreprises font de bons produits et sont compétitives dans l'économie mondiale. Mais ils sont près de 3 sur 4 à penser que les entreprises (business dans l'original) ont gagné trop de pouvoir sur beaucoup d'aspects de leur vie. Al Gore avait bien compris ce sentiment quand il a déclaré, à la convention démocrate, que les Américains se lèvent pour dire non au « *Big Tobacco, Big Oil, the big polluters, the pharmaceutical companies...* » (4), infléchissant ainsi son discours vers une tonalité plus populiste. Un des effets sans nul doute des mobilisations

* Nicolas Benies, économiste, est membre fondateur de la fondation Copernic. Il a récemment contribué à la publication du *Bateau ivre de la mondialisation*, sous la direction d'Eric Toussain et Arnaud Zacharie, éditions Syllepse.

1. Accord Multilatéral sur les Investissements, discuté dans le plus grand secret au sein de l'OCDE, organisation qui réunit les 29 Etats les plus riches du monde. Début 1997, la Corée du Sud y faisait son entrée...

2. Fayard, 2000, 120 francs.

3. Edition internationale, datée du 11 septembre 2000.

4. C'est-à-dire les grandes compagnies du tabac, du pétrole, les grands pollueurs, les compagnies pharmaceutiques. Citée par *Business Week*.

récentes. Et 74% des personnes interrogées sont d'accord avec lui ! Plus encore, 66 % pense que des profits plus élevés sont plus importants pour les grandes compagnies que de développer la sécurité ou se préoccuper de la qualité des produits pour le consommateur... Les revendications rejoignent celles de la confédération paysanne ou d'autres structures pour faire confiance au choix des citoyens à condition de leur donner les moyens de faire des choix. Sans doute aussi faut-il voir là une des explications du succès du livre et du film de Michael Moore qui dénonçait les politiques des transnationales américaines et leur responsabilité dans le chômage de masse et dans la dégradation des conditions de travail et d'emploi (5).

L'échec des politiques d'inspiration libérale.

Le libéralisme est tellement omniprésent que ses échecs risquent de passer inaperçus. D'autant que, très souvent les sociologues – Pierre Bourdieu mais aussi Alain Caillé et toute l'équipe de la revue *Mauss* – pratiquent allègrement la confusion entre économie et libéralisme. Or la science économique – si tant est qu'elle puisse se définir – est d'abord politique. Elle inclut l'intervention consciente des Etats, des citoyens. Aucun déterminisme. Au contraire, le champ des possibles est largement ouvert. C'est une des grandes leçons de Marx que de prendre en compte la liberté des êtres humains. Les hommes (au sens générique du terme) font leur propre histoire dans des conditions qu'ils n'ont pas librement déterminées, pour dire que du passé on ne peut faire table rase, mais que dans le même temps il est possible de changer le cours de l'histoire.

Echec donc de ces politiques sur tous les terrains. Impossibilité de sortir de la pauvreté par le biais des politiques d'ajustement structurel. Il faudrait plutôt commencer par annuler la dette pour permettre aux pays – de l'Afrique subsaharienne en particulier – de commencer à se développer de manière autonome. Tout en mettant en œuvre un protectionnisme qui pourrait être régional, pour éviter de subir la loi du marché mondial et des mouvements de capitaux. Pour laisser aux cultures vivrières toute leur place. Pourquoi imposer un autre mode de vie ? En quoi est-il plus " civilisé " ? Chaque civilisation, chaque peuple a sa culture qui passe aussi par ce qu'il mange.

Le FMI, la Banque mondiale, l'OMC ont pris conscience que le discours strictement libéral ne passait plus : cette idée que le bien de tous est l'addition du bien de chacun,

qu'il n'y a pas de perdants, que des gagnants... Cette philosophie sous-tendait la libéralisation totale du commerce, des services et des marchés de capitaux. Tout le monde devait en profiter. La crise financière de 1997-98 est venue apporter la preuve du contraire.

Les perdants sont toujours les mêmes, les plus faibles. Christa Wichterich (6), dans son enquête sur la place des femmes à travers le monde, démontre que ce sont les femmes qui sont les premières victimes de la pauvreté, des coupes claires dans les budgets sociaux – parce qu'elles sont les premières bénéficiaires de l'aide sociale, mais aussi parce que le " moins " de services publics " se traduit, pour elles, par " plus " de travail domestique gratuit -, des mauvaises conditions de travail, d'emploi, qu'elles sont surexploitées par rapport aux hommes... Elle cite l'exemple de ces ouvrières des entreprises de chaussures – comme Nike ou les autres – commençant à travailler très jeunes et être usées prématurément, jetées par le patron qui emploie de nouvelles recrues, sans indemnités de licenciement, ni sécurité sociale. Partout ce sont les femmes qui subissent les premières les dénis de droits. Elles sont les premières licenciées, elles représentent la majorité des temps partiels, des précaires. Le mouvement ouvrier, qu'il soit syndical ou politique, n'a pas repris à son compte la défense des droits de femmes et a ainsi permis l'élargissement de la flexibilité du travail et la dégradation des conditions de travail de tous. Les mobilisations pour les droits des femmes dessinent l'absurdité de notre monde. Partout où ces droits sont bafoués, c'est l'indication de reculs sociaux et de la démocratie, de la citoyenneté. Ils se traduiront, à terme, par la remise en cause des droits de tous. La défense et l'élargissement des droits des femmes fait partie intégrante des mobilisations contre la pauvreté, les violences... Thèmes qui sont aussi ceux de la marche pour les droits des femmes...

Echec encore sur le terrain des conditions de la reprise économique. Celle de la France est de type keynésien (7). Comme une critique en actes du libéralisme. Cette croissance, en effet, repose principalement sur la hausse de la consommation des ménages qui tire l'ensemble de l'économie. A l'image de la croissance américaine.

Du coup, le FMI et la Banque mondiale s'intéressent – tout comme l'OMC – au social. Ils se veulent, soudain, défenseurs des droits sociaux, tout en conservant leur orientation libérale sur le terrain économique, même si ces politiques évoluent en fonction de la situation concrète. Leur discours se



transforme, comme résultat à la fois des échecs et des mobilisations. Le FMI est sous les feux des critiques. Ses interventions durant les crises financières sont contestées de toutes parts.

Retour sur la crise financière de 1997-98.

La crise financière et économique des pays d'Asie du Nord et de l'Est, comme celle de la Fédération de Russie, avait montré les conséquences néfastes de la " libéralisation " tous azimuts, que ce soit sur le terrain des marchandises, des services ou des marchés financiers. Le " tout à l'exportation " avait détruit les cultures vivrières laissant les pays semi-industrialisés dans la nécessité d'importer les aliments de base. L'internationalisation des marchés financiers, la liberté totale des mouvements de capitaux a fragilisé l'accumulation et la croissance des économies des pays dits du tiers-monde. Avec des formes différentes entre les pays d'Asie et les pays centro et latino-américains. Une crise de rentabilité pour la Thaïlande comme pour la Corée du Sud qui se dévoile dans la baisse du taux d'augmentation des exportations, une crise d'endette-

5. Voir *Dégraissez-moi ça !*, La Découverte, 2000, 98 francs, sous-titré " *Petite ballade dans le cauchemar américain* ", un antidote nécessaire à toutes les bêtises qu'il faut lire ici ou là sur le miracle américain qu'il faudrait suivre à tout prix. Le film, " *The Big One* " raconte la tournée effectuée par Moore pour promouvoir son livre.

6. *La femme mondialisée*, Solin/Actes Sud, 1999, 139 francs.

7. Malgré la politique du gouvernement français qui reste fondamentalement dans les ornières du libéralisme mâtinée d'un peu de social. La reprise est due à la hausse de la consommation des ménages, elle-même alimentée par les créations d'emploi et par la hausse de la masse salariale, même si les jeunes et les femmes sont toujours massivement victimes de la précarité et que les augmentations salariales accordées sont majoritairement " au mérite ".

Résistance à la mondialisation

ment pour le Mexique, le Brésil et l'Argentine. La croissance du PIB de ces derniers était dépendante des entrées de capitaux, les obligeant à hausser toujours plus le taux de plus-value (8) pour assurer un rendement suffisant à ces capitaux spéculatifs. Leur monnaie se trouvait ancrée au dollar provoquant l'accentuation des politiques d'austérité. La montée de la pauvreté en résultait comme l'accroissement des inégalités, de même que l'élargissement de la flexibilité. Les régimes d'accumulation – les modalités particulières de création de richesses – ont montré leur fragilité dans la crise, de même qu'éclatait leur logique financière (9). La crise elle-même se traduisant par des restructurations industrielles et bancaires. On ne peut que souscrire à la conclusion de Pierre Salama (10), " les crises financières inscrites dans la logique d'une libéralisation brutale et non contrôlée des économies semi-industrialisées n'affectent pas seulement les investisseurs financiers. [Elles] ont des effets récessifs sur la production et les échanges. Les crises financières ont un coût social élevé. " Les crises que le monde capitaliste vient de vivre l'indiquent à l'évidence. Les gouvernements, contrairement à une idée reçue, ne sont pas démunis. Ils pourraient déterminer les conditions d'un régime d'accumulation différent, éthiquement plus juste et économiquement plus

efficace.

Il faut noter le retour des réflexions éthiques (11). La justice sociale ne peut être ignorée. Elle fait partie des dimensions de l'économie. Les économistes libéraux – dits néo-classiques – oublient un peu trop facilement que le marché n'existe pas sans l'Etat. Non seulement parce que l'Etat structure la loi de l'offre et la demande (12) mais aussi parce qu'il est intrinsèquement lié à l'accumulation du Capital. Le capitalisme ne peut fonctionner sans l'Etat. La crise de la Fédération de Russie d'août 1998 l'a bien montré. Dans le même temps il faut réhabiliter le politique. La capacité de prendre des décisions qui engagent l'avenir de tous. Ce qui suppose d'informer les citoyens, de les faire participer aux choix collectifs.

La chute de l'euro (en septembre 2000), par exemple, provient à la fois de la hausse du dollar, seule véritable monnaie internationale et de réserve, et de l'absence de crédibilité et de légitimité de la construction européenne. Elle n'existe pas : faute d'institutions supra-nationales – d'Etat –, faute de cohérence et de coordination. Toutes les discussions sur les institutions ont buté sur la résurgence des intérêts nationaux. Faute aussi de capacité à définir un projet commun qui passerait par la construction d'une Europe sociale. Or, la discussion actuelle sur la " charte des droits sociaux " conduit à demander le retrait de ce projet de toutes les discussions des sommets européens. Elle inclut des reculs plutôt que des avancées ! De ce point de vue, l'Europe est mal partie...

Les leçons de la crise

Une des leçons tirées de cette crise par les institutions internationales est la nécessité de l'Etat. Et du discours sur la justice sociale. Alan Greenspan, le président de la F.E.D., avait déclaré que cette crise financière et économique était la plus importante vécue par le monde capitaliste depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. La catastrophe avait été évitée de justesse par le déserrément des vannes du crédit et par l'intervention directe de l'Etat américain venu au secours de la Fédération de Russie et des pays comme le Mexique, le Brésil ou l'Argentine. Fin 1998, 40% environ des pays du globe était enfoncés dans la récession. Comme à l'accoutumée, c'est le pays domi-

nant, en l'occurrence les Etats-Unis, qui a bénéficié de cette crise. Les capitaux spéculatifs choisissaient la sécurité et se plaçaient aux Etats-Unis. Cet apport leur permettait de financer le déficit record de la balance des comptes courants pour alimenter la poursuite de la croissance et de l'accumulation du capital. Cette explication permet de comprendre la poursuite du cycle de croissance sans avoir besoin de faire référence à la " Nouvelle économie ", poudre aux yeux



idéologique servant à justifier les politiques d'inspiration libérale. Le noyau de vérité se trouve dans la définition de nouveaux champs d'activité pour la marchandise d'un côté – la marchandisation de toutes les activités, y compris l'éducation avec la remise en cause, pour la France, du service public d'éducation – et de l'autre un début d'élargissement de la troisième révolution industrielle (celle de l'informatique et de l'électronique) à l'intérieur même des entreprises. Pour le moment, aucune révolution dans l'organisation du travail n'apparaît à l'horizon. Le taylorisme reste le modèle de référence (13). Il permet d'augmenter la productivité du travail via la hausse de l'intensité du travail – la charge de travail par salarié est plus élevée – provoquant souffrance et violence (visant d'abord les femmes) au travail. C'est la raison pour laquelle la différenciation " vieille " et " nouvelle " économie n'a pas de sens. Les activités des " start-up " – jeunes pousses en français – seront intégrées dans la " vieille " économie pour leur permettre de se renouveler. Il faut souligner que l'orientation des capitaux vers les Etats-Unis ne permettra pas de financer toutes les " start-up " dans l'ensemble des pays développés. L'économie américaine a pris de l'avance, ce qui renforce son rôle dominant au niveau mondial.

Le FMI avait été totalement dépassé par cette crise qu'il n'avait pas su analyser, et donc prévoir (14). Ce bilan en forme de

8. Au sens de Marx, soit le taux d'exploitation des travailleurs (ratio plus-value/capital variable). La plus-value totale est égale au profit total. Elle est de deux sortes. Plus-value relative quand elle dépend de la mise en œuvre d'un progrès technique ou technologique nouveau, absolue quand elle dépend de l'intensification du travail sous toutes ses formes. Cette dernière forme explique, pour l'essentiel, la hausse des profits récente dans les grandes entreprises.

9. Voir la contribution de Pierre Salama, in Les pièges de la finance internationale, Syros, 2000, 98 francs, " Amérique latine et Asie : une même logique de crise, mais des responsabilités nationales spécifiques ".

10. Opus cité page 156.

11. Voir le n°15 de la " Revue du Mauss " (premier semestre 2000), " Ethique et Economie " sous-titrée " L'impossible (re)mariage ? ". Voir aussi Ethique économique et sociale, de Christian Arnsperger et Philippe Van Parijs, Collection Repères, La Découverte, Paris, 2000, 49 francs.

12. Comme le démontre Pierre Bourdieu, une nouvelle fois, dans Les structures sociales de l'économie, collection Liber, Le Seuil, Paris, 2000, 130 francs. Il prend comme exemple le marché des maisons individuelles pour faire agir ses concepts. La démonstration est éclatante.

13. Guillaume Duval dans L'entreprise efficace à l'heure de Swatch et de McDonald's, Syros, nouvelle édition 2000, 89 francs, reprend cette démonstration de manière concrète et convaincante.

catastrophe est le seul point commun des libéraux comme des anti-mondialisation capitaliste. Du coup, fleurissent des projets de réforme de cette institution internationale née à Bretton-Woods en juillet 1944. Michel Aglietta (15) propose de faire du FMI la banque centrale mondiale. Il deviendrait ainsi le prêteur en dernier ressort à l'image de la fonction remplie par les banques centrales nationales depuis leur création. Il voudrait éviter le retour des crises financières. Personne, en effet, ne croit que la crise financière de 1997/98 est la dernière. La plupart des prévisionnistes s'attendent à un krach boursier dont personne ne se risque à prévoir la date mais qui apparaît inéluctable. La solution qu'ils préconisent est assez illusoire. Il faudrait que les Etats-Unis acceptent de partager leur pouvoir ! Ils ne sont pas assez sages, ni assez fous. Ou alors il faudrait que l'Europe, parlant d'une seule voix, puisse imposer sa volonté... On en est loin.

Les gagnants de la mondialisation libérale

Les firmes transnationales ont énormément gagné à la libéralisation des marchés, que ce soit des marchandises, des services ou des capitaux. Elles ont connu un accroissement de leur pouvoir (16). De manière apparemment concomitante, les Etats-Nations ont vu leur capacité de réguler l'économie reculer. Tout en continuant d'exister et en structurant à la fois l'accumulation du capital et le marché, tout en permettant l'expression de la classe des capitalistes. La crise de l'Etat-Nation est une réalité prégnante du capitalisme. Comme celle de l'Etat social. Il s'agit de détruire une forme d'Etat née après la deuxième guerre mondiale résultat à la fois des conditions de la Libération et des luttes sociales qui ont suivi. Aujourd'hui, en fonction de l'impératif de la valorisation maximale du capital, ces acquis sociaux doivent disparaître. Cette attaque en règle provient des choix politiques effectués par tous les gouvernements. La déréglementation a eu lieu sur tous les terrains, et d'abord sur ceux du droit du travail et de la sécurité sociale – une remise en cause du salaire indirect, socialisé – et financier. Pour laisser le champ libre aux "libéralisations" des marchés, que ce soit des marchandises, des services ou des capitaux. La mondialisation capitaliste et libérale semblait déployer ses ailes sans contrainte et sans rivages. Ces firmes mettaient en place leur stratégie internationale, sans tenir compte des intérêts généraux, croyant sans doute que tout ce qui est bon pour la firme est bon pour le pays et pour l'économie mondiale. La



logique de la firme s'impose.

L'impératif de la "compétitivité" devient un impératif catégorique, passant par la baisse du coût du travail pour baisser le prix de vente. Ainsi les gains de productivité sont monopolisés par les profits. Sans que cette hausse profite intégralement à l'accumulation, à la création de richesses. Sauf aux Etats-Unis où l'Etat continue d'assurer ses fonctions de stratège et d'organisateur de toute la classe des capitalistes nationaux comme de ceux qui y trouvent refuge pour assurer le triomphe de l'impérialisme américain sur le reste du monde.

La conséquence monétaire de cette domination se trouve dans le rôle du dollar, désormais monnaie de référence d'un système monétaire international toujours en crise, faute d'une entente entre les grands pays capitalistes développés. La "dollarisation" de l'Equateur démontre cette nouvelle donne à l'évidence. Le dollar a détrôné le sucre, la monnaie nationale. La banque centrale de l'Equateur peut disparaître, elle ne sert plus à rien. La politique monétaire sera décidée par la F.E.D., la banque de réserve fédérale américaine. Les inégalités et la pauvreté ne peuvent que progresser.

Décider de notre avenir

Les mobilisations contre les politiques de "libéralisation" se poursuivent. A chaque réunion du FMI, de la Banque Mondiale ou de l'OMC des manifestations réunissant des

participants de tous les pays ont lieu. Elles jettent les bases d'une nouvelle donne internationale. Les firmes transnationales n'en ont pas encore pris la dimension, malgré les mises en garde de BusinessWeek. Elles verront se dresser devant elles d'autres Michael Moore pour réclamer leur dû. Des coordinations internationales syndicales sont nécessaires. Elles devront mettre en avant les revendications des droits des femmes, comme revendication vitale pour assurer les droits de tous. Derrière ces droits se dessinent l'amorce d'une autre société fonctionnant sur d'autres bases. Celles de la satisfaction des besoins sans passer par l'impératif du profit maximum, une société d'hommes et de femmes libres.

L'enjeu est vital. C'est notre avenir qui se dessine là. Laisser les transnationales maîtresses du jeu mondial, c'est prendre

des risques inconsidérés pour tous les aspects de notre vie. Réhabiliter le politique, la volonté politique est fondamental et passe par toutes les revendications citoyennes. Rien n'est fatal ni inéluctable.

C'est aussi une nouvelle génération militante qui prend conscience des nécessités de l'action. C'est à nous de lui donner la mémoire pour enrichir les luttes d'aujourd'hui. ■

14. Un peu de morale ne fait pas de mal. George Soros avait fait confiance au FMI et a perdu beaucoup d'argent dans la chute du rouble en août 1999.

15. In *Le FMI, de l'ordre monétaire aux désordres financiers*, en collaboration avec Sandra Moatti, Economica, 2000, 98 francs. L'intérêt de ce livre tient dans le rappel des conditions spécifiques qui ont permis les accords de Bretton-Woods. Un impérialisme déclinant – le britannique – rencontrant l'impérialisme montant – l'américain. Des discussions préalables pendant la guerre pour se solder par des accords en bonne et due forme. Les auteurs pensent que ces conditions ne se retrouveront plus. Qu'il n'est donc pas possible de faire naître un autre système monétaire international prenant la suite de celui de Bretton-Woods. Peut-être. Mais leur volonté de faire de l'euro un concurrent direct du dollar ressort d'un monde fantasmé. Pour que l'euro tienne ce rôle, il faudrait d'abord que l'Union Européenne puisse exister en tant que telle.

16. Voir le bilan dressé par Pierre Conso, "Les stratégies des firmes multinationales" in *Les mutations de l'économie mondiale*, sous la direction de Christian de Boissieu, Economica.

Du Nord au Sud : Crise de la dette et plans d'ajustement

Par
Eric Toussaint*

La crise de l'endettement public tant des pays du Tiers Monde et de l'Est que des pays industrialisés, à partir des années 1980, a été utilisée pour imposer systématiquement des politiques d'austérité au nom de l'ajustement. Accusant leurs prédécesseurs d'avoir vécu au dessus de leurs moyens en recourant trop facilement à l'emprunt, la plupart des gouvernements en fonction dans les années 1980 ont progressivement imposé aux dépenses publiques, sociales en particulier, un ajustement un peu comme s'il s'agissait d'ajuster une ceinture en la resserrant de deux ou trois crans.

En ce qui concerne les pays du Tiers Monde et de l'Est, le formidable accroissement de la dette publique commença à la fin des années 1960 et déboucha sur une crise du remboursement à partir de 1982. Les responsables essentiels de cet endettement se trouvent dans les pays les plus industrialisés : ce sont les banques privées, la Banque mondiale et les gouvernements du Nord qui ont prêté littéralement à tour de bras des centaines de milliards d'eurodollars et de pétrodollars.

Pour placer leurs surplus de capitaux et de marchandises, ces différents acteurs du Nord ont prêté à des taux d'intérêt très bas. La dette publique des pays du Tiers Monde et de l'Est a ainsi été multipliée par douze entre 1968 et 1980. Dans les pays les plus industrialisés, l'endettement public augmenta également fortement pendant les années 1970 car les gouvernements tentèrent de répondre à la fin des Trente Glorieuses par des politiques keynésiennes de relance de la machine économique.

Un tournant historique s'amorce en 1979, 1980, 1981 avec l'arrivée au pouvoir de Thatcher et de Reagan qui appliquent à

grande échelle les politiques rêvées par les néolibéraux notamment en augmentant de manière extrêmement forte les taux d'intérêt. Cette augmentation obligea les pouvoirs publics endettés à transférer aux institutions financières privées des montants colossaux. A partir de ce moment, à l'échelle planétaire, le remboursement de la dette publique constitua un formidable mécanisme de pompage d'une partie des richesses créées par les travailleurs salariés et les petits producteurs au profit du capital financier.

Les politiques dictées par les néolibéraux constituent précisément une considérable offensive du capital contre le travail. Les

sement des emprunts antérieurs.

Pour rembourser la dette publique, les gouvernements puisent notamment dans les recettes fiscales dont la structure a évolué de manière régressive au cours des années 1980-1990. En effet, la part des recettes fiscales provenant des prélèvements sur les revenus du capital diminue tandis qu'augmente la part des recettes provenant des prélèvements sur le travail salarié, d'une part, et sur la consommation de masse via la généralisation de la TVA et l'augmentation des accises (impôt indirect portant notamment sur les boissons alcoolisées), d'autre part.

Bref, l'Etat prend aux travailleurs et aux pauvres pour donner aux riches (le Capital). C'est exactement l'inverse d'une politique redistributive qui devrait être la préoccupation principale des pouvoirs publics.

La crise de la dette publique des années 1980 est intimement liée au processus de déréglementation qui préside à la mondialisation néolibérale. En effet, l'augmentation colossale de l'endettement public de la fin des années 1960 au début des années 1980 est liée au développement du marché des eurodollars qui a constitué une des premières étapes de la déréglementation du système monétaire international et des marchés des changes.

Les enjeux stratégiques de l'ajustement structurel dans les pays de la Périphérie

Les politiques d'ajustement structurel commencent à être appliquées dans les pays de la Périphérie juste après l'éclatement de la crise de la dette en août 1982. Elles constituent la poursuite sous une forme nouvelle d'une offensive qui a débuté quelque quinze ans auparavant. De quelle offensive s'agit-il ? Il s'agit de la réponse donnée par les stratèges des gouvernements du Nord et des institutions financières multilatérales à leur service, à commencer par la Banque mondiale, par rapport au défi que constitue la perte de contrôle sur une partie croissante de la Périphérie. Des années 1940



pouvoirs publics endettés pour équilibrer leurs comptes ont accepté de réduire les dépenses sociales et d'investissement et de recourir à de nouveaux emprunts afin de pouvoir faire face à la montée des taux d'intérêt : c'est le fameux effet " boule de neige " tel qu'il a été vécu aux quatre coins de la planète durant les années 1980. L'effet " boule de neige ", c'est l'augmentation mécanique de la dette causée par l'effet combiné des taux d'intérêt élevés et des nouveaux emprunts nécessaires au rembour-

* Eric Toussaint est président du Comité contre la dette du tiers-monde (CADTM). Il a notamment publié *La Bourse ou la vie* (Bruxelles-Genève-Paris 1999) et, avec Arnaud Zacharie, le recueil *Le Bateau ivre de la mondialisation* (Bruxelles-Paris 2000).

aux années 1960 se succèdent les indépendances asiatiques et africaines, s'étend le bloc de l'Est européen, triomphent les révolutions chinoise, cubaine et algérienne, se développent des politiques populistes et nationalistes menées par des régimes capitalistes de la Périphérie (cela va du péronisme argentin au parti du Congrès indien de Nehru en passant par le nationalisme nassérien). De nouveaux mouvements et organisations se développent pêle-mêle au niveau international constituant autant de dangers pour la domination des principales puissances capitalistes.

Les prêts massifs octroyés à partir de la seconde moitié des années 1960 à un nombre croissant de pays de la Périphérie, à commencer par les alliés stratégiques (le Congo de Mobutu, l'Indonésie de Suharto, le Brésil de la dictature militaire...) et allant jusqu'à des pays comme la Yougoslavie et le Mexique, constituent les lubrifiants d'un puissant mécanisme de reprise de contrôle. Il s'agit de stimuler par des prêts ciblés (l'abandon des politiques nationalistes) une meilleure connexion des économies de la Périphérie au marché mondial dominé par le Centre. Il s'agit également d'assurer l'approvisionnement des économies du Centre en matières premières et en combustible. En mettant les pays de la Périphérie progressivement en concurrence les uns avec les autres et en les stimulant à renforcer leur modèle exportateur, il s'agissait de faire baisser les prix des produits qu'ils exportaient afin de faire baisser le coût de production au Nord (et d'y augmenter le taux de profit). Il s'agissait enfin dans un contexte de montée des luttes d'émancipation des peuples et de guerre froide avec le bloc de l'Est, de renforcer la zone d'influence des principaux pays capitalistes.

Si on ne peut pas affirmer qu'il y a eu complot de la part des banques privées, de la Banque mondiale et des gouvernements du Nord, il n'en reste pas moins qu'une analyse des politiques suivies par la Banque mondiale et par les principaux gouvernements des pays industrialisés en matière de prêts à la Périphérie n'était pas dépourvue d'ambitions stratégiques (1).

La crise qui éclate en 1982 est le résultat de l'effet combiné de la baisse des prix des produits exportés par les pays de la Périphérie vers le marché mondial et de l'explosion des taux d'intérêt. Du jour au lendemain, il faut rembourser plus avec des revenus en diminution. De là, l'étranglement. Les pays endettés annoncent qu'ils sont confrontés à des difficultés de paiement. Les banques privées du Centre refusent immédiatement d'accorder de nouveaux prêts et

exigent qu'on leur rembourse les anciens. Le FMI et les principaux pays capitalistes industrialisés avancent de nouveaux prêts pour permettre aux banques privées de récupérer leur mise et pour empêcher une succession de faillites bancaires.

Depuis cette époque, le FMI, appuyé par la Banque mondiale, impose les plans d'ajustement structurel. Un pays endetté qui refuse l'ajustement structurel se voit menacé de l'arrêt des prêts du FMI et des gouvernements du Nord. On peut affirmer sans risque de se tromper qu'ont eu raison ceux qui ont proposé à partir de 1982 aux pays de la Périphérie d'arrêter le remboursement de leurs dettes et de constituer un front des pays débiteurs. Si les pays du Sud avaient constitué ce front, ils auraient été en mesure de dicter leurs conditions à des créanciers aux abois.

En choisissant la voie du remboursement, sous les fourches caudines du FMI, les pays endettés ont transféré vers le capital financier du Nord, l'équivalent de plusieurs plans Marshall. Les politiques d'ajustement ont impliqué l'abandon progressif d'éléments-clé de la souveraineté nationale, ce qui a débouché sur une dépendance accrue des pays concernés par rapport aux pays les plus industrialisés et à leurs multinationales. Aucun des pays appliquant l'ajustement structurel n'a pu soutenir de manière durable un taux de croissance élevé. Partout, les inégalités sociales ont augmenté : aucun pays "ajusté" ne fait exception.

Les nouveaux prêts accordés par le FMI depuis 1982 ont trois objectifs :

1. Favoriser les réformes structurelles qu'impose l'ajustement ;
2. Assurer le remboursement de la dette contractée ;
3. Permettre progressivement aux pays endettés d'avoir accès aux prêts privés via les marchés financiers.

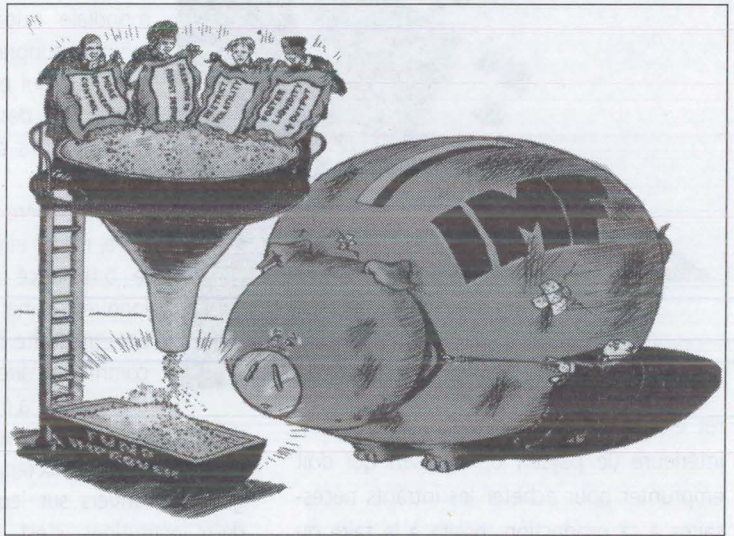
En quoi consiste l'ajustement ?

L'ajustement structurel comprend deux grands types de mesures. Les premières à être appliquées sont des mesures de choc

(généralement, dévaluation de la monnaie et hausse des taux d'intérêt à l'intérieur du pays concerné). Les secondes sont des réformes structurelles (privatisation, réforme fiscale...).

La dévaluation imposée par le FMI a atteint régulièrement des taux de 40 à 50 %. Elle vise à rendre plus compétitives les exportations du pays concerné de manière à augmenter les rentrées de devises nécessaires au remboursement de la dette. Autre avantage non négligeable si on se place du point de vue des intérêts du FMI et des pays les plus industrialisés : une baisse du prix des produits exportés par le Sud.

Effets négatifs : une explosion du prix des produits importés sur le marché intérieur du pays concerné ce qui ne peut que déprimer la production intérieure parce que le

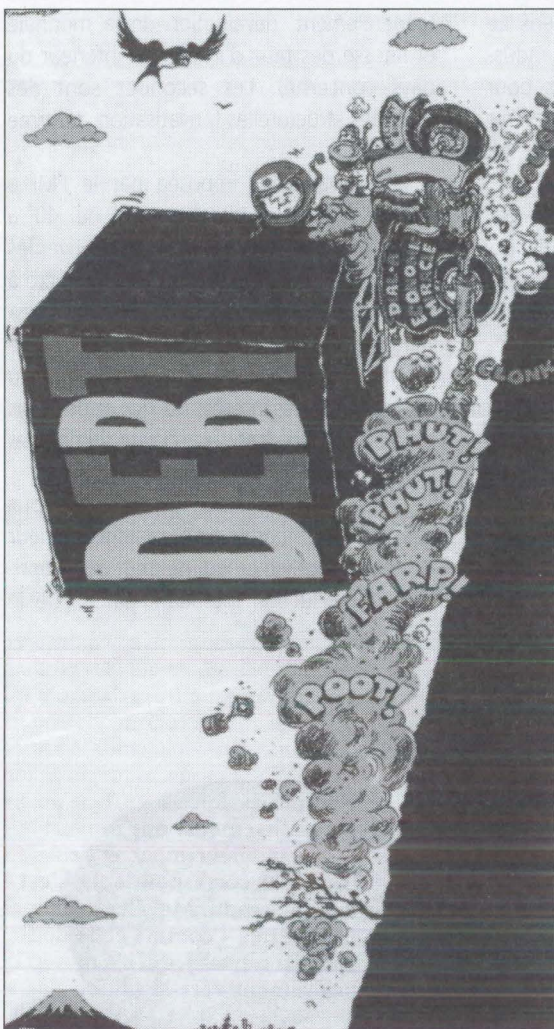


coût de production augmente tant dans l'agriculture que l'industrie et l'artisanat : ils incorporent de nombreux intrants (élément entrant dans la production d'un bien : matière première, main d'oeuvre, etc.) importés comme résultat de l'abandon des politiques "autocentrées" alors que le pouvoir d'achat des consommateurs stagne (le FMI interdit toute indexation des salaires). La dévaluation entraîne une augmentation de l'inégalité dans la répartition des revenus car les capitalistes disposant de liquidités ont pris soin avant la dévaluation d'acheter des devises étrangères. Dans le cas d'une dévaluation de 50 %, la valeur de leurs liquidités double.

Par ailleurs, une politique de taux d'inté-

1. Lire pour une analyse plus approfondie Eric Toussaint, *La bourse ou la vie*, chapitres 9 et 10, Bruxelles / Genève / Paris, 1999, 2e édition, édit. CADTM, CETIM, Luc Pire, Syllepse ; Eric Toussaint, Arnaud Zacharie, *Le Bateau ivre de la mondialisation*, Bruxelles / Paris, 2000, édit. CADTM / Syllepse.

Résistance à la mondialisation



rêt élevés ne fait qu'accroître la récession intérieure (le paysan ou l'artisan qui doit emprunter pour acheter les intrants nécessaires à sa production, hésite à le faire ou réduit sa production par manque de moyens) tout en permettant au capital rentier de prospérer. Le FMI justifie ces taux d'intérêt élevés en affirmant qu'ils attireront les capitaux étrangers dont le pays a besoin.

2. « Les marchés des titres de la dette publique (les marchés obligataires publics), mis en place par les principaux pays bénéficiaires de la mondialisation financière et puis imposés aux autres pays (sans trop de difficultés le plus souvent) sont, au dire même du Fonds monétaire international (FMI), la pierre 'angulaire' de la mondialisation financière. Traduit en langage clair, c'est très exactement le mécanisme le plus solide mis en place par la libéralisation financière de transfert de richesses de certaines classes et couches sociales et de certains pays vers d'autres. S'attaquer aux fondements de la puissance de la finance suppose le démantèlement de ces mécanismes et donc l'annulation de la dette publique, pas seulement celle des pays les plus pauvres, mais aussi de tout pays dont les forces sociales vivantes refusent de voir le gouvernement continuer à imposer l'austérité budgétaire aux citoyens au titre du paiement des intérêts de la dette publique » in François Chesnais, Tobin or not Tobin, Paris, 1998, éd. L'Esprit frappeur.

En pratique, les capitaux qui sont attirés par des taux d'intérêt élevés sont volatils et prennent la direction d'autres cieux au moindre problème ou quand une meilleure perspective de profit apparaît.

Autres mesures d'ajustement spécifiques aux pays de la Périphérie : la suppression des subsides à certains biens et services de base et la contre-réforme agraire. Dans la plupart des pays du Tiers Monde, la nourriture de base (pain, tortilla, riz...) est subventionnée de manière à empêcher de fortes hausses de prix. C'est souvent le cas également pour le transport collectif, l'électricité et l'eau. Le FMI et la Banque mondiale exigent systématiquement la suppression de tels subsides. Ce qui entraîne un appauvrissement des plus pauvres et quelques fois des émeutes de la faim.

En matière de propriété de la terre, le FMI et la Banque mondiale ont lancé une offensive de longue haleine qui vise à faire disparaître toute forme de propriété communautaire. C'est ainsi qu'ils ont obtenu la modification de l'ar-

ticle de la Constitution mexicaine protégeant les biens communaux (appelés ejido). Un des grands chantiers sur lequel travaillent ces deux institutions, c'est la privatisation des terres communautaires ou étatiques en Afrique subsaharienne.

Mesures d'ajustement communes au Nord et au Sud

La réduction du rôle du secteur public dans l'économie, la diminution des dépenses sociales, les privatisations, la réforme fiscale favorable au capital, la déréglementation du marché du travail, l'abandon d'aspects essentiels de la souveraineté des Etats, la suppression du contrôles des changes, la stimulation de l'épargne-pension par capitalisation, la déréglementation des échanges commerciaux, l'encouragement des opérations boursières... toutes ces mesures sont appliquées dans le monde entier à des doses variant selon les rapports de force sociaux. Ce

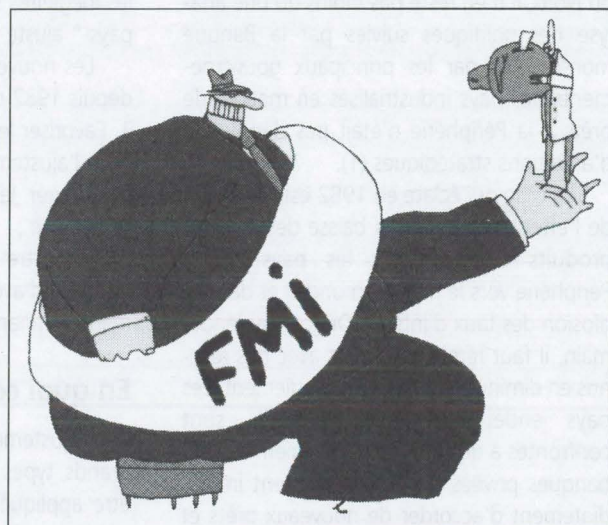
qui frappe, c'est que du Mali à l'Angleterre, du Canada au Brésil, de la France à la Thaïlande, des Etats-Unis à la Russie, on constate une profonde similitude et une complémentarité entre les politiques appelées " d'ajustement structurel " à la Périphérie et celles baptisées au Centre " d'assainissement ", " d'austérité ", ou " de convergence ".

Partout, la crise de la dette publique a servi de prétexte au lancement de ces politiques. Partout, le remboursement de la dette publique représente un engrenage infernal de transfert des richesses au profit des détenteurs de capitaux (2).

Les plans d'ajustement structurel et autres plans d'austérité constituent une machine de guerre visant à détruire tous les mécanismes de solidarité collective (cela va des biens communaux au système de pension par répartition) et de soumettre toutes les sphères de la vie humaine à la logique marchande.

Le sens profond des politiques d'ajustement structurel, c'est la suppression systématique de toutes les entraves historiques et sociales au libre déploiement du capital pour lui permettre de poursuivre sa logique de profit immédiat quel qu'en soit le coût humain ou environnemental.

Il faut rompre avec cette logique, abandonner les politiques d'ajustement structurel quel que soit l'endroit où elles s'appliquent, et reconstruire un ensemble de mécanismes de contrôle et d'expropriation du capital de manière à donner la priorité à l'Humanité. De là l'importance de créer collectivement grâce à des solidarités Nord/Sud, Est/Ouest, de nouveaux réseaux de lutte citoyenne. Les multiples résistances peuvent déboucher sur un nouveau projet émancipateur. ■



Une cinquième "onde longue" du capitalisme mondial ?

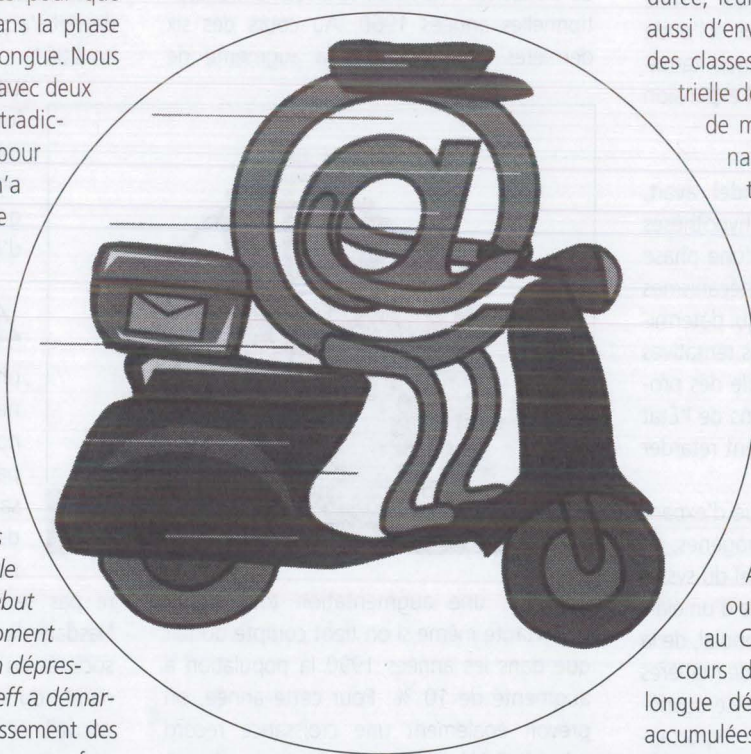
Par
Jan Malewski*

Dans *Inprecor* n° 447 de mai 2000 nous ouvrons le débat sur l'éventualité d'un retournement de la phase dépressive de l'onde longue, commencée au début des années 1970. Nous avons alors publié les contributions de Maxime Durand et de Marc Bonhomme, qui, par des cheminements différents, concluaient tous les deux que les conditions n'étaient pas réunies pour que l'économie capitaliste rentre dans la phase expansive d'une nouvelle onde longue. Nous le poursuivons dans ce numéro avec deux nouvelles contributions contradictoires : celle de Gianni Rigacci, pour lequel " le système capitaliste n'a pas surmonté son onde longue de stagnation " et celle d'Henri Wilno, qui envisage un " nouvel ordre productif ", ou, pour reprendre la terminologie mandélienne, d'une sortie de l'onde longue récessive.

Notons que cette dernière hypothèse est aussi envisagée par d'autres économistes. Ainsi pour Christian Schmidt « les États-Unis connaissent un cycle de croissance classique au début des années 1990. Et c'est au moment où ce cycle allait se retourner en dépression vers 1993, que le kondratieff a démarré ». Et il considère que l'accroissement des inégalités — une redistribution en profondeur de la carte des revenus — constitue l'élément-clé du nouveau cycle long (cité dans *Le Monde* du 29 août 2000). Le MEDEF, organisme patronal français, s'est également penché sur l'hypothèse d'un « cinquième cycle Kondratieff » à l'occasion de son université d'été de cette année.

Rappelons que c'est à Léon Trotsky que le courant marxiste doit l'hypothèse « d'époques ascendantes, stagnantes ou déclinantes du développement capitaliste » (*Inprecor* n° 449-450 de juillet-septembre 2000 a reproduit deux de ses contributions

sur ce thème). L'économiste russe Nikolai Kondratieff avait ensuite élaboré une théorie de « cycles longs » (appelés ensuite des « kondratieff »), dont il envisageait, en se fondant sur une analyse statistique des périodes passées, une répétition régulière tous les 50 ans, chaque cycle ayant selon lui, une phase ascendante et une phase régressive. Cette théorie fut sévèrement critiquée par Trotsky, qui réfutait l'idée de « cycles longs », considérant que la démarche de Kondratieff était une « généralisation erro-



née d'une analogie formelle » avec les cycles courts. A la suite de Léon Trotsky, Ernest Mandel a développé la théorie marxiste des « ondes longues ». Selon lui, si les débuts d'une phase dépressive de l'onde longue sont dus à l'accumulation des contradictions qui minent le mode de régulation lors d'une phase expansive, le retournement de l'onde vers une nouvelle phase expansive implique des facteurs exogènes à l'économie : une modification des rapports de forces entre les classes, une impulsion politique d'une direction bourgeoise affermie,

une « révolution technologique » permettant des gains de productivité, un élargissement du marché à la suite d'événements d'ordre « superstructurel » (guerres, contre-révolutions...).

Si la théorie des ondes longues ne permet en rien de prévoir les retournements de la conjoncture économique — les crises cycliques de surproduction, ou récessions — elle autorise par contre des prévisions à moyen terme sur le caractère de ces crises et sur celui des périodes de croissance (leur durée, leur profondeur). Elle permet donc aussi d'envisager les conditions de la lutte des classes : l'évolution de l'armée industrielle de réserve (chômage) et les marges de manœuvre dont dispose le patronat pour céder devant les revendications sociales/salariales que le mouvement ouvrier revendique.

Les phases expansives de l'onde longue ont toujours permis au mouvement ouvrier d'accumuler des forces au travers des victoires dans les luttes partielles et, en permettant d'accroître ainsi la confiance des salariés dans leur force collective, ont stimulé des recompositions politiques en son sein. Au contraire, si le mouvement ouvrier n'est pas parvenu à infliger au Capital une défaite historique au cours des premières années de l'onde longue dépressive, employant les forces accumulées au cours de la période précédente, l'accumulation des défaites partielles conduit à une dégradation du rapport de forces au détriment du salariat (ce que nous avons pu observer aux cours des années 1980-1990).

Le débat économique que nous entendons poursuivre dans *Inprecor*, ne concerne donc pas seulement les spécialistes de l'économie. Ses conclusions ont une importance pour déterminer les tâches du mouvement ouvrier. ■

* Rédacteur d'*Inprecor*, Jan Malewski est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Le système capitaliste n'a pas surmonté l'onde longue de stagnation

Par
Gianni Rigacci*

1. Il est incontestable que la première moitié des années 1970 représente un clivage dans l'évolution de l'économie mondiale : nous sommes alors entrés dans ce que certains économistes définissent comme une onde longue de stagnation. Toutefois, depuis grosso modo la moitié des années 1990, il faut enregistrer dans de plus en plus de régions du monde les signes d'une croissance solide et constante, ce qui justifie qu'on se pose la question de savoir si l'onde longue de stagnation est désormais terminée et si une nouvelle onde d'expansion n'est pas en train de se produire.

2. Rappelons qu'Ernest Mandel avait, pour sa part, avancé des hypothèses interprétatives sur la transition d'une phase à l'autre. Selon lui, ce sont des mécanismes normaux du système capitaliste qui déterminent les phases de stagnation. Les tentatives de maintenir un niveau acceptable des profits de même que les interventions de l'État pour soutenir la demande, peuvent retarder l'échéance, mais pas l'éviter.

En revanche, une onde longue d'expansion peut découler de facteurs exogènes, en dehors du fonctionnement normal du système. Elle peut se produire à la suite d'un élargissement soudain du marché mondial, de la découverte de nouvelles sources de matières premières, d'une défaite de la classe ouvrière permettant une augmentation importante du taux de plus-value, ou même de guerres et de révolutions. L'expérience semble avoir confirmé ces hypothèses interprétatives.

Puisqu'au cours de la dernière décennie il y a eu de nombreux changements dans le fonctionnement de l'économie mondiale et en ne considérant pas acquis d'avance que l'histoire va se répéter, une réflexion sur ces

changements peut nous aider à répondre à la question que nous nous sommes posés au début de cet article.

3. Commençons par l'évolution dans les trois zones économiques qui représentent 50 % de PNB mondial :

● Aux États-Unis, depuis les premiers mois de 1991 a commencé une phase d'expansion ininterrompue qui est la plus longue relevée statistiquement dans l'histoire de ce pays. Depuis 1994 ont été atteints des taux de croissance comparables à ceux des exceptionnelles années 1960. Au cours des six dernières années le PNB a augmenté de

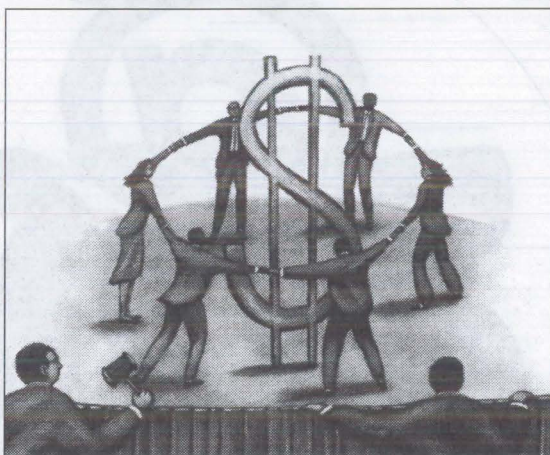
négatifs de 1993, il y a eu en l'espace de six ans une croissance d'ensemble de 14 %. Selon les prévisions, l'année 2000 devrait marquer le début d'une croissance plus accentuée (de 2,3 % on devrait passer à 3,4-3,5 % en moyenne).

● Finalement la situation du Japon continue à être difficile, avec une croissance équivalant à la moitié de la croissance européenne (1998 ayant été une année de crise).

Les trois zones marchent donc à des vitesses différentes : croissance soutenue aux États-Unis, croissance incertaine en Europe (elle devrait s'accroître cette année mais ralentir en 2001), stagnation au Japon. Donc un

tableau caractérisé plus par l'évolution exceptionnelle de l'économie des États-Unis que par des signes incontestables de démarrage d'une nouvelle onde longue d'expansion.

4. Selon une opinion assez répandue, le mérite de cette phase d'expansion nord-américaine appartient à la « nouvelle économie », un néologisme qui frappe l'imagination, mais n'est pas sans ambiguïté. Il n'est pas inutile de préciser que quand on parle de nouvelle économie, on ne se réfère



25,3 %, une augmentation tout à fait importante même si on tient compte du fait que dans les années 1990 la population a augmenté de 10 %. Pour cette année, on prévoit également une croissance record (plus de 5 %). Il faut remarquer, par ailleurs, que ce ne sont plus les dépenses militaires qui jouent un rôle d'impulsion : c'est l'endettement aussi bien des particuliers que des entreprises, qui a atteint 140 % du PNB et augmente de 7,5 % par an. Quant au déficit envers l'étranger, il a atteint 4 % du PNB. Ajoutons que des taux de croissance similaires, même si moins importants, ont été atteints par des économies proches de celle des États-Unis, comme celles du Canada et de la Grande-Bretagne.

● 1994 a marqué aussi un tournant en ce qui concerne l'Europe : après les résultats

pas seulement aux sociétés de l'index Nasdaq de New York. Certes, toutes ces sociétés en font partie, mais plus généralement, du moins selon *Business Week*, la nouvelle économie est constituée par tout ce qui a permis aux États-Unis de réaliser une croissance spectaculaire, proche de 4 % depuis 1994, avec un taux de chômage tombé de 6 à 4 % et une inflation de 1,9 % en 1999 (le taux le plus bas depuis 34 ans). En d'autres termes, selon le *Business Week*, la nouvelle économie n'est rien d'autre que la prédisposition à des investissements massifs dans le secteur de la technologie de l'information, la restructuration du marché financier, l'impulsion à diminuer les coûts et augmenter la flexibilité de la part du gouvernement et des entreprises. Il faut essayer de comprendre pourquoi cette évolution de la

* Gianni Rigacci est secrétaire du Parti de la refondation communiste de Toscane (Italie) et membre du Comité politique national du PRC ainsi que de son comité scientifique national.

nouvelle économie n'a jusqu'ici réellement profité qu'aux États-Unis, alors qu'elle est devenue un modèle de référence pour tout le monde.

5. Que cela dépende ou non de la nouvelle économie, l'un des traits marquants de l'économie des États-Unis réside dans le fait que les investissements fixes bruts privés ont augmenté depuis 1992 de 8,5 % par an. Dans la même période, le Japon a connu une évolution négative et l'Europe a enregistré une augmentation annuelle d'environ 3 %. Selon des sources dignes de confiance, 30 % des investissements aux États-Unis concernent l'informatique. Il est intéressant par ailleurs de noter que le taux de croissance des investissements est nettement supérieur au taux de croissance du PNB. Cette injection massive d'innovations technologiques a eu comme résultat une augmentation importante de la productivité : de 1 % en 1991 à presque 3 % par an depuis 1996 (taux d'augmentation moyen en Europe au cours de la décennie : 2 %). On peut, toutefois, se poser des questions sur le bien-fondé de cette moyenne puisque si dans certains secteurs les augmentations de productivité sont évidentes, dans d'autres il est difficile de les saisir. Par exemple, dans le secteur des ordinateurs et des chips (environ un demi-million d'employés) la valeur du produit annuel moyen par employé est passé de 157 000 dollars en 1995 à 443 000 en 2000 et des bons résultats ont été obtenus aussi dans les télécommunications, dans les banques et encore plus dans les services à la Bourse, alors que dans la santé (11 millions d'employés) et dans la restauration (12 millions d'employés) il n'y a pas eu d'augmentation, de même que dans les secteurs des logiciels, des assurances, des produits pharmaceutiques, des transports, de l'éducation et des voyages.

6. Les investissements extérieurs directs à l'échelle mondiale sont passés en moyenne de 90 milliards de dollars par an



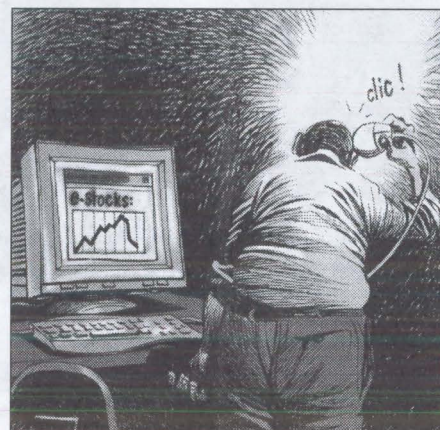
dans les années 1980 à 363 milliards dans les années 1990. Ils ont atteint 460 milliards en 1997, 646 en 1988, 839 milliards en 1999. C'est cette progression constante qui constitue l'un des phénomènes les plus importants de notre époque. 96 % de ces investissements proviennent des pays industrialisés, les trois quarts vont vers des pays industrialisés (surtout pour des fusions et acquisitions). Presque le tiers de ces capitaux affluent vers les États-Unis. C'est donc le pays qui a le plus stimulé la libre circulation des capitaux qui en tire les plus grands bénéfices.

7. Le commerce mondial a connu dans les années 1990 des taux de croissance annuels nettement supérieurs à ceux de la décennie précédente : 6,3 % contre 4,2 % dans les années 1980. Si nous considérons les ondes longues expansives du passé, nous constatons que jamais il n'y a eu une croissance aussi importante, à l'exclusion des « trente glorieuses », entre 1945 et 1975, quand le commerce mondial avait augmenté de 9,4 % par an. Il faut souligner que l'augmentation a été particulièrement notable dans la deuxième partie de la décennie qui vient de se terminer : 6,8 %, malgré les effets négatifs de la crise asiatique. Il va de soi que les États-Unis ont été le moteur de ce processus.

8. C'est en effet dans les années 1990 que le marché nord-américain a joué le rôle décisif dans l'économie mondiale : alors que dans les années 1980 les importations des États-Unis avaient augmenté de 5,5 % par an, dans les années 1990 elles ont augmenté de 9,1 %. Les exportations ont aussi augmenté, mais moins sensiblement. Cette croissance extraordinaire a été réalisée par l'endettement : la dette extérieure des États-Unis a atteint à la fin de l'année dernière 1 500 milliards de dollars, auxquels il faudra ajouter environ 450 milliards à la fin de cette année. La cause de cet endettement : les investissements et la consommation ont progressé durant toute la décennie — et continuent à le faire — à des taux supérieurs à l'augmentation du PNB.

On pourrait rappeler qu'au milieu de la décennie 1980 les États-Unis avaient dû faire face également à une dette extérieure exceptionnelle, même si elle était sensiblement inférieure à celle d'aujourd'hui. À l'époque, les capitaux qui arrivaient de l'étranger étaient destinés à l'achat des bons de l'État puisque Reagan avait choisi une politique de dette publique élevée. Une chute du dollar avait inévitablement suivi. La différence avec aujourd'hui réside dans le fait

que maintenant le budget de l'État est presque équilibré et que les capitaux qui arrivent de l'étranger sont destinés à l'achat d'entreprises et à d'autres activités, sans impliquer un danger immédiat pour la stabilité du dollar. Il est vrai qu'il s'agit quand même de dettes, mais à plusieurs reprises dans l'histoire, les dettes ont créé plus de



problèmes aux créanciers qu'aux débiteurs.

9. Dans les années 1990 le déficit commercial cumulé des États-Unis a atteint 1730 milliards de dollars. Au cours des sept dernières années la consommation intérieure privée a augmenté à un taux de 4 % contre 1,5 % en moyenne en Europe et au Japon. Les ménages n'épargnent strictement plus et dépensent même plus que ce qu'ils gagnent : leur dette dépasse désormais la valeur du PNB. Il est intéressant de noter que parmi les pays du G7 la somme de la dette publique et de la dette privée est presque équivalente dans cinq pays alors qu'elle est sensiblement plus élevée au Japon et au Canada.

10. L'augmentation sans répit de la valeur des actions suggère quelques réflexions. La première : la valeur des sociétés cotées en Bourse a augmenté de trois fois en l'espace de cinq années. Il semble que ce phénomène se soit arrêté après la crise boursière du mois d'avril dernier. Deuxième réflexion : malgré cet arrêt, le rapport capitalisation/bénéfices reste insoutenable. Aux États-Unis ce rapport était de 17 en 1995 et il est maintenant de 33, alors qu'en Europe il était de 14 et est aujourd'hui de 27 (donc assez proche de celui des États-Unis). Ces données poussent de nombreux spécialistes à pronostiquer pour le futur un krach inévitable.

Quoi qu'il en soit, les chiffres que nous avons rappelés exigent une réflexion supplémentaire. En fait, la plupart des sociétés ne paient pas de dividendes, mais rachètent des actions en assurant ainsi aux actionnaires les bénéfices de ce qu'on appelle le « capital



Federal Reserve transformée en Temple de son chef, Alan Greenspan

gain », c'est-à-dire la valeur accrue d'une action par rapport à son prix d'achat. De telles opérations se produisent car, dans la plupart des pays, les taxes sur les dividendes sont beaucoup plus élevées que celles qui sont réalisées sur les « *capital gains* ». Voilà un moyen légal de se soustraire au fisc, dont se servent 60 à 70 % des sociétés nord-américaines (et maintenant aussi les européennes).

11. En ce qui concerne la situation financière des États-Unis, il faut tenir compte de quelques changements qui se sont produits au cours des dernières années. Il faut tout d'abord attirer l'attention sur le rôle joué par les fonds de pensions qui disposent d'une masse énorme de capitaux : 7 210 milliards de dollars à la fin du mois de juin dernier, ce qui leur assure la première place parmi les investisseurs institutionnels. Déchiffrer les comportements des fonds de pensions est donc décisif pour comprendre ce qui pourrait se passer dans la prochaine période dans les bourses du monde entier. On peut penser que les fonds représentent un facteur de stabilité dans un marché en raison de leur propre nature volatile. Si, en revanche, on pense qu'ils sont à la recherche du gain maximum et donc représentent un facteur déstabilisant, c'est une toute autre affaire. Pour notre part, nous estimons qu'ils tendent à assumer un rôle stabilisateur mais en même temps multiplicateur de détonateurs susceptibles d'exploser.

Une deuxième réflexion concerne l'activité de la *Federal Reserve* (Banque centrale des États-Unis). Certes, l'économie nord-

américaine est la plus contrôlée du monde, de même que les marchés financiers sont les moins imparfaits du monde. Mais la meilleure organisation pour se rendre compte par avance des tempêtes qui sont en train d'arriver, ne permet pas de les éviter. Il est nécessaire d'avoir une politique et des comportements adéquats. Or, les interventions de la *Federal Reserve*, à plusieurs occasions critiques, indiquent qu'elle s'est fixé des axes politiques et les applique empiriquement jouant un rôle stabilisateur dans un marché où pèsent beaucoup les humeurs.

Cette politique de la *Federal Reserve* — il serait sans doute mieux de dire : du gouvernement américain — est appliquée, en dernière instance, dans le monde entier. De même que les États-Unis

ont utilisé jusqu'à 3 % du PNB pour faire face à des crises financières qui se sont produites à plusieurs reprises dans les années 1980 et 1990 (en fait, par une socialisation des pertes et une privatisation des profits), la Finlande est arrivée à 9 % de son PNB, la Suède à 4 %, la Norvège à 2 %, la France à 1,5 %, pour ne pas mentionner le Japon où l'on est arrivé dans certaines années jusqu'à employer 10 % du PNB pour éponger des crises financières..

12. On ne saurait dire que jusqu'à maintenant le marché chinois, le marché russe ou celui des pays d'Europe orientale aient constitué un débouché important pour des produits des pays industrialisés. Il est vrai que les importations chinoises ont augmenté sensiblement dans les années 1990 (de 50 à 150 milliards de dollars), mais les exportations ont aussi augmenté (de 60 à 180 milliards). Résultat : la Chine jouit d'un large surplus commercial. Quant à la Russie et aux autres pays d'Europe orientale, ils ont plutôt enregistré un ralentissement dans leurs échanges commerciaux.

Conclusion : les pays de l'ancien bloc soviétique et la Chine restent, somme toute, marginaux par rapport à l'économie mondiale.

13. En ce qui concerne la crise asiatique, il faut dire que les préceptes du FMI (réduction de la consommation, augmentation des exportations dans le but de d'obtenir les ressources nécessaires pour faire face aux dettes) ont donné pour une fois des résultats : en l'espace de deux ans la

crise a été surmontée. Notamment la dévaluation des monnaies de toute la région, à l'exclusion du dollar de Hong Kong, a favorisé les exportations en provoquant en même temps un blocus des importations, surtout en matière d'infrastructures et d'investissements. Est-il nécessaire d'expliquer que le redressement n'est pas dû à l'application des politiques du FMI en tant que telles ? Il a été possible du fait que les États-Unis et, dans une moindre mesure, l'Europe ont permis aux pays concernés de réaliser en l'espace d'un an une amélioration de leur balance commerciale de 100 milliards de dollars.

Toutefois, les conditions de vie des populations se sont considérablement détériorées, même si le nouvel essor des exportations a permis de limiter les pertes d'emploi. Il ne faut pas oublier, par ailleurs, que la situation ne cesse d'être très critique dans un pays comme l'Indonésie, que les budgets de tous les pays concernés enregistrent des passifs extrêmement lourds et que de nombreuses entreprises doivent faire face à des difficultés presque insurmontables.

14. Il est incontestable que dans les années 1990 la redistribution du revenu s'est réalisée dans tous les pays industrialisés au détriment des revenus du travail. En ce qui concerne plus particulièrement l'Italie, les revenus du travail (en y incluant le travail autonome) avaient atteint 70 % du PNB dans les années 1970. Ils ont diminué systématiquement par la suite. Le point le plus bas a été atteint en 1996 : 58 % (une petite augmentation s'est produite après cette date). Selon une recherche de la Banque d'Italie, au cours de la dernière décennie, les rétributions mensuelles nettes des travailleurs ont baissé de 8,7 %. Selon une recherche syndicale (CGIL), les retraites ont subi dans la même période des pertes allant de 7 à 22 millions de lires.

Quant aux États-Unis, les salaires horaires n'ont recommencé à augmenter que depuis 1996 pour atteindre à la fin de la décennie une augmentation cumulée de 2,2 %. Si on se rappelle qu'entre-temps le PNB a augmenté d'environ 30 %, on s'explique pourquoi il y a eu un boom des investissements et de la bourse (et, bien naturellement, des profits). Le gouffre entre les riches et les pauvres s'est élargi en conséquence.

15. Sur la base de tout ce qui précède, la situation nous semble suffisamment claire :

● Le système capitaliste n'a pas surmonté son onde longue de stagnation. Seule l'éco-

Un nouvel ordre productif ?

Par
Henri Wilno*

Après les soubresauts de 1997-1998 (crises asiatique, brésilienne et russe), la croissance économique se maintient aux USA (qui ont maintenant effectivement connu le cycle de croissance le plus long depuis l'après-guerre) et, malgré ses limites, paraît à peu près consolidée en Europe de l'Ouest. Il y a, par ailleurs, un certain redémarrage en Asie du sud-est tandis que la conjoncture demeure incertaine au Japon. Cette situation conjoncturelle favorable ne dit rien en elle-même sur l'évolution du « cycle » long, contrairement aux argumentations triomphalistes sur la « nouvelle économie » aujourd'hui de mise. D'autant que l'on ne peut exclure un ralentissement de la croissance sous l'impact, par exemple, d'une chute des marchés financiers.

Les économistes qui se réclament de notre courant sont depuis une dizaine d'années, à des degrés divers, hésitants sur la caractérisation de la situation. Jusqu'ici, a été maintenue l'idée que la « sortie de crise » était « devant nous » et que les politiques néo-libérales étaient impropres à jeter les bases d'un régime de croissance viable sur le moyen terme. Le texte qui suit avance un certain nombre d'éléments de nature à modifier cette analyse.

Quel cadre d'analyse ?

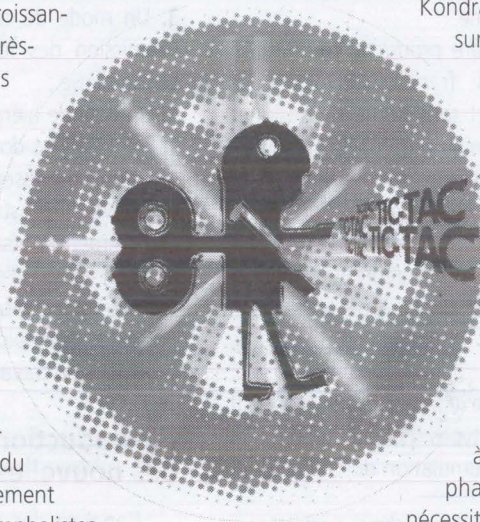
Le cadre d'analyse de l'histoire du capitalisme défini par Ernest Mandel est fondé sur la succession de mouvements pluri-décennaux, les « ondes longues » dont chacune voit se succéder une phase ascendante (expansive) et une phase descendante. La quatrième onde longue a connu sa phase

expansive de la fin de la Seconde guerre mondiale (un peu plus tôt aux États-Unis) à la fin des années soixante. Au début des années soixante-dix, l'économie mondiale est entrée dans la phase descendante de l'onde longue. Ernest Mandel, à la suite de Trotsky et en opposition à Kondratieff (1), insistait sur le fait qu'il n'y a

aucun mécanisme endogène au capitalisme qui rende automatique le passage à une onde expansive après l'onde récessive. La compréhension du passage à une nouvelle phase ascendante

nécessite donc la prise en compte de facteurs « extra-économiques » (la modification des rapports de force sociaux en Europe et la guerre pour les « Trente Glorieuses »).

Au vu des évolutions récentes, il convient d'examiner si l'économie mondiale est toujours dans la phase récessive de l'onde longue ou bien si elle est entrée dans une nouvelle phase ascendante. Les expressions « onde longue expansive » ou « phase ascendante de l'onde longue » prêtent cependant à confusion dans la mesure où elles peuvent être interprétées comme s'identifiant forcément avec un rythme de croissance soutenu. D'autant que la référen-



nomie nord-américaine a connu des taux de croissance permettant d'envisager une nouvelle onde d'expansion. Mais on ne saurait pas avancer l'hypothèse d'une nouvelle onde d'expansion généralisée aussi longtemps que la crise japonaise subsiste et que la relance européenne reste précaire ;

- Les taux de croissance exceptionnels de l'économie nord-américaine sont liés au rôle exceptionnel que les États-Unis jouent à l'échelle mondiale, non seulement du point de vue militaire, mais aussi sur les terrains politique et économique. Il est vrai qu'en matière de biens de consommation aussi bien que de biens d'investissements, les États-Unis sont désormais tout à fait dépendants de l'étranger, mais leur supériorité dans le domaine des technologies nouvelles est aujourd'hui indiscutable. La force du dollar est sans doute l'indice le plus évident du rôle exceptionnel des États-Unis (comme l'on dit, une monnaie forte aide à importer la déflation alors qu'elle transfère l'inflation à l'extérieur) ;

- Le système économique mondial tout entier, qui finance la croissance des États-Unis, dépend en même temps, des résultats positifs de l'économie de ce pays. Le déficit de sa balance commerciale va dépasser cette année les 400 milliards de dollars. On ne le considère guère comme un problème à l'heure actuelle. Voilà un luxe qu'aucun autre pays ne saurait se permettre ;

- Ce rôle central des États-Unis détermine une situation où tout déséquilibre éventuel dans leur économie constitue un danger immanent pour l'économie mondiale dans son ensemble. Que se passerait-il dans le monde si la bulle spéculative boursière éclatait, ou si le dollar s'écroulait, ou si le gouvernement de Washington mettait un frein au déficit commercial et/ou à l'endettement insouciant à l'étranger ? Comment réagiraient les autres pays ?

Certes, aussi longtemps que la plus-value se maintient aux niveaux actuels, la situation peut continuer. Mais, comme le dit l'économiste américain Paul Krugman (et comme le suggère aussi le bon sens), puisqu'un phénomène ne peut pas durer éternellement, à un moment donné il doit s'arrêter. Disons donc nous aussi que tôt ou tard il va s'arrêter, même si ceux qui produisent la plus-value continuent d'accepter d'être expropriés au niveau actuel sans réagir.

Si la Federal Reserve réussit l'atterrissage en douceur de l'économie des États-Unis, les contrecoups pourraient sans doute être limités. Si elle n'y réussit pas, ce sera un désastre.

* Henri Wilno, économiste, est membre du Groupe de travail économique (GTE) de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale). L'article publié ci-contre représente un des points de vue en débat au sein du GTE.

1. Cf. L. Trotsky, *Sur la dynamique à long terme de l'économie capitaliste* (1921) et L. Trotsky, *Sur la théorie des "cycles longs" du prof. Kondratieff* (1923), dans *Inprecor* n° 449-450 de juillet-septembre 2000, pp. 51-52.

Évolution annuelle moyenne de la productivité horaire du travail aux USA (%)

Secteurs	1950-2 à 1972-2	1972-2 à 1995-4	1995-4 à 1999-1
Ensemble			
(hors agriculture)	2,63	1,13	2,15
Industrie	2,56	2,58	4,58
Informatique	-	17,83	41,70
Industrie (hors biens d'équipement)	2,96	2,03	2,05

Source : R. Gordon, *Has the "New Economy" rendered the productivity slowdown obsolete ?*, 1999. Cité dans P. Le Merrer, *Cahiers français* n° 295, 2000.

ce implicite est parfois la période des « Trente Glorieuses », pendant laquelle la croissance moyenne a été exceptionnelle au regard de celle enregistrée en longue période par le capitalisme.

Le terme « ordre productif » emprunté aux économistes français P. Dockès et B. Rosier (2) permet sans doute de désigner plus clairement l'enjeu présent de l'analyse : est-ce que le capitalisme a réussi à reconstituer des mécanismes de régulation dotés d'une stabilité de moyenne période qui seraient adéquats, et à la reproduction élargie, et au maintien du taux de profit à un niveau moyen considéré comme satisfaisant ?

Rappelons que chaque ordre productif repose sur quatre types d'éléments :

1. Un mode d'accumulation du capital dont

2. P. Dockès & B. Rosier, *Rythmes économiques. Crises et changement social, une perspective historique*, La Découverte/Maspero, 1983. La notion d'ordre productif est également présentée sous une forme résumée dans C. Barsoc, *Les rouages du capitalisme*, La Brèche, 1994.

3. Par ignorance de l'auteur, ne sont pas évoquées dans ce texte les biotechnologies et leurs conséquences possibles.

4. *Le Monde interactif*, 13 septembre 2000.

5. Dans le jargon de la nouvelle économie, « B to B » s'oppose à « B to C » (*business to consumer*), employé pour désigner les activités où le consommateur final est un individu.

6. *Libération* du 17 avril 2000.

7. *Le Monde interactif*, 13 septembre 2000.

8. P. Le Merrer, « A la recherche de la " nouvelle économie " », in *Cahiers français* n° 295, mars 2000.

9. Voir sur ce point les études américaines citées dans le rapport économique et financier du gouvernement français (octobre 1999). L'incorporation des nouvelles technologies a toujours mis un certain temps avant de se traduire en accélération du progrès technique au niveau macro-économique : ainsi (selon P. David, « *The dynamo and the computer : an historical perspective on the modern productivity paradox* », *American Economic Review*, 1991) l'électricité aurait mis près de quarante ans avant d'exercer pleinement ses effets sur la productivité globale des facteurs.

l'analyse doit prendre en compte deux volets : les structures industrielles et financières et le rapport capital-travail ;

2. Un type de forces productives matérielles ;

3. Un mode de contrôle social assurant la soumission des forces de travail à l'ordre économique ;

4. Un type de hiérarchie internationale.

Nous allons donc reprendre les éléments qui nous paraissent caractériser les principales évolutions structurelles du capitalisme, en commençant (sans que cela implique que nous en fassions l'élément le plus important) par les forces productives matérielles : les nouvelles technologies et l'organisation du processus de travail.

L'introduction des nouvelles technologies

L'analyse des nouvelles technologies et de leur impact implique de distinguer trois niveaux : les nouveaux produits (biens matériels et services), la transformation de produits existants et l'évolution des processus de production et de circulation.

Durant les années 1980 et le début des années 1990, les nouvelles technologies ont essentiellement concerné le dernier niveau et, plus accessoirement, le second. Les techniques permettant un traitement rapide et en grande quantité de l'information (3) permettent la réorganisation du processus productif (« juste à temps », « zéro stock ») dans le sens d'un ajustement plus rapide et moins aléatoire aux débouchés. Ainsi, c'est un cas extrême, le fabricant américain de micro-ordinateurs Dell a pu, dans certaines de ses usines, organiser la fabrication par tranches de deux heures, éliminant pratiquement tout stock (4). Cela s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs : l'utilisation d'Internet pour prendre les commandes et gérer les relations avec les fournisseurs, la proximité entre les installations des fournisseurs et les usines, mais aussi la spécialisation des usines et sans doute (mais cela n'est pas dit dans

l'article traitant de ce cas) des exigences fortes de flexibilité vis-à-vis de la main d'œuvre. Les nouvelles technologies peuvent également favoriser l'externalisation de certaines tâches.

Les possibilités du commerce électronique permettant enfin de transformer les relations avec les fournisseurs (certains d'entre eux tout au moins) et réduire les coûts en accélérant les délais de transmission des informations et en les mettant en concurrence. La création d'une plate-forme d'échanges sur Internet « B to B » (*business to business*) (5) a été ainsi annoncée en mars 2000 par General Motors, Ford et Daimler-Chrysler, elle a été rejointe en avril par Renault et Nissan. Les gains attendus par les constructeurs américains seraient de 10 % du coût d'un véhicule (6), Renault paraît plus prudent sur ce point. Ce type d'instrument permettra d'aller encore plus dans le sens du « zéro stock » et de l'adéquation à la demande. Par contre, la mise en concurrence généralisée des fournisseurs serait contradictoire avec le maintien de liens stabilisés dans la filière ; Renault a donc annoncé que la mise en concurrence ne concernera pas les fournisseurs de premier rang. Pour sa part, General Electric explique que l'achat en ligne de 2,1 milliards de dollars de fourniture aurait permis une économie de 234 millions de dollars (7).

De façon générale, « ce qui est en jeu pour les entreprises industrielles, c'est l'utilisation des NTI [nouvelles technologies de l'information] pour réduire les stocks et les coûts afférents, raccourcir les délais de livraison des biens d'équipement, accélérer le cycle de développement de nouveaux produits, abaisser les coûts de distribution. Au total, l'objectif est une amélioration considérable de la rentabilité des activités industrielles » (8).

L'impact sur la productivité globale est cependant relativement limité pour l'instant, bien inférieur aux gains de productivité enregistrés avant 1972, même si, dans les toutes dernières années, un rebond est perceptible aux États-Unis, pays pionnier en matière de « nouvelle économie ». En fait ce qui apparaît, c'est un écart considérable entre les gains de productivité dans le secteur de l'informatique et dans le reste de l'économie (cf. le tableau ci-dessus).

Ce constat peut s'analyser de plusieurs façons :

● Soit comme un décalage normal, qui ne serait pas sans précédents, entre la transformation du stock de capital et l'accroissement de la productivité (9) (les ordinateurs représentent une part encore limitée du stock de capital, de l'ordre de 2 % aux États-

Unis). Par ailleurs, certains économistes (10) soutiennent que le renouvellement rapide des technologies amène les entreprises à renouveler plus fréquemment leur capital productif : il faudrait mettre en œuvre davantage de capital pour produire.

● Soit parce que les nouvelles méthodes productives se traduisent par l'accroissement de coûts autres que les coûts productifs directs : avec le développement du transport routier de marchandises, par exemple. Il apparaît aussi évident que les effets des nouvelles technologies sont différenciés selon les secteurs ou selon les différents stades opératoires au sein d'un même secteur : ainsi, pour ce qui est du commerce électronique, les nouvelles technologies peuvent avoir un impact direct sur les conditions des décisions d'achat en élargissant les possibilités d'information des acheteurs ; mais, une fois le fournisseur choisi, on retombe sur des problèmes très matériels de gestion des stocks et de livraison qui ne sont pas différents de

tionniste), les débouchés restent bridés par les restrictions salariales.

Par ailleurs, le discours triomphaliste, sur les créations d'emplois « *high tech* » apparaît peu fondé : selon les estimations de J. Gadrey (11), les emplois qualifiés liés aux nouvelles technologies ne constituent qu'une faible part des créations d'emplois aux États-Unis. La très grande masse des emplois créés entre 1986 et 1996, qualifiés ou non, ne correspondent pas à des métiers de l'informatique, des bases de données ou d'Internet. Les taux élevés de croissance de l'emploi dans ces activités correspondent à de faibles effectifs relativement à d'autres. Entre 1986 et 1996, le secteur de la restauration a créé 1,6 million d'emplois aux USA, celui de la santé 2,9 millions et celui des services informatiques moins de 700 000. Les prévisions vont dans le même sens : de 1998 à 2008, parmi les cinq types d'emplois qui devraient le plus progresser (en nombre de postes) aux États-Unis, on trouve certes les

Amazon.com).

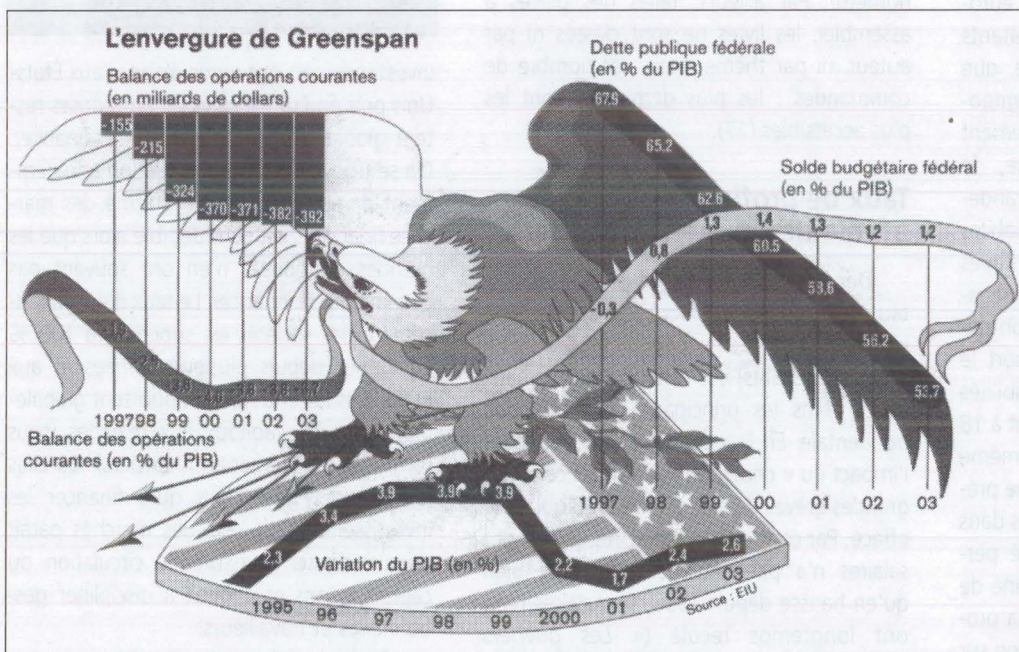
L'élément nouveau des dernières années est la transformation de certains produits issus des nouvelles technologies en biens de consommation « *de masse* » : micro-informatique, téléphone mobile. Leur diffusion s'accompagne de celles de certains produits connexes (software, services). Il est à également remarquer que ces biens font l'objet de la part des producteurs et diffuseurs, du « *hard* » aussi bien que du « *soft* », d'une obsolescence accélérée qui permet d'en élargir le marché, déjà devenu pour partie un marché de renouvellement alors que le marché de premier équipement est encore non saturé.

L'organisation du processus de travail

La segmentation du salariat est le fil directeur des réorganisations intervenues dans le processus de travail. Ces réorganisations ont deux dimensions complémentaires : l'une concerne les unités productives dont la taille est réduite et les relations agencées en réseaux, l'autre concerne la gestion des « *ressources humaines* ».

La taille moyenne des entreprises a eu tendance à se réduire sous l'effet des réductions d'effectifs dans l'industrie qui remettent en cause les grandes concentrations ouvrières. L'externalisation a d'abord concerné des activités périphériques, mais désormais la sous-traitance concerne non seulement certains « *inputs* » (pièces dans l'automobile) mais des segments de la production, de la gestion voire de la recherche (12 % de la charge de travail du centre de recherche et de développement de Renault — le « *Technocentre* » —

sont assurés par des prestataires extérieurs) (13). L'externalisation de la recherche est également constatée dans la chimie-pharmacie. De nouveaux centres de production automobile voient l'installation sur le même site du « *constructeur* » donneur d'ordres et de sous-traitants (Smart en Lorraine, nouvelle usine Volkswagen au



ceux des entreprises traditionnelles de vente par correspondance (La Redoute, Les Trois Suisses, Quelle...). Tout au plus, peut-on penser qu'en élargissant les possibilités de mise en concurrence au moment de la décision d'achat, les nouvelles technologies appliquées au commerce ont un effet indirect pour pousser aux gains de productivité chez les fournisseurs. Il faut enfin tenir compte du fait que certains investissements dans les nouvelles technologies, réalisés parfois sans études suffisantes préalables, n'ont pas les effets attendus.

● Soit enfin parce que la mise en œuvre des nouvelles technologies se fait dans un contexte où, malgré l'euphorie actuelle (qui succède à un discours sur le risque défla-

analystes (accroissement de 577 000 postes) et les cadres dirigeants (« *general managers* », + 551 000) mais aussi les camionneurs (+ 493 000), les caissiers (+ 556 000) et les vendeurs de détail (+ 563 000) (12). Le nombre d'administrateurs de bases de données devrait progresser de 77 % mais cela ne représentera que 67 000 emplois supplémentaires. Par ailleurs, une partie des emplois dans les secteurs nouveaux de haute technologie sont des emplois productifs ou de commerciaux classiques ni plus ni moins qualifiés : les téléphones mobiles nécessitent des ouvriers pour être fabriqués, des livreurs pour être livrés et des vendeurs pour être vendus (voir ci-dessous les conditions de travail chez

10. P. Artus, « *La face noire de la nouvelle économie* », *Libération*, 22 mai 2000.

11. J. Gadrey, *Nouvelle économie, nouveau mythe ?*, Flammarion, 2000 ;

12. *Business Week*, 28 août 2000.

13. Il faut par ailleurs remarquer que le « *Technocentre* » avec 7000 salariés « *fixes* » (sans compter les intérimaires) est devenu le plus important des établissements de Renault.

Brésil). Le phénomène de « déconcentration productive » s'accompagne en fait d'un renforcement de la concentration financière (14) : les PME, dont il est à la mode de faire l'éloge, sont souvent incluses dans des groupes : ainsi en France, en 1994, plus de 70 % du chiffre d'affaires des PME de 200 à 500 salariés étaient contrôlés par des groupes, contre 44 % en 1989.

Par ailleurs, les entreprises tendent à se scinder en filiales autonomes. Les établissements du groupe sont parfois mis en concurrence, il arrive que les relations entre eux soient contractualisées. L'entreprise est décomposée en « centres de profit ».

Pour ce qui est de la main d'œuvre employée par l'entreprise elle-même, les modalités de sa segmentation peuvent varier selon les formes institutionnelles de chaque pays : CDD/CDI/intérim, temps plein/temps partiel, bénéficiaires de l'ensemble des avantages sociaux (fonds de retraite, assurance maladie)/autres.

Une enquête dans quatre pays européens sur la flexibilité chez les sous-traitants de l'automobile conclut, par exemple, que les heures supplémentaires, le travail temporaire et les CDD sont des solutions largement interchangeables (15). En Espagne, le recours aux CDD prédomine. En Grande-Bretagne, les équipementiers automobiles utilisent plutôt les heures supplémentaires (par ailleurs, le dispositif de protection légale contre les licenciements est peu contraignant). C'est en France qu'on recourt le plus à l'intérim qui, en raison des possibilités de détourner la réglementation limitant à 18 mois le recours à un intérimaire sur le même poste, n'est pas contradictoire avec une présence d'assez longue durée des salariés dans l'entreprise (16). L'intérim ainsi utilisé permet, d'une part, l'ajustement instantané de la main d'œuvre aux fluctuations de la production et, d'autre part, de faire pression sur le comportement individuel des ouvriers. Il est devenu le seul canal pour le recrutement des ouvriers de production et, après sélection, débouche éventuellement sur un CDD,

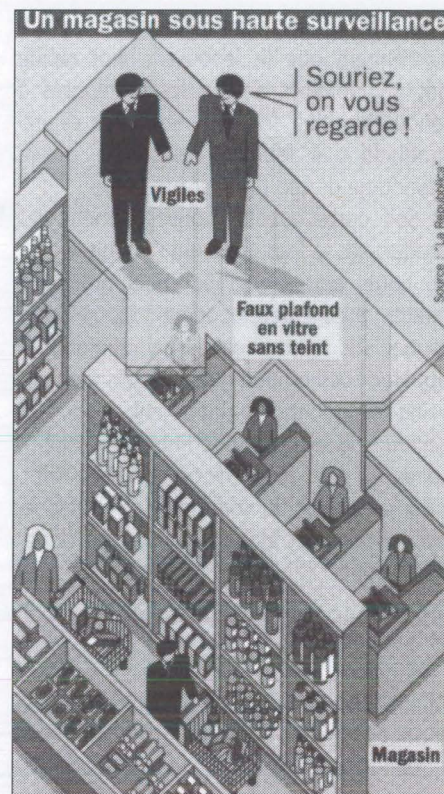
puis sur un CDI. En Allemagne, les dispositions légales plus strictes (à l'époque où l'enquête a été réalisée) induisent un panachage des divers instruments de flexibilité. Il apparaît particulièrement intéressant de noter que dans les groupes transnationaux de sous-traitance, ce n'est pas le pays d'origine de la société mais la localisation de l'établissement qui détermine le choix de la forme de flexibilisation. Autrement dit, la flexibilisation est bien une tendance générale, mais ses formes restent déterminées par les structures institutionnelles nationales.

Par ailleurs, les gains de productivité de certains secteurs de la « nouvelle économie » renvoient à l'introduction dans de nouvelles sphères de méthodes de gestion classiques utilisées dans l'industrie : dans l'entrepôt de livres de Amazon.com (librairie en ligne) à Bad Hersfeld (Allemagne), les salariés travaillent six jours sur sept, de 7 heures à minuit et le temps mis par chacun pour assembler les commandes de livres est chronométré. Par ailleurs, telles des pièces à assembler, les livres ne sont classés ni par auteur, ni par thème, mais par nombre de commandes : les plus demandés sont les plus accessibles (17).

Taux de profit et rôle des marchés financiers

Depuis le milieu des années 1980, le taux de profit (tel qu'il peut être appréhendé par le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits) est revenu à des niveaux élevés dans les principaux pays d'Europe occidentale. En France, c'est non seulement l'impact du « choc pétrolier » mais celui des grandes grèves de mai et juin 1968 qui a été effacé. Par contre, aux États-Unis, la part des salaires n'a pas diminué alors que, bien qu'en hausse depuis 1995, les salaires réels ont longtemps reculé (« Les ouvriers gagnent autant qu'en 1958 ») titrait un magazine économique français (18). Cela renverrait à deux explications : le fait que les dirigeants ayant le plus souvent un statut de salarié, les statistiques de salaires incluent les rémunérations qu'ils se versent, les nombreuses créations d'emplois dont une partie sont des emplois de services tournés vers les besoins des catégories sociales à revenus élevés. La stabilité de la part des salaires masquerait donc une accentuation des inégalités de toutes natures.

La restauration de taux de profit élevés date de plusieurs années ; pendant longtemps, elle ne s'est pas traduite dans l'investissement : une partie des fonds disponibles ont entretenu la croissance des marchés financiers. Dans la dernière période, les



investissements ont repris d'abord aux États-Unis puis en Europe mais les entreprises restent globalement à l'aise pour les financer. On se trouve devant une situation apparemment paradoxale : le rôle affirmé des marchés financiers est considérable alors que les grandes entreprises n'en ont souvent pas besoin pour se financer. Le taux d'autofinancement des sociétés est supérieur à 100 % en France depuis plusieurs années et aux États-Unis les entreprises apportent globalement plus de capitaux aux marchés (sous forme de placements financiers) qu'elles n'en retirent (19). Plus qu'à financer les investissements, le rôle des marchés paraît donc consister à assurer la circulation du capital-actions et surtout à discipliner gestionnaires et travailleurs.

Cependant, les entreprises liées aux nouvelles technologies (télécommunications, biotechnologies et surtout commerce électronique) ont largement recouru aux marchés financiers pour financer leur développement et le rachat de concurrents (payés en actions). Des capitaux importants ont pu être levés sur des espérances de développement plutôt que sur des données concrètes (certaines des entreprises de la « nouvelle économie » ont jusqu'ici accumulé les pertes). C'est un autre des paradoxes de la situation actuelle : d'une part, les normes de retour sur investissement et de rentabilité auxquelles doivent satisfaire les entreprises sont de plus en plus élevées (les fameux 15 % de rentabilité nette), d'autre part, des projets incertains trouvent assez facilement

14. Thomas Coutrot, *L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste ?*, La Découverte, 1998.

15. Steffen Lehndorf, « La flexibilité chez les équipementiers automobiles en Europe », *Travail et emploi* n°72, 3/97.

16. A. Gorgeu & R. Mathieu, « Filière automobile : intérim et flexibilité », 4 pages, CEE [Centre d'étude de l'emploi], mars 1998.

17. *Libération*, 6 septembre 2000.

18. « La face cachée du modèle américain », *Le Nouvel Économiste*, 1^{er} au 14/09/2000. Il s'agit du titre d'un graphique sur l'évolution des salaires réels hebdomadaires des ouvriers.

19. *Critique de l'organisation du travail*, Thomas Coutrot, La Découverte, 1999.

des financements : Boo.com (vente de vêtements en ligne) a, avant de mettre la clef sous la porte en mai 2000, « brûlé » en deux ans 135 millions de dollars apportés notamment par des investisseurs aussi avisés que le Français Bernard Arnault, la famille Benetton, etc. (20) Des réajustements boursiers importants sont intervenus en 1999 et au printemps 2000 sur le Nasdaq américain. En août 2000, l'action Amazon.com avait perdu 72 % de sa valeur par rapport à son niveau record de décembre 1999 (21). Il est difficile de savoir si ces évolutions annoncent des évolutions marquées par une prudence accrue des marchés et l'obligation pour les entreprises de la « nouvelle économie » de recourir à des financements bancaires aux critères en principe plus stricts.

Pour expliquer le rôle accru des marchés financiers et des actionnaires, certains parlent d'alignement des capitalismes européens continentaux sur un modèle anglo-saxon. Ce type d'analyse est contestable. Comme le fait remarquer F. Lordon (22) « Que le capitalisme américain ait été de longue date un capitalisme actionnarial est bien certain mais cela n'entraîne pas qu'il ait été depuis toujours sous la coupe d'un pouvoir actionnarial ». Lordon rappelle à ce propos les analyses de l'économiste américain J.K. Galbraith dans les années soixante sur le pouvoir des « managers » dans les entreprises américaines et la « technostructure ». Pour discutables qu'aient été ces analyses, il est peu contestable que les USA aussi ont connu, mais antérieurement à l'Europe, un basculement des mécanismes de décision rendant plus direct le pouvoir des actionnaires (« corporate governance »). Le basculement paraît désormais général : en témoignent les rapports Viénot en France (sur les modes de direction des entreprises) et, surtout, la remise en cause des liens banques-entreprises en Allemagne et au Japon.

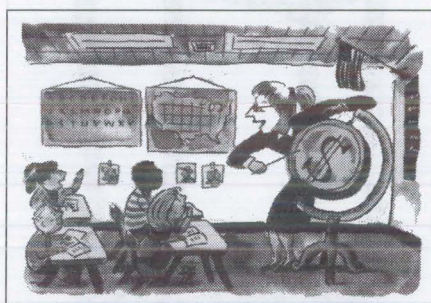
Ce renforcement du pouvoir direct des actionnaires sur la gestion du capital industriel s'appuie sur la mise sur pied de dispositifs d'information, de contrôle et de production de normes. Les grands cabinets d'audit et de conseil sont largement internationalisés, mais leur centre de gravité se trouve pour l'essentiel aux États-Unis. Il en est de même pour les agences d'information financière. Tous ces organismes sont producteurs de normes de comportement qui encadrent la gestion des « managers ». Il convient également de remarquer la tendance à l'homogénéisation des règles de présentation de leurs résultats par les grandes entreprises ce qui permet aux gestionnaires financiers de se faire plus facilement un point de vue sur l'évolution des multiples entreprises dans

lesquelles ils détiennent des participations.

Certains points méritent d'être éclaircis. Ils tournent autour d'une question centrale : où est le pouvoir dans ce « nouveau » capitalisme ? Il n'y a pas de difficulté à démontrer que la démocratie actionnariale n'est qu'un leurre et « qu'au-delà de l'octroi symbolique à l'esclandre en assemblée générale, le pouvoir du petit actionnaire n'a que l'alternative de l'inexistence ou de la captation par les grands intermédiaires » (F. Lordon). Il n'y a pas non plus de difficulté à montrer que ni les fonds de pension syndicaux, ni les fonds dits « éthiques » ne constituent (malgré les illusions de certains) des instruments susceptibles d'infléchir en quoi que ce soit la logique du système.

Reste à analyser un peu plus précisément :

- l'articulation entre capitalisme institutionnel (qui peut être géré par des salariés) et capitalistes au sens strict du terme (personnes tirant une part prédominante de leur



revenu de la propriété du capital) : familles bourgeoises traditionnelles ou nouvelles, d'une part, et cadres salariés « transmutés » par la grâce des stock-options et autres formes possibles de participation au capital.

- le regain du capitalisme familial constaté en France : le contrôle familial concerne, en 1999, 23 % des 50 premières entreprises contre 11 % en 1984. Certes, durant la période la part de l'État a diminué des deux tiers (de 74 % à 25 %), mais certains groupes familiaux se sont renforcés à travers les privatisations (cf. le groupe Lagardère). S'agit-il d'une spécificité française ? D'une tendance durable ?

Le premier point apparaît particulièrement important pour aller au-delà des analyses sommaires, assez présentes dans le *Monde diplomatique*, qui ont comme ligne de force la « domination des fonds de pension » (23). Analyses contestées par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, sociologues spécialistes de la bourgeoisie, qui écrivent dans un ouvrage récent : « les discours sur les managers, puis celui sur les investisseurs institutionnels (fonds de pension et mutual funds anglo-saxons) tendent à escamoter les bourgeois et leurs familles

en tant que véritables bénéficiaires des prélèvements sur les richesses produites. Tout est fait aujourd'hui pour occulter les intérêts attachés à tel ou tel patronyme au bénéfice d'organigrammes abstraits qui laissent penser à une diffusion sans principe et sans limites de la propriété du capital » (24).

L'évolution du rapport salarial

C'est un domaine où les configurations institutionnelles nationales restent importantes. Mais le sens général des évolutions en cours apparaît clair : l'individualisation des conditions de travail (la part des travailleurs à plein temps avec des horaires flexibles a presque doublé aux États-Unis entre 1991 et 1997, passant de d'environ 15 % à près de 30 %) et celle de la relation salariale qui s'exprime par le recul des contrats de travail « traditionnels » devant les contrats « atypiques » et, dans les cas les plus extrêmes, la substitution de rapports régis par le droit commercial à ceux relevant antérieurement du code du travail.

Il s'agit en fait de reporter sur les salariés tous les aléas de la production. Dans le capitalisme des « Trente glorieuses », le chef d'entreprise avait le droit de décider des cadences et de licencier, mais, dans ce cadre, le salarié avait quelques certitudes quant à ses horaires et au montant de son salaire en fin de mois, voire pouvait bénéficier de certains avantages en fonction de son ancienneté (tout au moins dans les secteurs où un certain rapport de force collectif existait). Ces garanties sont désormais rognées. L'objectif central est d'obtenir la disponibilité maximale de la main-d'œuvre et d'en réduire le coût. La fidélisation du personnel devient une préoccupation secondaire, sauf pour une minorité.

Il est à remarquer que cette évolution, dans sa globalité, n'a qu'un rapport très indirect avec la « révolution technologique » pour reprendre un vocabulaire en vogue (25)

20. « Hitting the wall at Boo », *Newsweek*, 27 juillet 2000.

21. Des entreprises engagées (partiellement) dans la « nouvelle économie » et aux assises plus solides voient aussi le cours de leurs actions fluctuer de manière importante, c'est le cas, par exemple, de France Télécom.

22. F. Lordon, *Fonds de pension, pièges à cons ?*, Raisons d'agir éditions, 2000.

23. La formule est utilisée par Lordon qui caractérise les États-Unis comme un « capitalisme financiarisé sous la domination des fonds de pension ».

24. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Repères, La Découverte, 2000.

25. Daniel Cohen, « La technologie nous enchaîne au travail », interview dans *l'Expansion* du 6 janvier 2000.

et qu'elle concerne l'ensemble des secteurs. Des cas extrêmes de remise du contrat de travail traditionnel se rencontrent chez les livreurs, les ouvriers du bâtiment, etc. Commentant la grève (victorieuse) des travailleurs de Verizon (un des plus importants opérateurs américains de téléphone local et portable) en août et septembre 2000, un éditorialiste de l'hebdomadaire américain *Business Week* résume de façon lucide la situation : « *La distinction entre ancienne et nouvelle économie a toujours été un peu un mythe. Dans les télécommunications, les syndiqués [employés dans les anciennes sociétés de la téléphonie traditionnelle] installateurs, techniciens et commerciaux font le même travail que leurs homologues non-syndiqués [des nouvelles sociétés] et emploient des technologies similaires. La grande différence est que les travailleurs syndiqués ont une plus grande sécurité de l'emploi, des conditions de travail meilleures et, dans beaucoup de cas, des rémunérations plus élevées* » (26). L'auteur ajoute que la façon dont les gains de productivité récents de l'économie américaine se répartiront entre les dirigeants, les actionnaires, les clients et les travailleurs dépendra plus du rapport de forces politique que d'impératifs économiques et techniques.

Outre l'individualisation, il faut souligner le développement des inégalités de rémunérations, qui ne peuvent être pleinement appréciées qu'en prenant en compte le développement du temps partiel. De façon générale, les deux dernières décennies sont marquées par un renforcement des inégalités dans la plupart des pays capitalistes développés au profit des bénéficiaires de revenus du capital.

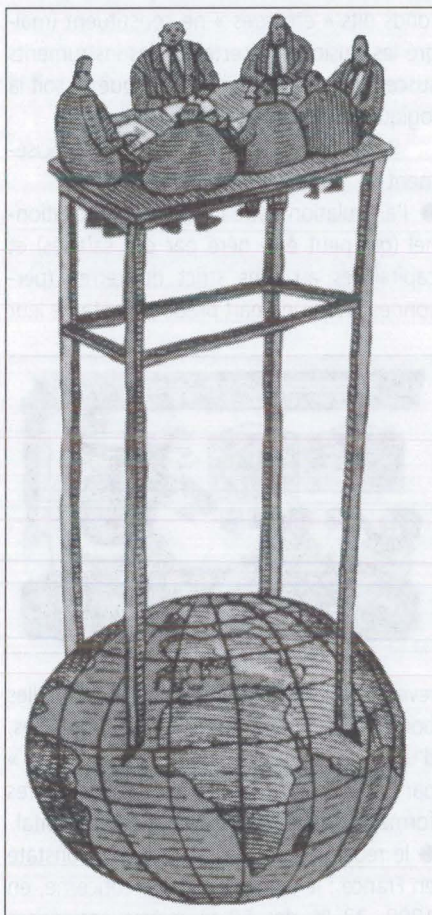
Division internationale du travail et hiérarchie des puissances

La hiérarchie des puissances peut être très schématiquement résumée de la manière suivante :

- Aux USA, la prédominance militaire et une puissance économique qui fait jeu égal avec celle de l'Europe des Quinze. Il y a indéniablement un « retour » des États-Unis et les hypothèses sur leur déclin ne se sont pas vraiment vérifiées. Si la croissance a permis le retour du budget US à l'excédent, le déficit courant reste considérable. Le taux

d'épargne des ménages est particulièrement bas et le taux d'endettement des agents privés très élevé (140 % du PIB). L'absence de contrainte externe sur l'économie des États-Unis est indéniablement un facteur favorable à la croissance : le dollar demeure une monnaie-refuge indépendamment du déficit courant américain.

- L'Europe reste subordonnée sur le plan militaire (27). En matière de politique monétaire, de concurrence et d'échanges extérieurs, le consensus européen mis en œuvre



par la Banque centrale européenne et la Commission (avec l'aval du Conseil) est plus dogmatiquement libéral que ce qui est effectivement pratiqué de l'autre côté de l'Atlantique. La croissance des « Quinze » est à la fois limitée et vertueuse ce qui permet de dégager des excédents courants mais n'empêche pas la dépréciation de l'euro.

- Quant au Japon, il semble bien être en train de passer d'un mode de régulation économique à un autre ou, du moins, d'éroder fortement les spécificités de son capitalisme. En témoignent l'évolution des relations banques-industrie et l'ouverture aux capitaux et, dans une certaine mesure, aux produits étrangers. La conjoncture macro-économique reste incertaine, mais les excédents courants du Japon lui permettent, avec l'Union européenne, de financer la

croissance américaine.

Avec la création de l'euro, ne subsistent plus que trois monnaies à statut international : dollar, yen et euro (la livre étant sans doute vouée à rejoindre tôt ou tard l'euro). Les mouvements des parités enregistrés depuis dix-huit mois ont montré que le degré de coopération internationale était insuffisant pour éviter des mouvements erratiques, mais cela ne préjuge pas de l'incapacité du G7 à mettre en place une coordination renforcée sur ce plan si la situation l'exige vraiment.

Cette examen rapide du paysage international doit inclure les institutions internationales, dans lesquelles les USA jouent souvent un rôle majeur. Pour ce qui est de la régulation économique, au-delà des aléas (Seattle, crise russe), le triptyque FMI, Banque mondiale, OMC est loin d'être paralysé et inefficace, au regard naturellement de ses objectifs réels et non de la généralisation du bien-être à l'ensemble de l'humanité. Il en est de même du G7 (G8 avec la Russie). Sur le plan militaire, l'OTAN a survécu à la « guerre froide » et a même gagné de nouveaux membres avec les anciens alliés de l'URSS en Europe centrale et orientale.

À l'imperium américain des années 1950 et 1960, s'est pour l'instant substituée une coopération entre « égaux » où l'un (les USA) est sensiblement plus égal que les deux autres (Europe et Japon).

Un recul de l'organisation des travailleurs

Les défaites partielles ou plus globales de la classe ouvrière dans plusieurs pays, les restructurations de l'appareil productif, les politiques des gouvernements à direction social-démocrate en Europe de l'Ouest et l'effondrement du stalinisme ont eu des incidences profondes sur le niveau de conscience des différentes classes ouvrières. On se bornera à énumérer ici quelques éléments du paysage :

- Un recul d'éléments importants de la conscience de classe chez les dominés (notamment l'idée d'un espoir collectif) alors que les dominants, eux, n'ont pas d'état d'âme en la matière. Comme l'écrivent M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot à propos de la bourgeoisie : « *Classe en soi et classe pour soi, elle est la seule aujourd'hui à prendre ce caractère qui fait la classe réelle à savoir d'être mobilisée* ».

- Un mouvement syndical globalement affaibli et désorienté bien que se manifestent quelques contre-tendances (direction plus combative de l'AFL-CIO américaine, mouvement de décembre 95 et création des

26. *Business Week*, 11 septembre 2000.

27. « L'Europe sera crédible lorsqu'elle pourra soutenir un effort de guerre pendant au moins un an », interview de George Robertson, secrétaire général de l'OTAN, *Le Monde* du 25/03/2000.

syndicats SUD en France). En Europe occidentale, par exemple, le degré de dépendance non seulement idéologique mais matériel, de l'essentiel des confédérations syndicales par rapport aux États, au patronat et aux institutions de Bruxelles est considérable. Cela crée une base matérielle pour un syndicalisme bureaucratique partenaire de la « modernité » patronale dont la CFDT française est un exemple particulièrement frappant.

● Une coupure grandissante entre les masses populaires et les appareils politiques. Les partis communistes d'origine stalinienne ont subi un recul considérable et le lien entre les partis sociaux-démocrates et les couches populaires tend à se distendre de plus en plus (les membres des directions de ces partis ont d'ailleurs un profil de plus en plus technocratique et de moins en moins militant). Une des retombées de cette situation est un abstentionnisme électoral assez bien corrélé au revenu, qui peut, aussi, dans une

de que le prolongement nostalgique des années 1970.

Intégration et répression

Inégalement explicite selon les pays, le projet de la classe dominante en direction des dominés paraît s'ordonner en deux volets.

Le premier correspond à une visée d'intégration d'une fraction du salariat à la logique capitaliste par le biais de mécanismes faisant dépendre pour partie la rémunération ou les retraites des profits des entreprises : actionnariat salarié, épargne salariale, fonds de pension, etc. (28) Les motivations à la mise en avant de ces projets sont diverses : il peut s'agir de peser sur les comportements d'une fraction des salariés (pour leur faire accepter des hausses moindres des salaires, de susciter un « patriotisme » d'entreprise, etc. (29)), il peut s'agir aussi de remplacer des systèmes

fondés sur des garanties collectives par des instruments liés aux marchés financiers. Des nuances importantes existent par ailleurs dans les modalités de ces projets. Certains sont destinés potentiellement à de larges sections du salariat, d'autres concernent seulement les cadres supérieurs. Certains s'efforcent d'organiser une représentation spécifique des salariés-actionnaires ou prévoient un rôle particu-

lier pour les syndicats, d'autres non. Tout cela se combine en discours divers. Les libéraux mettent plutôt l'accent sur l'accroissement supposé de la motivation du salarié dont une fraction du revenu présent dépend des résultats de son entreprise et dont le revenu futur sera lié aux performances d'un fonds de pension. Certains idéologues (l'économiste français Michel Aglietta ou l'Anglais Robin Blackburn) ou certaines fractions de la social-démocratie insistent plutôt sur la participation aux décisions des salariés actionnaires ou cotisant à des fonds de pension (par le biais de représentants éventuellement issus des syndicats). Mais ces contradictions ne sont en fait que de second ordre et le discours social-démocrate a pour fonction essentielle de donner une légitimité « de gauche » aux projets libéraux (30).

Le deuxième volet est répressif. Il s'agit

du traitement punitif de l'insécurité et de la marginalité sociale qui sont pour l'essentiel la conséquence des politiques néo-libérales. Sur le modèle américain, les gouvernements européens, y compris « de gauche » tendent à pratiquer la « gestion policière et carcérale de la misère ». (31) Dans les quartiers pauvres des métropoles des pays développés, la présence de l'État et des services publics est souvent insuffisante ou inadaptee, sauf pour ce qui est des forces de police. Le recours aux « forces de l'ordre » est d'ailleurs parfois réclamé par une fraction des habitants qui subissent les conséquences de la délinquance et des « incivilités » de certains jeunes. Mais l'outil policier est susceptible d'autres utilisations en cas de fortes tensions sociales dans le futur.

En guise de conclusion

Tout cela fait-il système et permet-il de conclure qu'un nouvel ordre productif s'est mis en place ?

La réponse apparaît positive, tout au moins à l'auteur de cet article. Un mode de régulation particulier, socialement régressif mais pas inefficace du point de vue capitaliste, a été instauré. En ce sens-là, on peut soutenir que le capitalisme est sorti de la « Crise », c'est-à-dire pour revenir à la terminologie d'E. Mandel, de l'onde longue récessive qui a commencé au début des années 1970. Le facteur déclenchant de ce changement de période n'est pas constitué par les nouvelles technologies : quel que soit leur impact elles n'ont aucune capacité autonome pour modeler l'économie et la société de demain. Par contre, l'accumulation des défaites partielles subies par les salariés dans les principaux pays capitalistes développés a permis aux bourgeoisies non seulement de « faire payer la crise aux travailleurs » mais de jeter les bases d'une nouvelle régulation. Il



vision plus optimiste, être interprété comme une prise de conscience diffuse de certains secteurs de la population que, dans la configuration actuelle des partis, les élections ne changeront rien ou pas grand-chose. Une autre forme de dépolitisation atteint les « élites » intermédiaires pour partie persuadées que les choix ne sont plus que techniques.

Ces évolutions ne vont pas sans contre-tendances. Outre les phénomènes déjà signalés au niveau syndical, il faut noter un début d'organisation des salariés, voire des luttes, dans certains segments de la « nouvelle économie », le développement d'une nouvelle radicalité anti-impérialiste, le renforcement de l'extrême-gauche révolutionnaire dans plusieurs pays européens (Portugal, Royaume-Uni, France...). Tout cela est essentiel, d'autant que c'est plus le produit des contradictions de la nouvelle péri-

28. Les stock-options ne concernent le plus souvent qu'une minorité de cadres (1 % des salariés des sociétés cotées au CAC 40 en France fin 1999) et elles sont, de toute manière, très inégalement réparties.

29. En France, la distribution d'actions aux salariés a aussi été un moyen pour donner une légitimité aux privatisations.

30. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas des débats importants sur les modalités des systèmes à mettre en œuvre car des intérêts matériels réels sont en jeu (qui prélèvera sa dîme sur la gestion des fonds ?) et, par ailleurs, le patronat est très attentif à tout ce qui pourrait limiter son pouvoir, même de façon accessoire. Ce dernier facteur explique l'opposition du patronat suédois, il y a quelques années, à des fonds nationaux d'épargne gérés par les syndicats.

31. Loïc Wacquant, « Ce vent punitif qui vient d'Amérique », *Le Monde diplomatique*, avril 1999.



faut sans doute intégrer dans l'analyse deux autres facteurs majeurs : le déploiement d'un cadre d'unification de l'Europe occidentale structurellement agencé pour la mise en œuvre du projet néo-libéral et l'incidence de la chute de l'URSS qui, bien qu'il n'y ait aucune larme à verser sur ce qui ne constituait plus une alternative au capitalisme, a représenté une victoire idéologique considérable pour ce dernier et l'a affranchi de toute nécessité de prouver sa légitimité non seulement dans le domaine économique mais dans le domaine social (32).

La « nouvelle économie » se met en place sur la base d'un taux de profit élevé où la surabondance de capitaux en rend une fraction disponible pour des investissements présentant parfois un risque non négligeable. Pour éviter toute équivoque, il faut souligner que la fin de la « Crise » ne signifierait en aucun cas un retour aux « Trente glorieuses ». L'expansion actuelle des économies nord-américaine et ouest-européenne peut marquer un retournement mais est loin d'égaler les performances des années 1948-1970. Une éventuelle forte réduction du chômage en Europe si la croissance se maintenait, ce qui n'est pas garanti, n'entraînerait pas une rehémogénéisation du salariat mais, au contraire, passerait, sur le modèle américain, par le maintien de fortes disparités et de poches importantes de misère.

Il faut par ailleurs tenir compte des limites intrinsèques de cette nouvelle régulation liées aux conditions de sa mise en place :

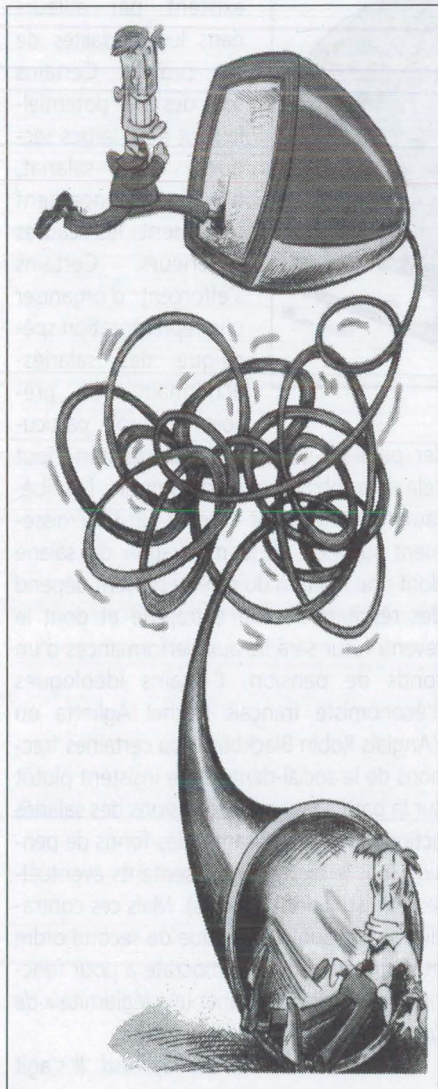
- Limitation des débouchés du fait de l'austérité salariale dans les pays avancés et de l'incidence des politiques « d'ajustement structurel » dans les pays du Sud (et de l'Est) ;
- Inadéquation entre l'offre de marchandises orientées par le profit et la demande

32. Il conviendrait également de prendre en compte le fait que la Chine, sous l'impulsion de la bureaucratie, a engagé un processus de restauration du capitalisme, certes non achevé mais qui en fait une destination importante de l'investissement international.

sociale ;
● Fragilité du bouclage macro-économique largement dépendant des marchés financiers.

Tout cela laisse présager des soubresauts conjoncturels importants et des récessions du type de celle de 1992-1993. Les pouvoirs politiques et économiques sont conscients de la possibilité d'événements de ce type. Le début de campagne sur « l'irresponsabilité » de l'OPEP en témoigne : les pays producteurs de pétrole constitueraient un bouc émissaire commode en cas de perturbations prochaines.

Quels que soient les aléas, la faible légitimité sociale du modèle (aux yeux aussi bien des « laissés pour compte » et des « travailleurs pauvres » que d'une large partie des salariés bénéficiant d'emplois à peu près stables mais soumis à une pression permanente et incertains de leur avenir et celui de leurs enfants) offre un point d'appui à la reconstruction d'un anticapitalisme radical et fragilise à terme les réformismes gestionnaires.



Par
Ernesto Herrera*

Il s'agit là de bien plus qu'un simple affrontement entre deux « États politico-militaires » (celui que gouverne le président Andres Pastrana, et celui que construisent les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie — Armée du Peuple). Il s'agit d'une escalade vers la guerre totale, alimentée par les États-Unis. Mercredi 23 août, Clinton a approuvé une loi accordant 1 319 millions de dollars qui constituent un acompte pour l'opération Colombie. En réalité il a signé la déclaration de guerre ainsi que l'engagement de l'impérialisme pour la financer, l'armer et la commander. La décision nord-américaine de relancer une stratégie militariste menace d'incendier la région.

Le Vietnam, le Salvador, les Balkans, Sierra Leone... ne sont pas de simples métaphores. En Colombie il y a une guerre, et toutes les hypothèses sont envisageables. Les victimes (morts, blessés, séquestrés, disparus) se comptent par dizaines de milliers, on dénombre près d'un million de « déplacés » (pour la plupart, des paysans), le pays se trouve dans la pire des crises économiques du siècle avec un taux de chômage supérieur à 20 % et des capitaux fuyant d'effroi (les investissements étrangers sont passés de 6 700 millions de dollars en 1997, à moins de 60 en 2000). Les organisations humanitaires dénoncent un massacre systématique et une opération paramilitaire de « nettoyage social » à grande échelle. Pour le mouvement insurgé armé, le plan Colombie « vietnamise » définitivement un conflit qui dure déjà depuis quarante ans. Pendant sa visite à Cartagena, Bill Clinton a dit « la Colombie n'est pas le Vietnam, et ce n'est pas de l'impérialisme... » Alors, qu'est ce que c'est ?

Apocalypse now, en direct

Plusieurs analystes et diplomates commencent à donner une réponse qui s'approche de la réalité : le modèle qui s'applique ici est celui qui s'appliquait en

Plan Colombie : opération sans anesthésie

Amérique Centrale dans les années 1980-1990, en particulier au Salvador quand les États-Unis, sans envoyer de troupes, avaient organisé la contre-insurrection pour désarticuler le processus révolutionnaire dirigé par le Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN). La guerre civile du Salvador a atteint son apogée, avec l'accord de paix signé entre le FMLN et le gouvernement de droite d'Alfredo Cristiani, en janvier 1992.

Mais la Colombie n'est pas le Salvador. Dans le petit pays Amérique Centrale, il y avait une armée de 60 000 soldats bien entraînés, et le FMLN a perdu son appui stratégique lorsque les sandinistes n'ont plus été au pouvoir au Nicaragua. En Colombie, l'armée (130 000 soldats dont moins de 25 000 sont destinés au combat contre la guérilla), affronte un ennemi puissant qui compte plus de 20 000 combattants répartis sur 70 fronts et qui s'appuie sur une base sociale organisée de 60 000 personnes. Les FARC et, dans une moindre mesure l'Armée de libération nationale (ELN), tiennent de vastes zones libérées.

De plus ils utilisent des sources de financement qui leur apportent des rentrées d'argent considérables et une totale autonomie politique et militaire : impôts payés par les narco-traficants pour la protection de leurs récoltes, par les compagnies pétrolières et aussi par l'industrie de l'enlèvement. Viennent s'ajouter des différences géographiques : 1,2 millions de kilomètres carrés, trois cordillères, et des frontières avec le Panama, le Pérou, l'Équateur, le Venezuela, le Brésil. La forêt amazonienne n'appartient à personne, et la guérilla y possède une arrière-garde logistique.

Pour Eduardo Pizarro, spécialiste colombien des affaires militaires, « si la guerre colombienne s'intensifie, nous ne finirons ni comme le Salvador ni comme le Vietnam mais comme au Sierra Leone, une lutte de tous contre tous » (1) où il y aura des milliers d'acteurs armés, militaires et paramilitaires, guérilleros et narco-trafiquants. Gabriel Marcella, stratège colombien enseignant à l'École Militaire des États-Unis, annonce

pour sa part la possibilité d'une balkanisation de la région andine si l'intervention fait marche arrière, mais le Pentagone craint que la Colombie ne soit une guerre impossible à gagner.

De toutes les façons, le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques, Thomas Pickering, insiste sur le fait que le Plan Colombie, dans sa composante militaire, est une carte de négociation face aux FARC. Il s'agit en fait, d'obliger la principale organisation armée à entrer dans le labyrinthe des concessions réciproques. Néanmoins dans un communiqué du 23 Août, le commandement des FARC, expliquait : « de la même façon que le plan Colombie est aussi une tentative de dissuasion des États-Unis envers l'insurrection, nous pouvons assurer que les FARC, soutenues par le peuple, sont à l'épreuve des ultimatums. »

La fascination de Macondo

Un plan a été présenté le 20 octobre 1999 par les sénateurs républicains Dewine, Grassley et Coverdell à la session 106 du Comité des relations extérieures du Congrès des États-Unis, sous le nom de « Plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'État », titre original du projet de loi S1758, Alliance Act ou Plan Colombie... comme on l'appelle par ici.

Mais ce qui est réellement fascinant dans le Plan Colombie c'est une citation du philosophe Miguel de Unamuno qui clôt l'introduction : « La foi ce n'est pas croire dans ce qui est invisible mais le créer ». Qui a dit que Macondo (2) était en Colombie ?

Objectif : associer la guerre interne à la Colombie aux réseaux de narco-traficants du pays andin et les présenter comme une menace pour les États-Unis. Combien ça coûte ? Un prix dérisoire 7,5 milliards de dollars, 80 % du premier versement de « faible intensité » (1,3 milliard) consiste en dotation de matériel militaire, coopération des services de renseignements, entraînement de deux nouveaux bataillons antidrogue et fourniture deux hélicoptères, Blackhawk et

Huey.

Le plan tend à intervenir sur trois points géographiques : le plus important serait le département de Putumayo, la zone frontalière la plus conflictuelle avec l'Équateur. On suppose qu'opèrent là-bas, en accord avec l'armée, les groupes paramilitaires d'extrême droite « d'autodéfense ». Mais aussi une partie de l'Armée de Libération Nationale (ELN) et le Bloc 48 des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC).

Pour sa part, la province frontalière de Sucumbios (Équateur) est considérée comme la région qui ravitaille toutes ces forces. Le reste des opérations militaires



serait concentré au centre et au sud-ouest du pays. Mais dans l'approche géopolitique du Pentagone le port de Manta, (province de Manabi) situé sur le littoral pacifique, est le point-clé du plan Colombie.

Comme l'invasion par terre est momentanément écartée, la tendance est à condui-

* Ernesto Herrera est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

1. Clarin, Buenos Aires, 3 septembre 2000.

2. Ville imaginaire où se déroule la trame du roman de Gabriel García Marquez, Cent ans de solitude.

Colombie

re l'intervention par air et par mer, comme dans la dernière guerre des Balkans. La base de Manta risque alors d'être un peu plus qu'un « *point d'appui logistique* ». Et de fait le Plan Colombie lui a assigné un rôle semblable à celui de la base militaire de Palmerola (Honduras) durant la guerre contre le Nicaragua et le Salvador (3).

Lors d'un exposé devant le Sénat, le Général Charles Wilhelm, chef du commando sud, a expliqué que les États-Unis voient Manta comme « *le lieu idéal pour remplacer les capacités perdues en abandonnant la base aérienne de Howard* » (Canal de Panama).

Selon Wilhelm, « *l'importance de Manta réside dans le fait qu'il s'agit du seul endroit qui nous donnera la portée opérationnelle dont nous avons besoin pour couvrir toute la*

on peut les détecter à l'aide d'appareils modernes de renseignements militaires et les détruire sans une invasion par voie de terre. Les importations agricoles de la Colombie ont augmenté de 90 % ce qui représente un coup dramatique pour l'emploi dans les zones rurales qui sont les premières concernées par la guerre. L'exode des Colombiens a déjà commencé vers l'Équateur, où jour après jour arrivent des centaines de personnes.

Pour Heinz Dietrich Steffan, le niveau d'intervention militaire des États-Unis en Colombie équivaut d'ores et déjà « *à leur intervention au Sud Vietnam en 1963, au Nicaragua en 1983 et au Salvador en 1984* » (4). La Colombie est donc devenue le troisième pays destinataire de l'aide militaire nord-américaine après Israël et l'Égypte.

Même les experts colombiens sont d'accord pour dire que cette aide menace le fragile équilibre du processus de paix. Ils insistent sur l'incapacité administrative et institutionnelle du gouvernement colombien à gérer les deux millions de dollars qu'il va recevoir par jour. Il est très probable que la production de drogue ne cesse pas, mais se déplace vers d'autres régions du pays.

Un État dans l'État

D'origine marxiste, les FARC ont connu une impressionnante croissance

ces dernières années. Leur infrastructure militaire les a transformées en une véritable armée mobile. Elles sont passées de la capacité de « *frapper et se retirer* » à une réelle capacité opérationnelle pour soutenir des combats prolongés, prendre des villages, résister et frapper durement l'armée officielle. Cela les amène à avoir une présence effective et un pouvoir réel dans plus de la moitié du pays et à s'auto-définir comme un « *État dans l'État* ».

Ce statut s'est vu renforcé quand, lors des négociations de paix avec le gouvernement de Pastrana, les FARC ont réussi à imposer une zone démilitarisée (novembre 1999) de 44 000 kilomètres carrés au Sud du pays. Là, les FARC construisent leur « *projet de Nation* ». Il s'agit d'une expérience qui ne compte pas beaucoup d'antécédents en Amérique latine.

Elles ont atteint quelque chose qui s'apparente passablement à une souveraineté, si

nous la définissons comme l'autorité absolue sur un territoire. Elles dictent les lois, administrent la justice, assurent les services, organisent le système éducatif et donnent leur appui à des milliers de paysans producteurs de coca qu'elles protègent des opérations anti-drogue de l'armée et de la DEA.

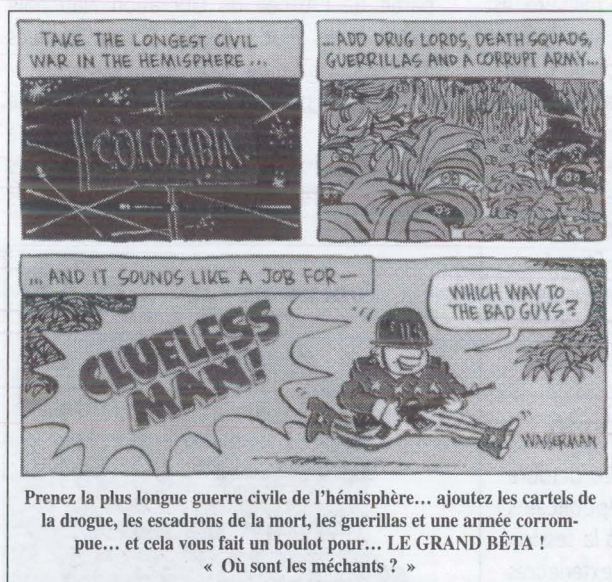
Les FARC ont construit quelque chose qui ressemble fortement à un État. Elles ont un système de gouvernement autonome, une économie florissante et un contrôle sur la population, bien que les conflits avec les mouvements sociaux ne cessent de se manifester (5).

Il semble alors normal qu'elles ne veuillent pas abandonner le combat pour une intégration à un système politique et à un État en pleine déconfiture et dont la légitimité est au plus bas. D'autre part, les organisations insurgées n'ont pas la mémoire courte et se rappellent comment s'est terminée l'intégration du Mouvement du 19 avril (M-19) et des Forces populaires de libération (FPL) aux accords de paix antérieurs : assassinat de leurs principaux dirigeants et de milliers de militants... et cooptation de ceux qui survécurent au massacre.

« *La conquête du pouvoir pour la construction du socialisme* » est toujours dans l'horizon stratégique des FARC, bien que la logique actuelle de la guerre se présente comme une négociation brutale sur la nature de l'État, avec l'exigence d'une symbiose entre l'État de Bogotá et l'État des FARC. Si le gouvernement de Pastrana veut la paix, il devra « *abandonner le modèle néolibéral* », répudier la dette extérieure et créer un modèle économique plus redistributif. De telles demandes sont un coup de poignard pour l'oligarchie et en tant que telles difficiles à envisager.

C'est incontestable : le mouvement révolutionnaire armé est l'expression politique d'une proposition radicale qui pose le problème de la destruction de l'État bourgeois. Les FARC n'ont en aucun cas perdu de vue cet objectif et elles l'impulsent en négociant ou bien avec des « *méthodes militaires* ». La paix, basée sur la reconnaissance mutuelle et l'équilibre des pouvoirs est alors impossible. À moins que l'on accepte la création d'une virtuelle « *Colombie du Sud* », gouvernée par les FARC. Devant ce dilemme les belligérants cherchent à créer une asymétrie dans le rapport de forces : le gouvernement de Pastrana grâce à l'intervention étrangère, les FARC en élargissant leur base sociale et territoriale et en accumulant des armes et des combattants.

Dans ce cadre, les États-Unis alimentent le feu, même si ce dernier avait déjà bien pris. Clinton, le pompier incendiaire, s'est



Colombie, le Pérou et les zones de culture de coca de Bolivie ». D'autre part, la crise économique et politique de l'Équateur, avec plus de 80 % de sa population condamnée à la pauvreté, porte à considérer comme une planche de salut n'importe quel appui économique extérieur. Dans ce sens, sur les 130 millions du chèque que Clinton a offert au président colombien Andres Pastrana, 47 sont destinés « *aux fonctions de surveillance et de renseignements de l'Équateur* ».

Le Plan Colombie prévoit l'isolement des guérilleros dans les zones du sud-ouest où

3. Jose Steinleger, *L'Équateur : Porte avions du Pentagone ?* et aussi informations par l'auteur et articles publiés dans le quotidien *Hoy* de Quito.

4. « *La toile d'araignée de l'Empire* », *El Siglo* Santiago du Chili, 18 décembre 1999.

5. On se reportera utilement à ce sujet au document de Présents pour le socialisme « *L'autonomie des organisations sociales en temps de guerre* », *Inprecor* n° 442, décembre 1999.

Un détachement des FARC



décidé pour la carte militaire, et ainsi vise à accroître l'instabilité dans la région.

Alerte dans le voisinage

La peur de la contagion et des conséquences sur les affaires gagne la région. Le ministre des Affaires étrangères d'Argentine, Adalberto Rodriguez Giavani, ne peut être plus éloquent : « *Le conflit colombien complique les choses dans la région* » (6). En particulier parce que « *la crise fait fuir les investisseurs* ».

La rencontre au sommet de 12 présidents sud-américains, fin août à Brasilia, a abordé le sujet de l'intégration régionale, du libre commerce, des relations entre le Mercosur et la Communauté andine des nations (CAN) et l'avenir de la zone de libre commerce américaine (ALCA) qui préoccupe tant les États-Unis. On y a signé des accords et surtout des déclarations d'intention, mais la toile de fond a été sous-tendue par la crise colombienne, la « *fragilité démocratique* » de pays comme l'Équateur, le Pérou et la charge d'incertitude qu'apporte le Plan Colombie.

Le Brésil, méfiant, a tracé un gigantesque verrou le long de ses 1600 kms de frontière avec la Colombie, pour empêcher toute incursion de guérilleros, de paramilitaires ou de narco-traficants. Et sa diplomatie fait des efforts pour montrer une position critique face à toute ingérence étrangère dans les affaires d'un État.

L'Empire, pendant ce temps, accélère le pas et fait pression. La secrétaire d'État Madeleine Albright s'est rendue de toute urgence à Brasilia, Buenos Aires, Santiago du Chili, Lima et Quito, à la recherche d'appuis et de compromis. Mais les gouvernements hésitent. Les choses sont assez compliquées dans leurs pays respectifs : récession, campagnes anti-néolibérales, plébiscites contre la dette extérieure, grèves et mobilisations populaires de différentes intensités, qui remettent en question leur

légitimité. Et ils ne veulent pas que le désordre de « *l'ordre* » libéral s'ajoute à une nouvelle vague d'anti-impérialisme.

De toute façon, les réactions sont différentes selon les pays. Le Nicaragua, voisin maritime de la Colombie, profite du contexte pour réclamer avec insistance ses droits sur l'archipel de San Andrés et

Providencia qui appartient à la Colombie mais où il y a continuellement des poussées sécessionnistes. Le Panama qui avait récupéré sa « *souveraineté* » sur le canal n'oublie pas que l'amendement De Concini permet à Washington « *d'agir contre une quelconque menace dirigée contre le canal ou contre la circulation pacifique de navires* ». C'est-à-dire que les États-Unis peuvent s'arroger le droit d'intervenir directement en Colombie. L'Équateur dans un climat pré-insurrectionnel et de crise de domination a renforcé ses liens avec les États-Unis. Il accepte le Plan Colombie en échange de 81,3 millions de dollars (lutte anti-drogue, amélioration du système de radar de l'aéroport Eloy Alfaro) et cède la base de Manta. Le Pérou pour sa part intensifie la militarisation de sa frontière et s'associe à l'idée de créer un cordon sanitaire autour de la Colombie. La Bolivie qui doit recevoir 110 millions de dollars du Plan Colombie suit les États-Unis.

Le Venezuela a également fortifié ses frontières dans une situation difficile où coexistent des frictions complexes avec incidents récurrents qui remontent à de vieux litiges (pour le Golfe de Venezuela) et de récentes manifestations séparatistes dans certains départements colombiens comme Norte de Santander et Vichada ainsi que l'invasion de centaines de personnes qui échappent à l'horreur de la guerre en se réfugiant au Venezuela. En même temps subsiste un « *esprit bolivarien* » entre Chávez et les FARC.

Un peu plus loin, la situation n'est pas tellement plus encourageante. Certaines îles des Caraïbes s'alignent sur Washington qui dans le cadre du Plan Colombie investira 43,3 millions de dollars pour la modernisation des systèmes d'espionnage à Aruba et au Curaçao. Cuba joue un rôle discret : Fidel Castro a encouragé le dialogue dans l'ELN, mais il a peu d'autorité sur les FARC.

Le Mexique oscille entre l'appui et la

prise de distance. Il a cherché à se distinguer de la Colombie et à se montrer ainsi face à Washington, comme un allié en matière de drogue et d'insurrection (avec la guerre au Chiapas comme facteur potentiel d'instabilité). En ce qui concerne l'Amérique du Sud, il n'y a pas encore de signes clairs. Le Chili, l'Argentine et l'Uruguay sont pour l'instant dans l'expectative.

De toute façon quand dans les prochains mois le Plan Colombie va commencer à fonctionner, on verra vraiment si les gouvernements se prononcent en faveur d'une autonomie réelle ou pour la subordination au dictat de l'impérialisme nord-américain.

Anti-impérialisme

Les partis qui participent au forum de Sao Paulo, à travers son groupe de travail, ont déjà manifesté leur refus total du plan Colombie et leur solidarité avec le peuple colombien, ses organisations sociales et le mouvement insurgé.

Plusieurs ONG, mouvements sociaux et religieux ont dénoncé le fait que le plan aggravera le conflit armé en risquant de recommencer un autre Vietnam et ils se mobilisent dans leurs pays respectifs en organisant des campagnes et des réseaux de solidarité avec le mouvement populaire colombien.



José Miguel Vivanco, directeur exécutif de Human Rights Watch, a défini le plan Colombie comme une « *bombe à retardement* » pour les droits de l'homme en dénonçant l'existence d'une clause qui peut être utilisée à n'importe quel moment par le président des États-Unis pour des raisons d'intérêt national, convertissant ainsi toute l'ingénierie du Plan Colombie en une simple affaire militaire (7).

Amnesty international, qui a participé à la « *table ronde alternative* » organisée à Madrid en juillet dernier et a proposé une

6. *Clarín*, Buenos Aires, 27 août 2000.

7. *El País*, Madrid, 7 juillet 2000.

Colombie

campagne contre le Plan Colombie, dénonce avec insistance le paramilitaire comme stratégie d'État et insiste également sur les conséquences intérieures qui « *aggraveront de façon alarmante la crise humanitaire actuelle* » (8).

José Vicente Rangel, ministre des relations extérieures vénézuélien, affirme que le Plan « *tend non seulement à la vietnamisation mais au moins à la colombianisation de la région* » (9).

Pendant ce temps, la puissante Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE) a repoussé le Plan Colombie et dans une déclaration publique a affirmé son opposition, « *d'autant plus qu'il y aura, semble-t-il, une participation directe de la force publique équatorienne, sans tenir compte des niveaux de violence dont sera victime la population civile, particulièrement les peuples et les nationalités indigènes* ».

L'arrière-plan est la rénovation d'une stratégie anti-insurrectionnelle d'intervention. Comme en République dominicaine en 1965, au Chili en 1973, au Nicaragua en 1981-1990. La seule différence est que le Plan Colombie ne prétend pas passer pour une opération cachée. Il s'agit, comme le dit James Petras, de « *détruire le dialogue et les mouvements qui osent défier le monolithe impérial. Espérons que la collaboration des Européens ne consistera pas à passer la serpillière après le bain de sang* » (10).

Mais, dans une situation où les classes dominantes traversent une profonde crise politique de légitimité qui s'accélère avec les effets brutaux de l'offensive recolonisatrice du capital international, le Plan Colombie remet à l'ordre du jour avec encore plus de force la lutte anti-impérialiste : dans une Amérique latine où les résistances sociales, larges et radicales, sont en train de mettre en place des alternatives d'émancipation qui même d'un point de vue défensif commentent à dessiner un nouveau scénario politique.

5 septembre 2000

8. *Amnesty international* n° 44, édition espagnole, août-septembre 2000.

9. Agence *Ansa*, 7 septembre 2000.

10. Le Plan Colombie et ses critiques, Agence *ALAI*, 17 juillet 2000.

Pays Bas

Une brèche dans la culture homophobe mondiale

Par
Peter Drucker*

Aune large majorité le Parlement hollandais s'est prononcé en septembre pour l'accès des couples du même sexe à l'institution du mariage. 109 députés (sur 150) ont approuvé ce projet de loi. Seuls les Démocrates chrétiens, en opposition depuis 1994, quelques petits partis chrétiens et un député social-démocrate dissident ont osé voter contre ce projet (quelques députés démocrates chrétiens dissidents sont pourtant passés outre aux consignes de leur direction).

La coalition social-démocrate et libérale au gouvernement présente cette loi comme l'aboutissement de la libération homosexuelle aux Pays-Bas. En fait cette loi est largement symbolique. Les couples du même sexe jouissaient déjà depuis plusieurs années de nombreux droits liés à l'institution du mariage. Depuis 1997 les couples du même sexe pouvaient s'enregistrer légalement auprès des mairies — un événement fêté parfois comme une "noce" — acquérant ainsi tous les droits de mariage à l'exception de ceux concernant la garde d'enfants et leur adoption. Le projet de loi sur le mariage exclut explicitement toute garantie de nouveaux droits concernant la garde d'enfants et l'adoption, ce qui fait qu'en pratique il n'accorde pas de droits nouveaux.

Le mariage des couples du même sexe n'était pas une revendication du Mouvement hollandais des homosexuels et lesbiennes, qui ne luttait pas traditionnellement en faveur du mariage mais en faveur de la reconnaissance de la "diversité des relations". La campagne en faveur du mariage des couples du même sexe a été menée par Henk Krol, éditeur du principal journal homosexuel *De Gay Krant*, liée depuis longtemps au parti libéral de droite VVD, actuellement au gouvernement aux côtés des sociaux-démocrates.

Le débat parlementaire autour du second projet gouvernemental, visant à accorder aux couples du même sexe (qu'ils soient ou non mariés) le droit d'adoption, fut plus intéressant. Ce projet, qui a connu au cours de sa préparation l'incorporation de nombreuses restrictions, a été contesté par le mouvement gay lesbien, qui le jugeait discriminatoire. D'une part, il interdit aux couples du même sexe l'adoption des enfants étrangers (alors qu'il y a peu d'enfants hollandais en attente de l'adoption). D'autre part, il exige des couples candidats à l'adoption qu'ils fassent la preuve d'une vie

commune durant trois ans au moins, qu'ils aient fait la demande de l'adoption depuis au moins un an et leur impose une procédure judiciaire fort coûteuse. De plus, tout parent biologique connu de l'enfant peut s'opposer à une telle adoption.

Ces restrictions, reprises simplement de la loi régissant la procédure d'adoption, peuvent sembler raisonnables dans le cas de l'adoption d'un enfant "étranger". Mais ce n'est pas la situation de la majorité des couples du même sexe qui souhaitent adopter. Il s'agit en général de couples de lesbiennes, qui vivent une relation stable depuis longtemps, et ont un enfant grâce à l'aide d'un mâle, donneur de sperme, parent ou ami. Dans ce cas la mère biologique est déjà légalement le parent reconnu ; ce n'est que la "seconde mère" qui, selon la procédure proposée, devra encore attendre un an, payer d'importants frais de justice et faire face à des objections possibles du donneur du sperme. Il s'agit d'une situation pire que celle du partenaire mâle d'une mère célibataire, qui selon la loi actuelle n'a qu'à signer (avec l'accord de la mère) un certificat de naissance. Aucune vérification de sa parenté biologique n'est exigée dans ce cas.

Le parti de la gauche verte, dans l'opposition, après avoir consulté les groupes gay/lesbiennes, a soumis un amendement visant à accorder à la partenaire féminine de la mère biologique le droit de reconnaître l'enfant comme le sien, au même titre qu'un partenaire mâle peut le faire. Malheureusement cet amendement n'a pas joui d'une grande publicité.

Les couples gay et lesbiennes ne pourront pourtant pas se marier ou adopter des enfants dans l'immédiat. Les projets gouvernementaux doivent encore être approuvés par la Chambre haute du Parlement, élue au suffrage indirect et dont la composition est plus conservatrice que celle de la Chambre basse.

Malgré toutes ces restrictions, la procédure entreprise par le Parlement hollandais ouvre une nouvelle brèche dans la culture homophobe dominante dans le monde. Elle devrait permettre à tous les progressistes d'exiger l'adoption des lois qui accorde aux couples du même sexe et à leurs enfants des droits civiques considérés à juste titre comme élémentaires lorsqu'il s'agit de couples bisexuels et de leur progéniture.

* Peter Drucker est militant des mouvements homosexuels américain et hollandais.

Dix thèses sur la défaite du PRI

« Comme quelqu'un qui a vécu en ce siècle, "notre patrie dans le temps", je ne parviens pas à saisir les raisons valables de la tristesse, la désolation et le désarroi qui gagnent tant de socialistes. Auraient-ils oublié tout ce que nos épaules ont reçu à charge ? »

Adolfo Gilly, 1989

Par
Sergio Rodríguez Lascano*

1. Le 2 juillet 2000, le régime politique du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) a finalement été balayé par les urnes. Sans aucun regret. La répression contre les mineurs de Nueva Rosita (1), contre les cheminots, les enseignants et les médecins, le massacre de Tlatelolco (2), la répression sanglante de San Cosme (3), les plus de 500 militants détenus-disparus, les massacres d'Acteal (4) et d'Aguas Blancas (5), la soumission de la société par l'entremise du corporatisme, le clientélisme, le caciquisme, le règne d'un parti unique qui a empêché pendant des décennies le « libre jeu des partis » et le fonctionnement d'une démocratie représentative, la corruption qui a fait du gouvernement une source d'accumulation de capitaux, l'impunité dans l'exercice du pouvoir qui a conduit à l'oligarchisation de la justice, le mépris de toute forme de manifestation citoyenne autonome et la volonté de criminaliser en permanence les organisations sociales et leurs représentants, la destruction d'éléments centraux du tissu social et national et les 66 millions de pauvres : tout cela constitue le bilan du régime du PRI. En cette soirée du 2 juillet, à 11h30, l'esplanade devant l'immeuble central du PRI offrait un spectacle de désolation. Sans doute régnait-il dans les bureaux de ce funeste édifice le même sentiment que dans les locaux de la STASI à l'époque de sa déroute en Allemagne de l'Est.

2. Le régime du PRI était condamné à mort depuis plusieurs années déjà. La restructuration par en haut de l'appareil de production, engagée à partir de 1982, a impliqué non seulement une fragmentation des rapports sociaux, aussi bien en milieu urbain que rural, et par là même l'écèlement de tous les pactes sociaux, à commencer par le grand pacte social fondateur de la Révolution mexicaine, mais aussi le début de la fin des quatre piliers essentiels du régime



politique du PRI : l'hégémonie idéologique qui permettait de justifier que la révolution nécessaire dans d'autres pays avait déjà été accomplie au Mexique et qu'elle s'était transformée en institution à même de promouvoir le progrès social (la fameuse « idéologie de la révolution mexicaine ») ; l'hégémonie politique fondée sur l'absorption de la société par l'Etat ou, pour être plus précis, la réduction à néant de la société et de ses classes en tant que sujets autonomes ; le caractère régulateur vis-à-vis des secteurs sociaux, en particulier sur le plan juridique, en cherchant à apparaître comme arbitre indépendant face aux différents intérêts sociaux-économiques ; l'existence d'un parti politique qui était le seul mécanisme d'unité organique de la société, dans la mesure où était consciemment empêchée l'unité entre travailleurs et paysans et l'unité même de la

classe ouvrière mexicaine.

A nouveau, la transformation des rapports de production (la forme d'appropriation des moyens de production) a conduit à faire table rase de tout ce qui lui faisait obstacle, y compris les relations politiques et sociales qui semblaient pourtant parfaitement solides aux yeux de nombreux analystes. Le PRI s'est alors réduit à un cadavre exposé aux yeux incrédules de beaucoup de Mexicains dans l'attente qu'on lui accorde une sainte sépulture. La crise du régime que quelques esprits abusés ont confondue avec la « transition à la démocratie » a pris un caractère morbide.

3. Il ne faut pourtant pas penser — ce serait une vision totalement mécaniste — que la restructuration de l'appareil de production est la seule cause de cette crise terminale du régime du PRI. La crise du système politique mexicain a connu un long processus contradictoire, aux nombreux clairs-obscurs, avec l'engagement de la société civile mexicaine dans la construction d'un Mexique plus démocratique, plus libre et plus juste. 1968 est sans conteste le point de départ de ce cheminement long et sinueux vers la fin du régime du PRI. La rébellion a été le fait d'un secteur très moderne, produit d'une croissance stabilisatrice, les « privilégiés » de la construction du Mexique post-révolutionnaire. Rébellion contre le système politique mexicain, contre

* Sergio Rodríguez Lascano, ancien dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (ex-section mexicaine de la IV^e Internationale), est militant du Front zapatiste de libération nationale (FZLN).
1. Grève durement réprimée durant les années 1960.

2. Massacre des étudiants sur la place des trois cultures le 2 octobre 1968.

3. Massacre des étudiants lors d'une manifestation le 10 juin 1971.

4. Village de Chiapas où ont été assassinés 46 Indiens en décembre 1997.

5. Village de l'Etat de Guerrero où ont été massacrés 17 paysans en juin 1995.

Mexique

la non-démocratie réellement existante, partie prenante d'une rébellion à l'échelle mondiale contre un monde fermé, hiérarchisé et bureaucratique, produit de l'évolution des divers régimes politiques qui agissaient sous différentes couvertures idéologiques, que ce soit « *le communisme* », « *l'Etat providence* » ou « *l'Etat populiste* ». Vingt ans après, Cuauhtémoc Cárdenas (6) a engagé une lutte pour la démocratie qui a mis fin à l'omnipotence du PRI. Elle a conduit à deux processus essentiels. D'abord, le parti au pouvoir est entré dans une crise fatale, avec la prise de conscience d'une partie de ses militants de ce que « *le parti de la révolution mexicaine* » avait définitivement tourné le dos aux grandes tâches nationales : la défense de la souveraineté nationale, la défense de la souveraineté de l'Etat face aux groupes de pouvoir économique et la protection des secteurs les plus déshérités de la population mexicaine. Ensuite, la gauche mexicaine, jusque-là marginale, est devenue une force significative sur le terrain institutionnel et électoral. 1988 n'a pas permis de chasser le PRI et c'est un événement qui restera dans l'histoire comme une énigme non résolue. A entendre les gens qui encensent Cárdenas pour sa campagne de 1988, on ne peut que se poser des questions.

La présidence de Salinas (7) a marqué une accélération du processus de désarticulation des relations communautaires et de l'économie morale — pour reprendre un concept de Thompson — alors qu'avec la signature de l'Alena, le Mexique s'est trouvé en première place dans le processus de globalisation économique, ce qui a représenté un changement irréversible.

1994 est l'année de la révolte venue de ceux qu'on avait réduits à des moins que rien, de ceux qui vivent au sous-sol de l'édifice de ce pays. La mobilisation de la société a changé de façon irrémédiable sa relation avec le pouvoir, avec les partis et avec elle-même (dans un processus à nouveau contradictoire). Sur le terrain institutionnel lui-même, les réformes du code électoral et l'appropriation citoyenne de l'Institut fédéral

électoral sont filles, qui l'eût dit, de la rébellion zapatiste. De ce point de vue, le déclenchement de la crise du régime, son accélération et son approfondissement sont des actes sociaux et citoyens liés à une pensée et une pratique de gauche. Pourtant, ce n'est pas la gauche qui a capitalisé ni dénoué cette crise du régime politique mexicain.

4. Dans la récente campagne électorale, le phénomène Fox (8) s'est développé comme une boule de neige. A l'origine, sa candidature était conçue et présentée par les médias comme l'instrument capable de freiner l'ascension de Cuauhtémoc Cárdenas dans la foulée de sa victoire éclatante de 1997. Le gouvernement de Zedillo (9) a ainsi fait grand cas de la décision du gouverneur de Guanajuato de se lancer « *dans le grand bain* », décision prise au lendemain de la victoire écrasante de Cárdenas à la mairie de Mexico. Au départ, cela ressemblait à une bonne blague. La suite a montré qu'il n'en était rien.

Il y a quelques mois, la revue *Proceso* a publié un document de travail de l'équipe rapprochée de Fox, « *projet millenium* », dont la stratégie reposerait sur le postulat suivant : « *continuer à défier le système, s'approprier le discours social de la gauche, s'engager à ne pas "faire cavalier seul" s'il n'était pas investi par le PAN, tester l'impact auprès de l'électorat féminin et rester discret sur sa vie privée* ».

Même si Fox a démenti l'authenticité du document, il ne fait aucun doute que tels étaient bien les points forts de sa campagne. Les deux premiers en particulier ont été couronnés de succès. C'est la candidature de Fox qui a incarné l'idée de changement et d'opposition au PRI face à un PRD terriblement inefficace, préoccupé de ne pas apparaître comme le parti de la violence, du refus et de la critique. Le PRD a laissé libre l'espace qu'il avait conquis dès 1988, qui l'avait fait gagner en 1997, celui de la représentation de l'espérance citoyenne du changement, celui de l'outil institutionnel capable d'en finir avec le régime en place.

La campagne de Fox contre le PRI était beaucoup plus agressive. Ses spots télévisés exprimaient directement ce que les gens pensaient du PRI. Actuel, la corruption, le crime organisé étaient quotidiennement dénoncés à la télévision avec l'idée que tout cela prendrait fin si le PRI était chassé du pouvoir et que le changement réussissait. C'est Fox qui a incarné l'espoir d'en finir avec le PRI, tout comme l'avait incarné Cárdenas en 1988. Cela démontre qu'il était faux de prétendre que les électeurs voulaient une campagne positive, civilisée. Les gens

voulaient l'humiliation du PRI et Fox l'a bien compris. Alors qu'il passait son temps à ridiculiser le parti au pouvoir, le PRD, lui, ou on ne sait trop qui, bornait la campagne de Cárdenas à un slogan ressassé à satiété « *Nous marchons pour le Mexique* », ce qui prêtait le flanc à plus d'une interprétation. Fox a aussi tiré parti de la distance qu'il a su maintenir avec « *son* » parti.

En définitive, la campagne de Fox reposait sur trois axes : déposséder Cárdenas du monopole de l'image du changement, attaquer le PRI sans retenue et subordonner le PAN à sa propre logique. C'est manifestement un succès total. Ce n'est pas la direction du PAN qui a dirigé la campagne, mais un groupe hétérogène, une sorte d'état-major qui a conduit la guerre sur trois fronts : affaiblir Cárdenas, attaquer le PRI et maintenir le PAN à « *distance respectable* ». Cet état-major s'apprête maintenant à marginaliser le PAN dans la formation du nouveau gouvernement.

Fox et son état-major veulent incarner un projet de grande envergure, qui passe par-dessus la tête des partis et des anciens groupements politiques. Ce n'est pas, contrairement à ce que suggèrent certains analystes superficiels partisans de Cárdenas, un grand retour en arrière vers le XIX^e siècle, moins encore une réincarnation de Hitler ou de Mussolini. Il s'agit au contraire de mener à son terme l'entreprise engagée par Miguel de la Madrid et que Carlos Salinas de Gortari a portée à son tour : l'intégration subordonnée du Mexique au processus de globalisation ; la fin de l'Etat souverain et sa reconversion en un instrument de régulation entre les diverses composantes du capital financier, aussi bien national qu'international ; la poursuite de la fragmentation des liens communautaires. Le PRI était devenu un obstacle pour accomplir pleinement cet objectif.

Il fallait donc promouvoir l'image d'une phase de « *transition à la démocratie* » achevée qui devait céder la place à une nouvelle phase de « *normalisation démocratique* ». Il s'agit ni plus ni moins que de donner une légitimité démocratique à ce projet régressif tourné contre les déshérités du Mexique. Qu'il y parvienne ou non est une autre question.

5. La campagne du PRD et celle de Cárdenas ont été affaiblies par un certain nombre de facteurs. Le plus simple serait d'en rejeter la responsabilité sur les médias dans la mesure où Cárdenas a été leur cible systématique après décembre 1997. C'est indubitable mais on ne pouvait pas attendre autre chose et on peut même relever que *Televisa* lui a réservé un traite-

6. Après avoir rompu avec le PRI en décembre 1987, Cuauhtémoc Cárdenas s'est présenté pour la première fois à l'élection présidentielle de juillet 1988. Un an après il fonda le Parti de la révolution démocratique (PRD), centre gauche.

7. Carlos Salinas de Gortari, président du Mexique de 1988 à 1994.

8. Vicente Fox, gouverneur de l'Etat de Guanajuato, membre du Parti d'action nationale (PAN, droite), vainqueur de l'élection présidentielle de juillet 2000.

9. Ernesto Zedillo, dernier président du PRI (1994-2000).

ment plutôt moins hostile que par le passé. Le problème essentiel tient à l'échec de la gestion de la ville de Mexico par Cárdenas. Ce n'est pas qu'il aurait pu changer la situation économique angoissante dans laquelle vit la majorité de la population : c'était hors de ses possibilités. Mais c'est surtout qu'il n'y a eu aucune modification substantielle dans les rapports entre gouvernants et gouvernés.

L'exercice du pouvoir n'a pas différé fondamentalement de ce qu'il est sous l'égide de gouverneurs du PRI ou du PAN. Le gouvernement reste perçu comme quelque chose d'extérieur, d'étranger. Le pire a été atteint avec la « loi de participation citoyenne » qui a mis clairement en évidence le mépris face à une authentique participation de la société. L'élection de comités de quartier (véritable fête pour les corporations du PRD et du PRI) a été un échec patent (on peut toutefois relever que les candidats du PAN y avaient fait des résultats ridicules alors qu'un an et demi plus tard ils viennent de bénéficier d'un raz-de-marée dans la majorité des districts).

Les habitants ont eu droit à des concerts gratuits sur la place centrale du Zócalo, mais on en est resté là. La « ville pour tous » s'est réduite à une ville où personne n'a trouvé sa place pour participer. L'occasion a été perdue de démontrer qu'on peut gouverner avec d'autres méthodes et d'autres mécanismes, en ne demandant pas seulement aux gens de donner une opinion (ce qui est très important) mais encore de prendre entre leurs mains le contrôle des questions centrales de la gestion. De ce fait, il n'était pas possible de contrer les attaques constantes lancées par Zedillo. Les gens étaient réduits à être de simples spectateurs face à un gouvernement fédéral qui amputait les moyens financiers de la ville de Mexico, sans se sentir acteurs dans ce conflit.

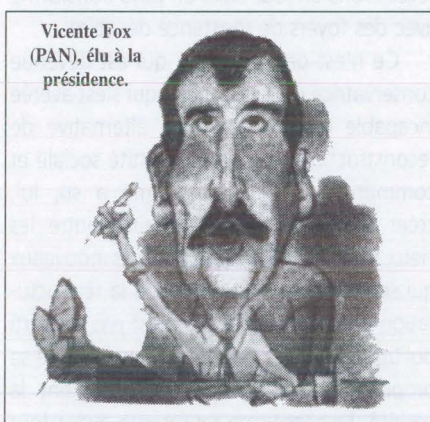
Toute cette politique était inspirée par l'idée de « se laisser porter par le courant » ou l'idée que « Cárdenas, c'est la République ». Mais ni l'une ni l'autre n'ont bénéficié au candidat à l'élection présidentielle. La cerise sur le gâteau, c'est le geste de Cárdenas allant prendre congé de Zedillo quand il a démissionné de son poste de gouverneur de Mexico pour entrer en campagne. L'impact a été terrible. Quel sens avait cette visite ? Que Mexico avait été gérée sans difficulté majeure et qu'il quittait ses fonctions dans le calme et la tranquillité. Fox a également démissionné de sa charge mais il s'est bien gardé d'aller prendre congé de Zedillo alors que, sur le plan idéologique, ils ont beaucoup en commun.

Il y a eu ensuite les errements de l'allian-

ce avec le PAN. Il est impossible de clore la campagne en dénonçant dans les projets de Fox et du PAN un danger pour la patrie et pour l'avenir même de la nation, en oubliant que quelques mois auparavant on avait passé des accords avec eux sur un projet de plate-forme, de déclaration de principes et un règlement pour résoudre les points en conflit. Si cette alliance a échoué c'est parce qu'il n'y a pas eu d'accord sur la façon de choisir le candidat commun, et rien d'autre.

En fin de compte, la candidature de Cárdenas n'a jamais représenté une alternative au PRI.

6. Si les choses ne se passent pas comme elles le devraient, il faut bien chercher



Vicente Fox (PAN), élu à la présidence.

une explication. Il est très facile d'en rendre responsables ceux qui en sont les victimes. On prétend alors que la société a viré à droite ou qu'elle est devenue conservatrice. De quand daterait ce processus ? 1991 ? 1994 ? 1997 ? 1999 ? Certains avancent que c'est l'héritage de la présidence de Salinas et des changements structurels qu'a connus le pays. Mais comment comprendre alors le soulèvement zapatiste et la mobilisation citoyenne qui l'a soutenu ? Comment expliquer la victoire électorale sans appel de Cárdenas en 1997 et la perte par le PRI de la majorité parlementaire cette même année ? Il faudrait croire que la société devient réactionnaire et conservatrice quand elle ne vote pas pour Cárdenas et qu'elle se lance dans des « insurrections citoyennes » quand elle vote pour lui. C'est certainement plus compliqué que cela.

Quand la société se rebelle contre le pouvoir en place elle ne le fait pas selon un plan préconçu. Les secteurs de la société qui ont voté pour Fox, dans leur majorité tout au moins, ne l'ont pas fait en accord avec son programme mais parce qu'ils y ont vu l'outil le plus efficace pour en finir avec le PRI. Ce n'est pas la première fois qu'une telle chose se produit. C'est même ce qui donne sens

aux projets des partis ou des caudillos qui par définition luttent pour le pouvoir.

En Russie, en Allemagne ou encore en Tchécoslovaquie, on aurait préféré que d'autres forces politiques s'affirment capables de renverser les « mandarins rouges » qui avaient confisqué le pouvoir aux travailleurs, mais ce n'est pas ce qui s'est produit. Pour autant, on aurait tort de conclure que ces peuples ont viré à droite ou sont devenus conservateurs. D'abord parce qu'ils ne sont pas responsables du fait que les « bons » projets ne voient pas le jour ou qu'alors, comme dans le cas du Mexique, on les dilapide aussi impunément. La société voulait en finir avec le PRI, ce qu'elle a réussi, et cela explique la liesse populaire. Le comprendre est essentiel pour pouvoir engager le dialogue avec tous ces citoyens (ou la majorité d'entre eux) qui n'ont aucune considération pour Miguel Miramón, Tomás Mejía ou Juan Nepomuceno Almonte (ils ne les connaissent même pas), mais qui ont décidé de chasser le PRI pour faire progresser la démocratie citoyenne. Un chapitre noir de l'histoire du pays vient de se clore et la situation créée va au-delà de ce que veulent les appareils des partis et de Fox lui-même. Faire échec aux visées de Fox qui, comme on l'a vu, cherche à parachever l'œuvre de

Miguel de la Madrid (10) et surtout de Salinas, implique de revoir le programme et la pratique de la gauche mexicaine (du PRD mais aussi bien au-delà du PRD). L'autre branche de l'alternative c'est de continuer en se comportant

comme les victimes de la catastrophe de l'an 2000.

7. La participation massive aux meetings de la fin de campagne de Cárdenas a alimenté une auto-intoxication. Ces centaines de milliers de personnes représentent cette partie de la société mexicaine qui a opposé une résistance farouche à l'offensive de restructuration. Mais il s'agit de secteurs vieillissants : ouvriers de l'industrie élec-



Francisco Labastida, candidat malheureux du PRI

10. Miguel de la Madrid fut président du Mexique entre 1982 et 1988.

Mexique

trique, de l'industrie pétrolière, enseignants, paysans des communautés traditionnelles de certains Etats, tous représentent des secteurs ou l'idéologie cardéniste à un poids significatif. Par contre, pour le Mexique nouveau qui caractérise déjà d'importants secteurs du pays, la campagne n'avait pas d'impact. Il n'y a pas de passerelle entre ceux qui ont organisé la résistance face aux transformations imposées au pays et ceux qui vivent déjà sous de nouvelles normes, de nouvelles règles, une nouvelle culture. Non pas que ces derniers vivent allègrement les changements qui se sont produits et, bien qu'ils n'aient pas trouvé la possibilité de s'y opposer, ils sont hostiles au PRI mais ne se reconnaissent pas dans un discours vieillissant et usé. A ce titre il serait bon de savoir comment ont voté les travailleurs des entreprises *maquiladoras* de la frontière nord du pays. Gageons que la majorité a voté pour Fox.

L'analyse de l'électorat de Cárdenas montre que la majorité sont des hommes et sont âgés de plus de 35 ans. L'absence de ponts vers la jeunesse est visible aussi dans les manifestations. Tout comme l'inexistence du PRD et du cardénisme dans les nouvelles enclaves industrielles. Si de tels ponts ne sont pas construits, les secteurs traditionnels de résistance vont s'épuiser et perdront leur poids social et culturel et les nouveaux secteurs victimes du néolibéralisme pourront se laisser abuser par des aventuriers et des démagogues du type de Fox.

Certains vieux militants de gauche en ont conclu que, pour rénover le discours du PRD, il fallait puiser dans l'idéologie sociale-démocrate. Malheureusement, ils n'y trouveront pas les signes identitaires capables de gagner ces nouveaux secteurs et tout ce qu'ils pourront y puiser, c'est des conditions encourageant à la résignation face à la prétendue inéluctabilité de la phase actuelle du capitalisme.

8. Pourtant, il n'est pas possible de faire l'impasse sur l'existence de ces secteurs traditionnels porteurs de la résistance face à la rupture des identités communautaires si on veut développer un projet de réorganisation de la pensée, de la pratique et des objectifs de résistance. Il faudrait commencer par redéfinir les bases de ces éléments pour trouver les nouveaux chemins de résistance. Cela concerne aussi la figure de Cárdenas. Ceux qui veulent le mettre à la retraite se trompent. Il incarne — au-delà de ses propres faiblesses et de celles de son parti — une dimension significative de la résistance. Sans lui, sans ce qu'il représente, vouloir reconstruire la résistance serait vain, du moins à moyen terme.

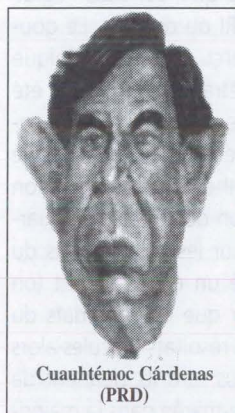
La deuxième grande composante de ce processus se trouve dans le zapatisme (l'EZLN). Isolé par un impressionnant encerclement militaire, le zapatisme n'a pas pu jouer un rôle plus actif dans la situation actuelle. C'est ce qu'il a expliqué à juste titre — « *l'heure électorale n'est pas notre heure* » — mais le contexte ouvert par la victoire de Fox accélère le cours du temps. Ce n'est pas le sort d'un parti ou d'un caudillo qui se joue maintenant mais la possibilité que le projet capitalise néolibéral (dont Salinas disait que la consolidation prendrait 25 ans) entre dans une phase de légitimation (c'est la fonction de l'élection de Fox). Si nous ne trouvons pas les ressources imaginatives pour nous y opposer, nous nous réveillerons un jour dans un pays transformé avec des foyers de résistance dérisoires.

Ce n'est pas la société qui est devenue conservatrice mais la gauche qui s'est avérée incapable de proposer une alternative de reconstruction des liens d'identité sociale et communautaires. Le zapatisme a su, lui, créer ces passerelles identitaires entre les vieux secteurs qui résistent et les nouveaux qui se contentent de survivre à la restructuration productive. Mais ce n'est pas un parti politique qui lutte pour le pouvoir et il ne se propose pas d'organiser politiquement la société. Le zapatisme représente avant tout une force politique qui cherche à ouvrir des espaces propices à développer les relations entre les gens et à même de contrer l'isolement des mouvements par la politique du pouvoir.

Il s'agit maintenant d'ouvrir un nouvel espace qui permette aux vieux secteurs sociaux qui luttent et résistent de ne pas s'isoler davantage et à ceux qui survivent

dans la reconversion productive, à laquelle ils se soumettent parce qu'ils ne peuvent pas vivre autrement, de trouver de nouvelles voies de résistance.

9. D'ici à l'accession de Fox à la présidence, une politique de « *contrôle des nuisances* » sera mise en place pour lutter contre toute instabilité. Les mois qui viennent sont donc essentiels pour faire les premiers pas dans l'organisation de la résistan-

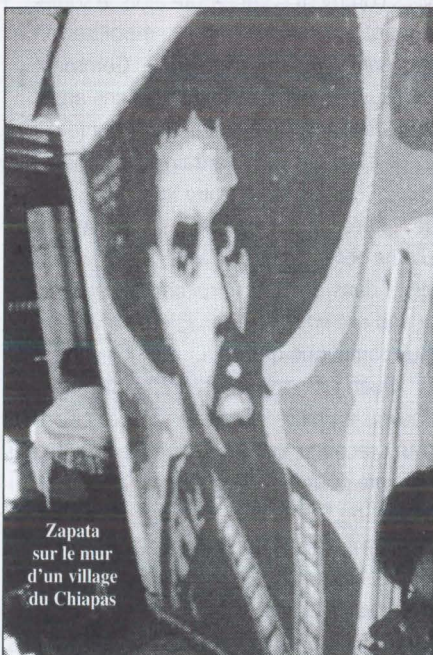


ce. Beaucoup de facteurs s'y opposent, mais ce n'est pas irréaliste. Fox va devoir répondre à de grands défis : la paix au Chiapas, la privatisation de l'énergie électrique, la privatisation de PEMEX, les listes du Fobaproa, 66 millions de pauvres,

la gratuité de l'enseignement, la puissance des narcotrafiquants, les millions de Mexicains qui survivent dans la marginalité, le million et demi de travailleurs des entreprises *maquiladoras* qui voient leurs droits les plus élémentaires quotidiennement bafoués et une société qui a voté pour le changement et ne restera pas impassible quand elle verra qu'on lui sert les mêmes vieilles recettes.

10. La victoire de Fox est une page ouverte sur un nouveau chapitre de l'histoire du Mexique. Quelle satisfaction de savoir que les Mexicains qui naîtront à l'avenir et les enfants qui n'exercent pas encore leurs droits politiques ne subiront pas la domination du PRI ! Cette page blanche peut s'écrire de différentes manières, mais il n'est pas fatal qu'elle soit écrite par ceux d'en haut. Nous sommes face à un panorama nouveau. Verser dans la tristesse ou la nostalgie serait profondément réactionnaire. La patrie n'est pas davantage menacée par la victoire de Fox qu'elle ne l'était sous la férule du PRI. Le fait nouveau c'est que la victoire de Fox exprime, au moins sous certains aspects, une énergie sociale de changement. Elle ne marque pas la fin d'une illusoire « *transition démocratique* », pas plus que le début de la « *normalisation démocratique* ». Il s'agit bien plutôt d'une exacerbation de la crise du système politique mexicain qui trouve aujourd'hui une nouvelle expression.

Mexico D. F., 6 juillet 2000



« Le défi pour nous est de construire un nouveau collectif militant, unitaire et évolutif »

Entretien avec
Sadri Khiari*

● *Peux-tu nous décrire brièvement le régime de Ben Ali ?*

La véritable fondation du régime ne date pas du 7 novembre 1987 lorsque Zine El Abidine Ben Ali, le président actuel, a évincé Habib Bourguiba mais plutôt du début des années 1990. C'est alors qu'au prétexte d'une prétendue menace islamiste imminente, un immense appareil policier s'est mis en place, réprimant toute opposition, subordonnant l'ensemble des institutions de l'Etat, quadrillant toute la société. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont ainsi été emprisonnées, pour la plupart islamistes mais aussi des militants de gauche et des démocrates. Ils ont été le plus souvent torturés sauvagement et condamnés à de lourdes peines grâce à la complicité de l'appareil judiciaire. Les journaux d'opposition, ou tout simplement indépendants, ont été suspendus, les partis de l'opposition légale ont été transformés en appendices du RCD(1), le mouvement associatif brisé ou étouffé. Pendant des années, le déploiement policier a permis d'empêcher toute contestation de la politique du régime et, en particulier, de sa politique économique et sociale.

La répression n'est, bien sûr, pas le seul mécanisme grâce auquel le régime a préservé sa stabilité aussi longtemps. Je rappelle seulement que Ben Ali a bénéficié des instruments politiques et institutionnels du bourguibisme qui avait réussi à marginaliser les partis politiques. La seule véritable organisation de masse ayant disposé d'une certaine autonomie avait été l'UGTT (2), or cette organisation s'est rangée corps et âme au service du nouveau régime. Un appareil bureaucratique autoritaire et corrompu a vidé le mouvement syndical de sa substance, transformant largement l'organisation ouvrière en relais du gouvernement, c'est-à-dire de la politique d'ajustement structurel. La docilité du régime vis-à-vis des institutions financières internationales et de la politique occidentale dans la région, notamment en

ce qui concerne la normalisation rampante avec Israël, lui a d'ailleurs valu un soutien international sans faille qui commence à peine à s'ébrécher.

● *Le pouvoir n'a-t-il pas fait récemment quelques concessions sur le plan des libertés ?*

Il ne faut pas se leurrer; si la répression est moins féroce qu'il y a à peine une à deux années, du moins en ce qui concerne le mouvement démocratique, le pouvoir n'a fait jusqu'à présent que quelques concessions mineures : libérations au compte goutte de prisonniers politiques (3), autorisation



de quelques réunions publiques, restitution de passeports. Mais il n'y a toujours aucune liberté; les droits élémentaires de presse, d'association, d'action politique continuent d'être bafoués, les opposants soumis à une très forte pression et, pour certains d'entre

eux, persécutés en permanence : inculpations, licenciement, surveillance policière, agressions etc. Hamma Hamami, le porte-parole d'un groupe de gauche, le PCOT (4), a été condamné à plus de 9 ans de prison et il vit depuis des années dans la clandestinité. L'acharnement contre les islamistes se poursuit. Près d'un millier d'entre eux sont encore enfermés dans d'abominables conditions de détention. De manière générale, les anciens prisonniers politiques continuent d'être persécutés longtemps après leur libération. On les contraint, par exemple, de manière totalement illégale, à faire acte de présence au poste de police de leur quartier, une à plusieurs fois par semaine, voire quotidiennement. Dans ces conditions, il devient impossible de trouver un travail. Je peux citer le cas Ali Seghaïer qui, réduit ainsi à la misère, a voulu attirer l'attention sur sa situation dramatique en proposant ses enfants à la vente au marché de son village. L'écho de cette action a été tel que le pouvoir a momentanément reculé et Ali Seghaïer a été dispensé du contrôle quotidien à la police. Dès qu'il a trouvé un emploi, des agents sont venus l'avertir qu'il devait à nouveau se présenter tous les jours au commissariat. Il a refusé et s'est retrouvé à nouveau en prison, où il a entamé une grève de la faim qui dure depuis plus de deux semaines.

● *Le CNLT (Conseil national pour les libertés en Tunisie) n'est toujours pas reconnu par les autorités. Peux-tu nous expliquer comment votre organisation a pu se constituer dans les conditions que tu viens de décrire ?*

* Sadri Khiari est responsable des relations extérieures du Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT) et membre fondateur du Rassemblement pour une alternative de développement (RAID-Attac Tunisie). Il s'exprime ici en son nom personnel.

1. Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), nouveau nom donné par Ben Ali au Parti socialiste destourien, le

parti fondé par Bourguiba et qui a dirigé la lutte pour l'indépendance.

2. Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) est la centrale unique des travailleurs, fondée en 1946. Elle a eu un rôle décisif au sein du mouvement national et dans la fondation de l'Etat indépendant.

3. Sauf en novembre 1999, où près de 600 prisonniers islamistes ont été relâchés d'un

coup. A la même période, un groupe d'étudiants, condamnés pour appartenance au Parti communiste des ouvriers de Tunisie, a été libéré après avoir passé près de deux ans en prison

4. Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT), groupe stalinien (pro-albanais) fondé au milieu des années 1980. Très militant, il a payé un très lourd tribut à la répression.

Le CNLT est un peu le résultat des nombreuses initiatives prise par des démocrates et des militants de gauche pour résister à la dictature. Mais ces initiatives sont restées très confidentielles, sans susciter de dynamique et d'accumulation du fait de conditions politiques particulièrement défavorables. Lorsque les premières discussions en vue de la constitution du Conseil ont commencé, de nombreux indices permettaient de percevoir une évolution de la situation : il suffisait d'entendre parler les gens pour savoir que le consensus autour de Ben Ali commençait à se fissurer. Et puis il y a eu la première révolte de jeunes dans le Sud à Gafsa, la réapparition d'une agitation étudiante, des manifestations de violence dans telle ou telle petite ville. La création du Conseil, en décembre 98, n'aurait pas été possible si les choses n'avaient pas bougé. Le Conseil, c'est un peu l'expression d'un ras-le-bol : il n'est plus possible de supporter la répression ; faisons quelques choses même sans garantie de résultat. Un défi éthique. « *Désormais, avons-nous proclamé de manière volontariste, nous décidons de ne plus avoir peur. S'il faut aller en prison, nous irons... Il ne suffit plus de demander des droits ; il s'agit de les mettre en pratique* ». Mais le Conseil, c'est aussi un projet plus élaboré : l'idée qu'il faut réunifier le mouvement démocratique sur la base d'une critique sans concession de la politique sécuritaire suivie depuis 10 ans et, au-delà, de l'ensemble du système politique qui a engendré et permis cette politique. Le CNLT, c'est donc aussi l'idée qu'il faut surmonter le principal clivage qui a paralysé le mouvement démocratique durant les années 90, à savoir l'attitude face à la répression des islamistes que beaucoup avaient soutenue, au moins implicitement. D'où l'exigence incon-

turnable d'une amnistie générale qui constitue désormais un acquis pour l'ensemble de l'opposition. Sur cette base nous avons donné des informations et dénoncé publiquement la répression. Certains de nos textes décortiquent le système policier, les lois scélérates qui organisent la vie politique ou les modalités électorales qui bafouent les principes élémentaires de la représentation démocratique. En mars dernier, nous avons publié un rapport(5) détaillé sur les différentes facettes des pratiques policières dans le pays avec, en prime, une liste de plusieurs dizaines de tortionnaires du ministère de l'Intérieur dont nous demandons le jugement, comme d'ailleurs celui de tous les responsables de la torture. Aujourd'hui, nous voulons organiser la tenue d'une Conférence nationale démocratique. Nous sommes en pleine discussion là-dessus mais, pour ma part, je la conçois comme un cadre de convergence du mouvement démocratique qui débouche sur une remise en cause globale du régime et un appel à une mobilisation pour imposer une Assemblée constituante. J'espère que l'opposition démocratique, par delà les sensibilités qui la traversent, saura s'emparer de cette proposition et en faire l'outil de mobilisation et d'organisation d'un large mouvement de résistance populaire dans tous le pays. Pourquoi, par exemple, ne pas mettre sur pied, dans toutes les régions, un réseau ou des Comités pour une conférence démocratique ?

● Le pouvoir ne va-t-il pas tenter de briser cette dynamique ?

Oui, bien sûr, comme il l'a fait pour casser le CNLT. Il n'a pas osé nous réprimer brutalement, conscient sans doute du coût politique important que cela représenterait pour lui dans le nouveau contexte qui émergeait, mais s'est "contenté" de refuser de nous légaliser et de persécuter nos militants : procédure judiciaire contre les uns et les autres, vol et saccage de voiture, privation de passeport, de téléphone, surveillance policière rapprochée, agression... Récemment notre porte-parole, le docteur Moncef Marzouki, a été licencié. En parallèle le pouvoir mène contre nous une offensive politique : il dénonce nos révélations comme autant d'affabulations ou fait une campagne diffamatoire nous présentant comme traîtres, vendus à l'étranger ou alliés du mouvement islamiste. Tous les moyens sont utilisés pour nous isoler, nous décourager ou dissuader ceux qui seraient tentés de faire comme nous. Sans grands résultats à vrai dire comme en témoigne le regain d'activité du mouvement démocratique et de l'opposition en général. D'autres associations indépen-

dantes, plutôt timides jusque là, comme la LTDH ou l'ATFD (6) ont pris des positions courageuses, un mouvement de solidarité avec Hama Hamami s'est constitué, des syndicalistes dissidents essayent d'organiser la contestation au sein de l'UGTT, de nouvelles associations sont apparues. Elles ne sont pas reconnues par le pouvoir mais elles persistent à prendre des initiatives. C'est le cas du RAID (7), dont le président Fathi Chamkhi, un autre militant, Mohamed Chourabi, et un de leurs amis, ont passé un mois en préventive le mois d'avril dernier et restent passibles de plusieurs années de prison. Il faut citer aussi la Ligue des chômeurs diplômés ou le Forum démocratique.

La grève de la faim du journaliste Taoufik Ben Brik, en vue de récupérer son passeport arbitrairement confisqué, a été un moment très important dans ce contexte. Soutenu très activement par l'ensemble du mouvement démocratique tunisien, il a réussi au terme de 42 jours de jeûne à faire reculer le pouvoir. Malgré la personnalité un peu particulière du journaliste, son action a fait fonction de catalyseur. Le moment le plus fort a été la grève générale de tous les avocats du pays en protestation contre les violences subies par certains de leurs confrères venus apporter leur soutien au gréviste de la faim. Les médias internationaux et les organismes de défense des droits humains (AI, FIDH, HRW, RSF (8)...), en Algérie, au Maroc, en France et ailleurs, ont été formidablement solidaire de Ben Brik et du mouvement démocratique tunisien. Des députés européens comme Hélène Flautre (Verts), Yasmine Boudjenah (PCF), Alain Krivine (LCR), Harlem Désir (Gauche socialiste du PS) ont été particulièrement actifs à nos côtés. Grâce à eux, le Parlement européen a adopté une résolution dénonçant les atteintes aux droits humains en Tunisie. Attac-France, relayé par les Attac d'autres pays (Belgique, Suisse, Canada, Maroc...), a engagé une immense campagne de solidarité avec les membres du RAID emprisonnés ou persécutés. Les gouvernements occidentaux, pourtant généralement très conciliant avec Ben Ali, ont été embarrassés par l'ampleur de la campagne et sont également intervenus.

● Tu penses donc que le mouvement de contestation va s'approfondir. Qu'en est-il plus particulièrement du mouvement syndical ?

Incontestablement. Comme je l'ai dit, le nouveau souffle de l'opposition démocratique, de même que l'embarras du pouvoir, s'expliquent avant tout par le malaise social croissant. Celui-ci prend des formes de plus en plus actives. En janvier 2000, c'est à nou-

5. Disponible sur le site du CNLT : www.cnlt98.org

6. Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), fondée en 1977, a joué un rôle important dans la défense des droits humains jusqu'en 1994. A cette date, un congrès largement manipulé par le pouvoir a permis l'éviction des éléments les plus combattifs qui participeront pour la plupart à la fondation du CNLT.

Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), fondée dans les années 1980, est en quelques sortes la conscience féministe du mouvement démocratique. Elle reste cependant assez marginale.

7. Rassemblement pour une alternative internationale de développement (RAID, Attac-Tunisie), fondé le 9 septembre 99, non reconnu par les autorités, inscrit son action dans le cadre du mouvement international Attac.

8. Amnesty International, Fédération internationale des droits de l'homme, Human Rights Watch, Reporters sans frontières.

veau la colère dans le Sud : cette fois, les émeutes de lycéens et de jeunes chômeurs s'étendent jusqu'au centre du pays. La brutalité de la réaction policière casse momentanément l'élan du mouvement mais il rebondit en avril au coeur de la capitale. Les slogans des jeunes contestataires mettent directement en cause Ben Ali et sa politique anti-sociale. En janvier encore, les chauffeurs de taxi font grève pour réclamer l'abrogation du permis à points dans lequel il voit un nouvel instrument de racket policier. De même, plus récemment, les vendeurs itinérants dans la région du Sahel. Les exemples sont nombreux également de formes de résistance locale, au caractère spontané, ou de violence diffuse qui s'expriment à la moindre occasion : séquestration d'un responsable administratif, lynchage d'un policier, bagarre dans les stades. Et puis, il y a un début de reprise des luttes syndicales. Pas encore de grandes confrontations mais, ici et là, une grève ou même tout simplement la tentative de faire grève, souvent brisée par la direction de l'UGTT. Un mouvement de contestation syndicale, encore fragile mais en progrès, est réapparu, qu'une fraction de l'appareil bureaucratique cherche à récupérer. Une crise a, d'ailleurs, éclaté au sein du Bureau Exécutif qui devrait conduire très prochainement à la démission du secrétaire général de la Centrale, Ismail Sahbani. Conflits inter-bureaucratiques, reflet des nouvelles tensions dans le pays et, sans doute, des luttes de clans au sein même du pouvoir, cette crise contribue à ouvrir le jeu au sein de l'organisation ouvrière. Il est, cependant, difficile de prévoir les rythmes et les formes que peut prendre la recomposition du mouvement syndical. L'UGTT a été verrouillée pendant tant d'année qu'elle a été en partie désertée par les salariés. Même si elle garde une forte légitimité historique, celle-ci s'est altérée et la mémoire des luttes des années 1970-1980 a été en grande partie dilapidée. La libéralisation économique, la croissance du secteur informel, le chômage et la précarité de l'emploi, l'exploitation éhontée de la main d'œuvre féminine ont, dans une certaine mesure, fragilisé le tissu prolétarien et il n'est pas certain que les progrès de l'urbanisation, l'augmentation du nombre de salariés et l'élévation du degré d'instruction des

travailleurs, parviennent à contrecarrer ces tendances. Il est encore difficile d'évaluer le potentiel existant dans les gros bastions de la fonction publiques (santé, enseignement, poste...) et les autres secteurs (industries non-manufacturières, bâtiment, banques...), qui tiraient en avant le mouvement syndical traditionnel mais qui ont été affaiblis par le désengagement de l'Etat. Tout cela peut expliquer que la contestation sociale s'exprime difficilement dans le monde du travail même si le mécontentement est déjà une réalité très forte.

● *On parle beaucoup des "performances" de l'économie tunisienne. Le pouvoir a-t-il une marge de manoeuvre aussi importante qu'on le dit ?*



Zine El Abidine Ben Ali,
le président actuel

Probablement pas et c'est d'ailleurs une des raisons qui permettent de pronostiquer un approfondissement de la crise sociale, que celle-ci passe ou non par l'UGTT. Comme la plupart des pays du tiers-monde plombés par le poids de leurs dettes, la Tunisie a dû, en 1987, accepter les conditions du FMI et de la Banque mondiale, c'est-à-dire engager un Plan d'ajustement structurel, libéraliser son économie et privilégier l'insertion dans le marché mondial plutôt que la construction d'une économie tournée vers la satisfaction des besoins de la population. Les fameux équilibres macroéconomiques ont été grosso-modo rétablis et la Tunisie a retrouvé sa capacité à s'endetter à nouveau. Durant un moment, les exportations tunisiennes ont semblé s'envoler et tout le monde a crié au " miracle " ! Sauf, bien sûr, ceux qui doivent payer la facture. Les autorités tunisiennes n'arrêtent pas de faire de la démagogie sur le thème " les droits de l'homme, ce sont d'abord les droits de manger, de s'instruire, de se soigner " ! Et bien, sur ce terrain là non plus, le résultat n'est pas brillant. Un chiffre global pour commencer, celui de l'IDH du PNUD : en

1993, la Tunisie était classée 73ème, elle n'était plus que 102ème en 1999 ! Chacun se doute que le taux officiel de chômage, qui a dépassé les 15.5 %, est sous-évalué. Quand au coût de la vie, les " ménagères ", comme disent les statistiques, savent bien qu'il est très peu reflété par le taux d'inflation. Il suffit de savoir que le système de compensation étatique des prix des produits de première nécessité a été quasiment liquidé. L'enseignement et surtout la santé sont désormais en partie payants. Serait-ce pour autant des sacrifices nécessaires mais provisoires ? Rien n'est moins sûr. La politique économique suivie montre déjà ses limites. Le taux de croissance n'est pas mauvais en soi (il serait de 6.2 % en 99) mais il est impuissant à franchir durablement la barre

des 7 % considérés, tant par les experts gouvernementaux que par les institutions financières internationales, comme indispensables pour que la Tunisie résiste au choc de son insertion sur le marché mondial. L'investissement privé, local et étranger, se fait attendre malgré toutes les incitations financières et autres. La croissance des exportations est complètement aléatoire et semble inexorablement

tirée vers le bas. Le secteur du textile et de l'habillement peine à maintenir ses bons résultats à l'exportation du début de la décennie ; il est désormais à la traîne et le dernier rapport de la Banque centrale note bien que ce sont les exportations exceptionnelles de produits agricoles et alimentaires qui ont sauvé la balance commerciale en 1999. C'est d'autant plus inquiétant qu'avec le tourisme, tout aussi dépendant de circonstances extérieures, le textile reste le secteur sur lequel misent les autorités alors même qu'elles ne cessent de souligner leurs inquiétudes quant à la concurrence des pays asiatiques et d'Europe de l'Est, notamment dans la perspective imminente du démantèlement des Accords multifibres. L'économie tunisienne reste également hypothéquée par la chute des prix des matières premières exportées (phosphates et dérivés, en particulier) et par l'augmentation des prix du pétrole alors que les réserves tunisiennes s'épuisent et que le dollar augmente. A ces facteurs, s'ajoutent cette année une récolte probablement désastreuse et l'accélération du démantèlement des tarifs douaniers prévus par les Accords d'association avec

l'Europe. La survie de pans entiers du tissu industriel est mise ainsi en jeu dans des délais rapprochés, de même que le budget de l'Etat qui perd une de ses principales ressources. Seules solutions pour le pouvoir : s'endetter, accélérer les privatisations (ainsi la plupart des cimenteries ont-elles été vendues à des sociétés étrangères), réduire les dépenses sociales et augmenter la pression fiscale sur les travailleurs et les petits producteurs. L'économie tunisienne dispose encore de ressources et la reprise de la croissance européenne peut donner un petit surcroît aux exportations mais les tendances lourdes de l'économie tunisienne laissent prévoir une aggravation de la situation. Comment le pouvoir parviendra-t-il à gérer cela dans un contexte de re-mobilisation sociale et d'apparition de tensions politiques alors que Ben Ali a en vue l'échéance des élections présidentielles de 2004 auxquelles la Constitution lui interdit en principe de se présenter ? Cela ne sera pas facile...

● Le pouvoir n'aurait-il pas, selon toi, de stratégie alternative ?

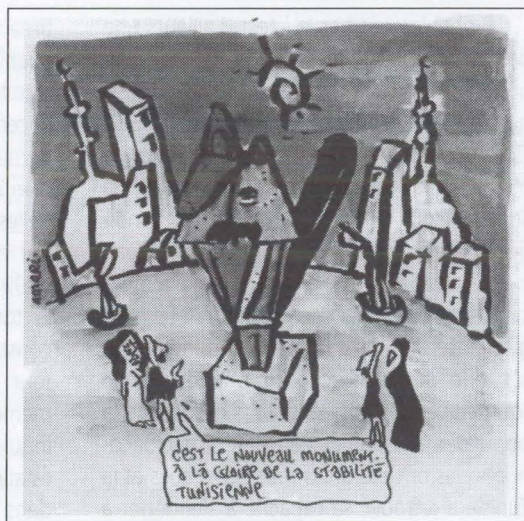
Je pense, pour tout dire, que la Tunisie est entrée dans une phase de turbulences. La crise sociale sera aussi politique. Le pouvoir peut effectivement essayer de "réguler" et donc de ralentir ou d'orienter la crise mais l'élaboration éventuelle d'une stratégie alternative à la politique sécuritaire ne se fera pas sans heurts. Trop d'intérêts économiques, trop de positions de pouvoir dépendent de la préservation du système policier pour qu'il en soit autrement. Les sphères qui occupent les centres de décisions occultes, qui se partagent et se disputent les rentes liées à leur proximité des lieux de pouvoir (corruption, accaparement de marché public, détournement des privatisations et des biens publics, contrebande, trafics en tout genre, expropriation de biens à des fins privées, constitution de situations de monopole et concurrence déloyale...) se savent fragiles et contestées, y compris dans les milieux d'affaires et industriels qui se sentent à la merci de n'importe quel aventurier proche du Palais. La démocratie, en tous les cas, ne fait aucunement partie de la culture politique de l'Etat tunisien et encore moins des dirigeants actuels, trop soudainement propulsés au sommet du pouvoir, sans ancrage ni légitimité politique réelle. Et ils le savent ! Louvoyer, réprimer, manipuler, corrompre résument leur conception de la politique. Depuis que la situation a commencé à changer, ils n'ont pas fait preuve d'un sens poli-

tique particulièrement aigu. En novembre 99, Ben Ali annonce qu'il ne sera pas le seul candidat à la présidence de la république. La manœuvre pour récupérer un certain crédit aurait un sens si les deux candidats n'avaient pas été désignés et si on leur avait octroyé un nombre de voix significatif. Mais non : Ben Ali rafle 99,44 % des voix ! Bourguiba, le fondateur de la république, est mort. On l'enterre à la sauvette et on réprime les manifestations de deuil ! Des journalistes étrangers viennent voir Taoufik Ben Brik. On les brutalise ! Alors que tous les médias internationaux manifestent leur solidarité avec le mouvement démocratique tunisien, on tire à bout portant sur un homme d'affaire qui avait exprimé, dans les colonnes du Monde, ses craintes que Ben Ali ne cherche à obtenir un quatrième mandat ! Par ailleurs, de nombreux indices laissent supposer que des conflits se développent entre les différents cercles politico-économico-familiaux qui tirent les ficelles du pouvoir.

Ce sont là des facteurs de crises politiques qui peuvent nous permettre d'arracher des concessions mais non d'impulser une auto-réforme démocratique du régime.

● Les islamistes ne risquent-ils pas de récupérer la mise ? Quelles perspectives peut avoir la gauche dans ces conditions ?

Le courant intégriste, représenté principalement par le parti Ennahda, a subi une terrible répression qui a détruit en grande



partie — pour ne pas dire toutes — ses structures, ses réseaux et même les familles des militants. Il est impossible de dire dans quelle mesure, il a pu progressivement se reconstituer. Ce qui est certain, c'est qu'il est encore plus difficile que dans le passé, de voir dans ce mouvement un bloc homogène. La crise de direction provoquée en son sein par la guerre du Golfe a incontestablement facilité la répression et celle-ci, à son tour, a

accentué sa crise politique. Le déclin tendanciel du mouvement islamiste à l'échelle régionale a dû, sans doute aussi, contribuer à cette situation. Sa plate-forme publique, aujourd'hui, se limite à revendiquer la démocratie et à prôner la défense de "l'identité" arabo-musulmane des Tunisiens. C'est là, bien sûr, une sorte d'euphémisme, une formule défensive qui ne remet pas en cause le programme réactionnaire d'islamisation de l'Etat qui a toujours été le leur. Mais on ne peut exclure a priori l'apparition de différenciations au sein de la mouvance de tous ceux qui se sont rapprochés à un moment donné de ce courant. Il faut au contraire y travailler.

En définitive, le risque d'une résurgence d'un courant intégriste fort est relatif à la capacité de la gauche à construire une alternative. Et cette perspective n'est pas du tout illusoire. Le mouvement syndical, malgré les limites que j'ai signalées, demeure un relais essentiel de ce point de vue. Le mouvement démocratique, et notamment le CNLT, peut impulser une dynamique dans le même sens, en particulier autour du projet de Conférence nationale démocratique. D'autres cadres, comme le RAID, par exemple, ou le mouvement étudiant ont un rôle à jouer dans la construction de cette alternative. Mais une demande politique commence à se manifester et ni ces organisations ni les groupes de l'extrême-gauche ne sont en mesure d'y répondre en tant que tels. A partir du constat que la gauche est et doit être plus large que la gauche actuelle, il commence à devenir indispensable et possible de proposer la constitution d'un mouvement politique revendicatif, qui s'appuie sur les revendications populaires les plus urgentes : la lutte pour la démocratie sans restriction et la souveraineté populaire, contre la corruption, contre la remise en cause des acquis sociaux, contre l'ajustement structurel et les Accords d'association tuniso-européens, les privatisations, les licenciements, la baisse du pouvoir d'achat, etc.

Le défi pour nous, aujourd'hui, est de parvenir, à partir de tous ces axes de mobilisation, à construire un nouveau collectif militant, unitaire et évolutif — un parti, ou tout autre type de structure, peu importe — qui articule tous ces problèmes dans une perspective d'auto-émancipation des exploités et trace la voie d'une alternative au pouvoir actuel.

Propos recueillis le 10 septembre 2000

États-Unis

Pour une politique indépendante

Un document de l'organisation Solidarity*

Solidarity apporte son soutien à deux candidats aux élections présidentielles de novembre 2000 qui présentent une alternative aux partis capitalistes et à la politique des grands monopoles.

David McReynolds, candidat à l'élection présidentielle du Parti Socialiste des USA (1), fait à juste titre partie des vétérans les plus respectés du mouvement américain pour la paix. Luttant sans relâche contre le militarisme et animateur des combats pour le respect des droits des gays et lesbiennes, il est également le champion d'une lutte menée depuis longtemps pour la défense des principes démocratiques du socialisme. C'est lui qui exprimera le plus clairement une alternative socialiste dans cette élection.

En même temps, nous pensons, que la campagne de Ralph Nader sous l'étiquette du Parti des Verts (2), représentera potentiellement un grand pas en avant vers une nouvelle politique, indépendante de la classe capitaliste dont les intérêts règnent en maîtres sur ce pays. Nader n'est pas et ne se prétend pas socialiste. Mais la vision des Verts d'un monde écologique et démocratique implique en elle-même une attaque contre les institutions capitalistes et l'apparition d'une alternative ouvrière.

Ralph Nader mène une vigoureuse campagne et cette campagne semble prometteuse sous deux aspects. Tout d'abord, son message est centré sur une puissante critique de l'étranglement de la démocratie par le contrôle qu'exercent les grandes entreprises sur la vie politique, les médias, les institutions économiques, et par l'extension de leur pouvoir à travers le monde sous couvert de « mondialisation ».

Cette critique entre en écho avec la colère des dizaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées dans les rues de Seattle et de Washington, contre l'Organisation Mondiale du Commerce, contre le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Cette campagne parle aux millions de travailleurs qui voient leurs conditions de vie et de travail se détériorer. Cette critique unifie également les millions de personnes concernées par l'inégalité grandissante

et la destruction de l'environnement, les effets du réchauffement de la planète, la production d'aliments transgéniques et la disparition de la diversité biologique. Tous partagent la même conviction qu'une vie politique régie par le pouvoir des entreprises n'apportera pas de réelle solution.

De plus, se développe un mouvement « Labor pro Nader » (salariés en faveur de Nader), dont l'idée a été soutenue et mise en avant par des dirigeants du Parti du Travail (3). Alors que le parti lui-même ne présente pas de candidats, les comités « Labor pro Nader » peuvent être le moyen pour les militants ouvriers de combattre la mainmise du Parti Démocrate sur les votes de la classe ouvrière.

En soutenant à la fois les campagnes de McReynolds et de Nader, Solidarity veut exprimer l'idée qu'une alternative socialiste au système capitaliste et une critique populaire et démocratique des partis capitalistes gagnent en audience. Tous deux ont en ce sens un rôle positif à jouer. Et cela même si nous savons qu'existent des faiblesses qui pourraient empêcher la réalisation du potentiel de la campagne de Nader.

Contre les partis capitalistes

Les élections présidentielles mettent à jour la politique du grand capital. Tandis que George W. Bush est présenté comme un outsider face à Al Gore, le fait est que tous deux appartiennent à une deuxième ou troisième génération d'hommes politiques disposant ainsi de l'expérience passée, des ressources, des contacts et de l'argent nécessaires pour mener à bien une campagne électorale classique.

Plus de six mois avant la date des élections, Bush avait déclaré que son budget de campagne atteignait 84 millions de dollars. Gore est juste derrière avec 74 millions.

Ces chiffres n'incluent bien sûr pas les « cadeaux » non enregistrés que les Démocrates et les Républicains vont faire pour la campagne présidentielle. Alors qu'en 1996, « les cadeaux » s'élevaient à 262 millions de dollars, cette année, les observateurs s'attendent à ce qu'ils atteignent dans les 500 à 750 millions. De nombreuses propositions ont été faites pour réformer le mode de financement des campagnes électorales, mais elles n'ont pas abouti parce que les congressistes ont un intérêt personnel dans le maintien du statu quo, d'autant plus qu'un an avant les élections, n'importe quel membre du Congrès a déjà mis de côté environ 350 000 dollars pour sa prochaine

campagne électorale.

De toute façon, le financement par les entreprises n'est qu'un épiphénomène. Les partis Démocrate et Républicain sont des partis capitalistes : ils ne sont que les moyens politiques à travers lesquels les industriels acquièrent leurs richesses de l'État, organisent la population derrière leurs intérêts de caste (y compris les guerres impérialistes) et répandent des illusions démocratiques. Ce sont les partis du profit, du racisme et de la guerre. C'est pourquoi nous refusons de soutenir leurs candidats, un vote du « moindre mal » est un vote pour le système.

Un nombre croissant de gens se rend compte aujourd'hui que le gouvernement se préoccupe surtout de plaire aux industriels, ne promulguant pas des lois en faveur des simples travailleurs. Les lois les plus significatives de l'administration Clinton ont été l'Accord sur la libéralisation du commerce en Amérique du nord, l'Ordonnance de 1996 sur les crimes, la fin du service public et le début de la déréglementation dans l'industrie de la communication. Ainsi, l'homme qui voulait en entrant à la Maison-Blanche laisser un souvenir comparable à celui de F.D. Roosevelt restera dans la mémoire comme le président qui a achevé l'œuvre de Bush père. En dépit d'une économie « solide », le fossé entre les riches et le reste de la population s'élargit et le taux d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté augmente. Mais ni Gore ni Bush Jr ne disent comment le gouvernement pourrait renverser cette tendance. Vu leurs assises financières pourquoi le feraient-ils ?

Pendant ce temps, Patrick Buchanan – dont le programme consiste à mobiliser la classe ouvrière blanche vers de mauvaises cibles : les autres nations (surtout les non-Blancs), les immigrants, les gens de couleur, les femmes qui osent exercer leur liberté de procréation ou qui osent être indépendantes économiquement) se construit une base dans le Parti Réformiste (ou dans ce qu'il en reste). Dans un climat d'insécurité et d'aliénation politique, ce genre de populisme de droite représenté par Buchanan est un danger : de minoritaire politiquement, il peut devenir mouvement de masse.

Pour mener une action politique indépendante aux États-Unis, où aucun grand parti des travailleurs n'existe et où la plupart des dirigeants syndicaux officiels sont membres actifs du Parti Démocrate, Solidarity cherche toutes les ouvertures pour faire sauter le verrou que représente le bipartisme et avancer vers un mouvement

* Solidarity (Solidarité, au sein de qui ont pris place les partisans de la IV^e Internationale) est une organisation socialiste, féministe et anti-raciste qui milite pour une action politique indépendante et dont le but est l'instauration d'une société contrôlée par la base c'est-à-dire par la classe ouvrière et les opprimés. Elle publie le bimestriel *Against the Current* (Contre le courant). Ses militants sont actifs dans plusieurs syndicats (ils soutiennent en particulier le réseau syndical autour du bulletin *Labor Notes* et la tendance « Teamsters for democracy ») et dans les mouvements sociaux. Nous

reproduisons ici la position de cette organisation diffusée durant la campagne présidentielle. Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur la situation politique et sociale aux États-Unis.

1. Le Socialist Party USA est un petit groupe de militants anti-capitalistes qui lutte pour une société dans laquelle l'économie serait socialisée et démocratiquement contrôlée. Dans la campagne présidentielle de 1996 son candidat a obtenu 5000 voix.

2. Les Verts (Association of State Green Parties) est un des partis écologistes d'ampleur nationale aux

États-Unis. Prenant pour modèle à l'origine les partis Verts européens, les Verts américains ont récemment pris leurs distances avec eux, considérant que l'entrée des Grünen allemands au gouvernement n'était pas principielle. Leur critique du capitalisme est concentrée sur les questions environnementales. Leur programme économique relève de l'utopie : une économie décentralisée et communautaire.

3. Le Parti du Travail (Labor Party), un nouveau parti dont le congrès de fondation s'est tenu en 1996, est une tentative de militants syndicaux pour faire apparaître une alternative au

bipartisme américain. Bien qu'il ait connu une réelle croissance et obtenu le soutien de quelques syndicats nationaux et de nombre de conseils syndicaux locaux, il ne s'est pas présenté à la présidentielle de 2000 (la majorité des syndicats impliqués soutiennent cette fois-ci le Parti démocrate). Le principal syndicat impliqué dans ce projet, United Electrical Workers (UE, un petit syndicat indépendant qui s'est illustré dans les mobilisations à la frontière mexicaine, menées en alliance avec les syndicats mexicains), soutient la campagne présidentielle de Ralph Nader (Verts).

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

authentiquement indépendant même si chacun de ses efforts se heurte à des obstacles importants. Même quand des candidats indépendants gagnent, ils peuvent être intimidés par le pouvoir et l'argent de ce système bipartite. Il est évident que nous ne pouvons prévoir quelle opportunité sera en fin de compte la bonne.

Si nous ne le construisons pas, il n'y aura jamais un parti qui puisse représenter les intérêts des travailleurs. C'est pourquoi nous avons soutenu le Parti Travailleuse et participons à sa construction. C'est pourquoi nous avons soutenu les Verts dans la course aux élections législatives et la candidature de Ron Daniels dans la campagne des présidentielles de 1992 (4) ; de même pour Ralph Nader en 1996 — en dépit des limites de ces campagnes démunies de moyens financiers.

D'autre part, nous sommes critiques quant à l'auto-proclamation d'un troisième parti. Par exemple, le « *Parti des Familles Travailleuses* » (5) qui est présent aux élections de l'État de New York est surtout une réplique du Parti Démocrate.

Vaincre les faiblesses

Les faiblesses de la campagne menée par Nader en 1996 ne doivent pas se renouveler. Pour les élections de 2000, le message central de Nader — s'opposer aux attaques du Capital contre la démocratie et la dignité de l'Homme — doit être intimement lié aux problèmes des droits de l'homme et de la justice sociale tels la criminalisation de toute une partie de la jeunesse, l'obscénité que constitue la peine de mort, les attaques incessantes contre le droit des femmes à disposer de leur corps, contre le droit à l'avortement, la remise en cause de la politique des quotas appliquée aux minorités sexuelles et raciales aux USA, les interventions militaires extérieures sous couvert d'actions humanitaires. Une autre question se pose durant cette campagne : le danger d'une réponse nationale-protectionniste comme réponse à la « *mondialisation* » plutôt qu'une réponse basée sur la solidarité internationale. Si cette campagne est destinée à présenter une alternative claire à Bush, Gore et Buchanan, elle ne doit pas se faire l'écho de la prééminence de l'Amérique des Blancs, porté par le mot d'ordre « *Des emplois américains pour les travailleurs américains* », leitmotiv de Buchanan ou de nombreux dirigeants de l'AFL-CIO.

Ce ne sont pas les travailleurs chinois (ou mexicains, ou indiens, ou haïtiens ou africains) qui tirent vers le bas les salaires et les conditions de travail de la classe ouvrière dans ce pays. Ce sont les dirigeants économiques — la classe dominante des capitalistes — en accord avec les

élites de Chine et d'ailleurs, qui tirent vers le bas les droits et les conditions de travail des travailleurs dans tous les pays.

La campagne de Nader s'efforce d'établir une alliance entre les Cols Bleus (ouvriers) et les Verts face au capitalisme. Reprenant le message des manifestants de Seattle contre l'OMC, Nader a établi un vaste programme « *Bleu-Vert* » centré sur les droits des travailleurs et la sauvegarde de l'environnement. Sa campagne va aussi reposer le problème de la réforme de la prise en charge des dépenses médicales et d'autres questions que le Parti du Travail a soulevées. C'est un début important.

Les avancées

À Solidarity, nous accordons un grand crédit aux droits démocratiques dont les gens jouissent dans ce pays. Mais dans un État capitaliste, ce n'est pas par bonté des politiques que ces droits sont respectés, ils ne le sont que tant que les gens sont prêts à se battre pour les conserver. C'est pourquoi nous insistons tant sur la nécessité de construire des mouvements de masse.

En tant que socialistes, nous croyons qu'il existe des erreurs inévitables, inhérentes même aux meilleurs efforts pour ré-instaurer la démocratie au sein d'un système capitaliste. Le plein exercice de la démocratie nécessite des change-

ments fondamentaux et révolutionnaires dans la structure du pouvoir : le remplacement du capitalisme par le contrôle ouvrier sur l'économie et une planification démocratique des besoins humains, et non des profits.

Ce n'est pas une campagne électorale qui peut accomplir de tels changements, mais seulement un puissant mouvement révolutionnaire. Mais cette année une alternative aux Démocrates et Républicains apparaît plus réaliste qu'elle ne l'a jamais été au cours des vingt dernières années. Ceci peut nous aider à élargir le front démocratique qui existe réellement dans la société américaine.

Pourquoi ? La mobilisation anti-OMC a clairement montré la nature bipartite de la politique de mondialisation de la classe dominante et son mépris pour les gens du peuple. À Seattle, les manifestants ont marqué leur refus de voir le monde une nouvelle fois gouverné au sommet par quelques « *tout-puissants* ». Elle a fait naître l'espoir que les gens du peuple pouvaient enrayer la machine lancée par les détenteurs du pouvoir.

McReynolds et Nader, chacun à sa manière, reflètent une opposition à cette élite de l'argent, aux candidatures Bush Gore, suppôts du grand capital, au populisme réactionnaire de Buchanan.

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES.
K. MARX

librairie
La Brèche

8, Rue de Romainville, 75019 Paris
métro Télégraphe
tél : 01 42 38 04 14
fax : 01 42 38 27 51

ouverture : lundi 14h-20h
mardi à samedi : 12h-20h

vente par
correspondance
Paris, province,
étranger : envoi
gratuit

e-mail : labreche@libertysurf.fr
site : <http://www.la-breche.com>

4. Ron Daniels est un militant Afro-américain qui fut en 1988 directeur de la campagne de Jesse Jackson pour l'investiture du Parti démocrate.

5. Working Families Party est l'organisation new-yorkaise du Nouveau parti (New Party), un regroupement national qui tente de pousser le Parti démocrate vers la gauche. Le New Party ne présente que peu de candidats indépendants et tente surtout de soutenir les candidats démocrates jugés progressistes en faisant voter pour eux sur la base d'une liste séparée (tactique possible seulement dans quelques Etats, dont celui de New York).